PN ABU-839
94550

Département de l'agriculture des Etats-Unis

Service forestier et Bureau de la coopération internationale et du développement

Programme d'appui à la foresterie parrainé par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international

Novembre 1992

Organisations non gouvernementales et gestion des ressources naturelles en Afrique

Une présentation de la documentation existante

T.R. Ramanathan

Le Programme d'appui à la foresterie (FSP) est administré conjointement par le Service forestier du Département américain de l'agriculture et le Bureau de la coopération internationale et du développement (OICD) avec des fonds provenant du Bureau de la Recherche et du développement (R&D) de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) par le biais de son Bureau de l'Environnement et des ressources naturelles (ENR).

Ce document a été réalisé pour le compte du Programme d'appui à la foresterie (FSP) au sein du Bureau de foresterie internationale du Service forestier du Département américain de l'agriculture (USDA). Le but principal du Programme est de fournir une assistance technique aux Bureaux et Missions de l'USAID et au Corps de la paix des Etats-Unis. Les fonds pour la réalisation de cette étude ont été fournis par le Bureau de l'analyse, de la recherche et de l'appui technique (ARTS), Division de l'analyse en matière d'alimentation, d'agriculture et de ressources (FARA) du Bureau Afrique de l'USAID. Les renseignements présentés dans ce document ont été obtenus auprès de sources que nous considérons comme fiables. Nous ne pouvons toutefois garantir que ces renseignements soient exacts et complets. Ils nous ont été fournis sans obligation et étant bien entendu que toute personne qui agit ou qui change de position sur la base desdits renseignements en prend l'entière responsabilité.

T.R. Ramanathan est consultant spécialisé dans ONG du domaine des ressources naturelles pour le Programme d'appui à la foresterie. Il est titulaire d'un diplôme supérieur en Administration internationale de l'Ecole pour la formation internationale de Brattleboro, dans le Vermont. Ces six dernières années, il a participé à de nombreuses activités dans le domaine de l'environnement et du développement, travaillant pour un certain nombre d'organisations non gouvernementales en Inde.

Organisations non gouvernementales et gestion des ressources naturelles en Afrique: une présentation de la documentation existante

J.R. Ramanathan

Programme d'appui à la foresterie

Département de l'agriculture des Etats-Unis

Service forestier

Agence des Etats-Unis pour le développement international

Département de l'agriculture des Etats-Unis

Bureau de la coopération internationale et du développement

Préface de l'auteur

Les années 80 ont été caractérisées par une participation dynamique des organisations non gouvernementales (ONG) aux aspects économiques, sociaux et environnementaux des activités de développement. Ce facteur a contribué à une prise de conscience accrue, au sein de la communauté internationale, du fait que l'existence de partenariats et d'une coopération plus étroite entre les ONG, les gouvernements, les organismes internationaux et autres intervenants dans le domaine du développement est cruciale pour la promotion d'un développement sain du point de vue environnemental et durable. En outre, de récents événements internationaux tels que le Dixième congrès forestier mondial et la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) ont défini des bases communes pour un débat concernant les défis environnementaux à relever. Ces événements ont également montré qu'il faut renforcer l'efficacité des actions des ONG pour un développement durable.

Le Bureau Afrique de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre d'un examen de son efficacité pour le renforcement des ONG qui participent à des actions de gestion des ressources naturelles en Afrique, a commandité cette récapitulation de la documentation existante. Ce travail sans précédent résume 150 publications récentes d'un intérêt particulier. Son objectif est de fournir une vue d'ensemble des activités des ONG dans le domaine de la gestion des ressources naturelles en Afrique, et de faire ressortir les questions qui sont cruciales pour étoffer les capacités institutionnelles de ces organisations. En plus des résumés, le document comprend 135 références bibliographiques pertinentes. Il ne s'agit pas nécessairement d'un panorama complet de toutes les publications des ONG relatives à la gestion des ressources naturelles en Afrique, mais on peut espérer que les lecteurs montreront leur intérêt pour cette initiative en faisant des commentaires et des suggestions pour une révision ultérieure.

Qu'il me soit permis de remercier William Helin, Coordinateur de l'assistance bénévole au Programme d'appui à la foresterie (FSP) du Service forestier du Département américain de l'agriculture (USDA), pour son soutien et ses conseils précieux pour la préparation de ce document. Il convient aussi de remercier Timothy Resch, Conseiller en foresterie tropicale et diversité biologique au Bureau Afrique de l'USAID, pour ses commentaires et ses suggestions détaillés concernant l'organisation et la présentation. Carl Bessman du Programme d'appui à la foresterie a proposé des idées pour améliorer l'agencement du document. Je tiens aussi à adresser mes remerciements à tous les membres du personnel du Bureau de foresterie internationale du Service forestier de l'USDA pour leurs encouragements chaleureux. Enfin, je me dois d'exprimer ma gratitude aux nombreuses personnes et organisations qui ont fourni tant de renseignements très utiles pour mener à bien cette tâche.

T.S. Ramanathan
Programme d'appui à la foresterie

Table des matières

Préface de l'auteur iii

Le contexte

Introduction 1

Les ONG en transition 1

Les divers types d'ONG 2

Le processus de compilation 3

Guide de l'utilisateur 4

Notes 5

Résumés de documents d'ONG 7

Bibliographie générale 79

Index 89

LE CONTEXTE

Introduction

Ces dernières années, les organisations non gouvernementales (ONG) sont apparues comme étant un élément important dans la promotion d'un développement sain du point de vue environnemental au niveau local. Cette tendance qui s'accentue en matière de développement a incité à nouveau l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) à s'interroger sur la question de l'acheminement de son assistance par le biais d'ONG et, le cas échéant, dans quels domaines et par quel genre d'accords contractuels. Une telle évaluation implique un examen critique des succès et des échecs des expériences de l'USAID avec les ONG jusqu'à présent, de ce qu'ont accompli les ONG avec des financements d'autres donateurs et de leur rôle dans le développement tel qu'il est perçu dans la documentation existante. C'est dans cette optique que le Bureau Afrique de l'USAID a préparé cette étude de la documentation relative aux ONG intervenant dans la gestion des ressources naturelles en Afrique, dans le cadre de sa démarche analytique pour évaluer son expérience de travail avec les ONG.

Environ trente-trois pour cent des contrats environnementaux attribués par le Bureau Afrique[1] sont gérés par des ONG. Cette expérience révèle que souvent les technologies appropriées et les approches découlant d'innovations d'ONG au niveau local n'ont pas été communiquées à la communauté plus large du développement; des occasions de les faire adopter et d'avoir un impact à plus grande échelle ont donc été perdues. Pour remédier à cette situation, dans le cadre du Projet politiques, analyse, recherche et appui technique (PARTS), le Bureau veut déterminer dans quelle mesure il a contribué au renforcement des ONG qui participent à des activités de gestion des ressources naturelles en Afrique, et il veut définir des objectifs pour contribuer aux buts de l'USAID et de la communauté des ONG pour faire face aux crises que traverse l'Afrique en matière d'environnement et de développement. Cette analyse a été confiée au Programme d'appui à la foresterie (FSP) du Service forestier de l'USAID.

Cet examen de la documentation existante est la première étape d'une démarche analytique en quatre parties sur une période d'un an. Il servira d'étude de référence initiale et sera crucial pour les autres aspects de cette démarche dont l'objectif est de fournir une vue d'ensemble des activités des ONG en matière de gestion des ressources naturelles en Afrique et de mettre en évidence des points essentiels pour le renforcement des capacités des ONG.

Les ONG en transition

Les organisations non gouvernementales ne sont pas un phénomène nouveau en Afrique. Parmi elles, on peut signaler les églises et les sociétés de missionnaires qui non seulement existaient durant toute la période coloniale et ont acquis vigueur et légitimité par leur militantisme dans des domaines comme les droits de l'homme, mais qui ont aussi élargi la gamme de leurs activités pour inclure les groupes de femmes, la protection de l'environnement, la production agricole, ainsi que d'autres aspects[2] en rapport avec la lutte contre la pauvreté. Toutefois, les

ONG africaines modernes ont fait leur apparition vers la fin de la période coloniale, sous forme d'associations sociales communautaires, par lesquelles les Africains nouvellement urbanisés exprimaient leur volonté d'obtenir certains biens essentiels.[3] Cette tradition pluraliste d'entraide a servi de point de départ à bon nombre de mouvements d'ONG internationales[4] après la Deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui, il existe toute une gamme d'ONG qui s'emploient activement à fournir une assistance à environ 12 millions de personnes en Afrique,[5] même dans des régions éloignées qui souvent ne sont pas desservies par les pouvoirs publics.

Les ONG, en vertu de traditions institutionnelles anciennes, ont fonctionné pendant longtemps de manière isolée, avec pour corollaire diverses complications, notamment un champ d'action limité et un climat de crise et d'incertitude. Ces facteurs ont nui à leur croissance et à leur efficacité en tant qu'organisations, mais ont aussi limité leur capacité à promouvoir un développement à long terme. Toutefois, depuis les années 70, la meilleure compréhension du lien entre les problèmes ayant trait à l'environnement et au développement, et de ses implications mondiales, a amené de nombreuses ONG à adopter des principes modernes de gestion et même à redéfinir leurs rôles dans le développement. Cette évolution a eu pour résultat, semble-t-il, que ONG sont considérées aujourd'hui comme pouvant jouer un rôle déterminant dans la promotion d'activités durables au niveau local, en association avec les gouvernements.[6] Malgré cette évolution, la valeur des services intangibles fournis par les ONG est souvent difficile à déterminer en utilisant les mécanismes du marché,[7] étant donné que ces services symbolisent les processus sociaux et politiques des communautés qu'elles représentent.

Les divers types d'ONG

Au cours des dix dernières années, les ONG ont pris des caractéristiques différentes, en particulier pour ce qui est de leur taille, de leurs capacités institutionnelles et de leurs domaines d'intervention, d'où une certaine confusion quant à la nomenclature à utiliser. Le terme d'ONG couvre un amalgame de groupes et d'institutions qui sont totalement indépendants de l'Etat et dont la forme est déterminée essentiellement par des objectifs humanitaires ou coopératifs plutôt que par des considérations commerciales.[8]

Diverses expressions sont utilisées pour décrire les ONG. Aux Etats-Unis par exemple, les ONG agréées par l'USAID sont désignées par le terme d'organisations privées bénévoles (OPB). De nombreuses ONG africaines préfèrent l'appellation d'organisations bénévoles de développement (OBD).[9] Cependant, dans la pratique, on peut dire que les ONG sont des organisations privées impliquées dans des activités visant à atténuer des souffrances, promouvoir les intérêts des pauvres, protéger l'environnement, fournir des services de base ou contribuer au développement communautaire.[10] Dans leur diversité, les ONG, autochtones et internationales, sont habituellement réparties en cinq grandes catégories, qui souvent se recoupent: les associations entraide ou associations communautaires, les coopératives, les consultants qui prodiguent des conseils et les entreprises contractuelles, les ONG prestataires de services ou jouant un rôle d'intermédiaire, et les groupes consultatifs.[11] En général, toutes ces

organisations mettent l'accent sur le renforcement de compétences collectives par la participation des populations locales et/ou elles aident à ce renforcement.

Le processus de compilation

Le présent rapport s'efforce de rassembler les conclusions de travaux de recherche qui sont pertinents pour le domaine examiné. Chose plus importante, il veut donner une vue d'ensemble des succès et des échecs des ONG en matière de gestion des ressources naturelles en Afrique, et il fait ressortir un certain nombre de questions primordiales pour améliorer les performances de ces organisations. Il était important dans cette démarche de couvrir les exemples de succès enregistrés dans des secteurs connexes, tels que l'agriculture et le développement rural, afin de donner une perspective transsectorielle. C'était également approprié étant donné que les activités des ONG en matière de gestion des ressources naturelles s'inscrivent souvent dans le cadre d'un programme de développement rural intégré.

Beaucoup de temps a été consacré à la collecte de renseignements auprès de diverses sources, notamment la bibliothèque de l'USAID, la Division des relations économiques internationales de la Banque mondiale, des particuliers et des OPB. Bien que la plupart des renseignements regroupés dans ce document proviennent d'une recherche sur ordinateur à la bibliothèque de l'USAID, un effort particulier a été fait pour consulter des particuliers et des OPB. Ces dernières ont aidé à l'obtention de documents non officiels réunis sous forme de comptes rendus d'ateliers, d'études de cas, de rapports internes et de communications non publiées. La recherche sur ordinateur pour la région Afrique a été affinée en utilisant des mots clés, tels que gestion des ressources naturelles, organisations privées, et en spécifiant le type des publications.

La recherche et le processus de sélection ont exigé un important travail de réflexion. Dans une large mesure, l'accent a été mis sur: les travaux qui examinent les tendances de développement dans la perspective des ONG, les stratégies nationales de développement, l'incidence des politiques de développement novatrices qui ciblent les populations les plus démunies, les aspects administratifs et techniques du renforcement de la capacité des ONG et les questions institutionnelles qui ont trait à la collaboration. En outre, certaines publications majeures, des comptes rendus de conférences, des bases de données d'ONG et des annuaires d'organisations ont été inclus. Les renseignements à propos de certaines communications et publications ont été reçus sous forme résumée, et c'est ainsi qu'ils sont reproduits.

En outre, l'un des impératifs pratiques de ce travail était de fournir aux personnes intéressées un moyen d'identifier les lacunes dans la documentation des ONG et de les combler par la recherche. Par exemple, le Document de politique générale de l'USAID sur les organisations privées bénévoles, rédigé voici plusieurs décennies, devrait être révisé en fonction des tendances qui se dessinent en matière de développement. La révision devrait refléter plus exactement les réalités nouvelles du monde de l'après-guerre froide, les alliances stratégiques entre les ONG américaines et autochtones, l'importance d'appuyer et de renforcer les institutions qui chapeautent les ONG, les changements dans les relations entre l'USAID et la communauté des ONG, etc.[12]

Un autre exemple à citer est la publication intitulée *West African Governments and Volunteer Development Organizations* qui fait la synthèse de réunions historiques entre 1985 et 1987, ouvrant la voie à l'établissement du Forum des organisations bénévoles africaines de développement (FAVDO), la première coalition qui regroupe des ONG à l'échelle du continent. Bien que l'importance d'appuyer ce forum pour le renforcement de la coopération Nord-Sud ait été convenablement consignée dans des documents, les enseignements à tirer de cette expérience depuis son établissement n'ont pas été dégagés.

Il conviendrait de noter que cet ouvrage n'a pas la prétention d'être complet, étant donné que la documentation au sujet des ONG augmente sans cesse et que les moyens d'y accéder ne sont pas pleinement développés. En outre, certains documents pertinents sont arrivés à la dernière minute et n'ont pas pu être inclus que dans la bibliographie générale. On peut donc souhaiter que cette publication contribuera à une meilleure compréhension du rôle des ONG dans le développement de l'Afrique. Un thème important qui se dégage de cette étude bibliographique est que les organisations non gouvernementales ne sont pas un accessoire romantique du processus de développement[13] mais des outils légitimes et puissants qui peuvent jouer un rôle crucial dans l'avènement de changements sociaux, si on leur offre des mesures d'incitation appropriées.

...les organisations non gouvernementales ne sont pas un accessoire romantique du processus de développement mais des outils légitimes et puissants qui peuvent jouer un rôle crucial dans l'avènement de changements sociaux, si on leur offre des mesures d'incitation appropriées.

Guide de l'utilisateur

Ce document est divisé en trois parties. La première présente 150 résumés bibliographiques au sujet de toute une gamme de documents récents d'ONG (depuis 1982), classés par ordre alphabétique, chacun étant numéroté. La deuxième partie contient 135 références bibliographiques qui renforcent l'utilité de ce document mais qui ne sont pas indexées. La dernière partie est un index alphabétique des résumés qui est agencé en fonction de trois catégories: régions/pays, organisations et sujets.

Les articles comprennent les renseignements suivants: auteur(s) - personne ou organisation; année de publication; titre anglais; titre de la collection ou de la série; volume et numéro (et pages pour les articles); lieu de publication et éditeur (ou vice versa); nombre de pages; et référence standard ou numéro d'enregistrement. Les titres des articles et des communications sont entre guillemets, ceux des rapports sont en caractères gras, et ceux des livres en italiques.

NOTES

1. Pour une description des contrats passés dans le domaine de l'environnement par l'USAID avec des ONG entre 1983 et 1991, voir Michael Hickey. 1992. **[Summary report: Environmental sector activities of PVOs/NGOs].** Programme d'appui à la foresterie, Service forestier de l'USDA, Washington, D.C.

2. Michael Bratton, cité dans David Korten. 1992. "The Role of Nongovernmental Organisations in Development." In: Paul, S. et Israel, A. (dir. de pub.). *Nongovernmental Organizations and the World Bank: Cooperation for Development.* Washington, D.C.: Banque mondiale, p. 27. Voir également Michael Bratton. 1989. "The Politics of Government-N.G.O. Relations in Africa." In: *World Development*, 17(4): 569-87. Royaume-Uni: Pergamon Journals, Ltd.; Goran Hyden. 1983. *No Shortcuts to Progress: African Development Management in Perspective.* Berkeley, CA: University of California Press; et Jonathan Otto. 1991. "NGOs in the Sahel: Actors and Issues in Natural Resource Management." Amherst, Massachusetts: Centre pour l'enseignement international de l'Université du Massachusetts.

3. *Ibid.*

4. Henny Helmich. 1990. "New Partnerships in Development Co-operation: Non-Governmental Organizations in OECD Member Countries Active in Development Co-operation: Trends of the 1980s and Challenges for the 1990s." In: *Directory of Non-Governmental Organizations in OECD Member Countries.* Paris: Organisation de coopération et de développement économiques, p. 19.

5. Hendrich van der Heijden, cité dans John Clark. 1991. *Democratizing Development: The Role of Voluntary Organizations.* West Hartford, CT: Kumarian Press, p. 44.

6. Henny Helmich et Shamita Sharma, 1992. "Partnerships Towards Global Sustainable Development: Non-Governmental Organizations in OECD Member Countries Active in Development and Environment: A Review of Trends 1970-1992 and Challenges for the 1990s." In: *Directory of Non-Governmental Environment and Development Organizations in OECD Member Countries.* Paris: Organisation de coopération et de développement économiques.

7. Pour une analyse détaillée des caractéristiques des organisations de services humains, voir *The Journal of Applied Behaviorial Science.* 1985. Vol. 21(4).

8. The World Bank Operational Manual. 1989. **Operational Directive: Nongovernmental organizations in Bank-supported projects.** Banque mondiale, Washington, D.C.

9. La décision d'employer ce terme a été prise lors d'une réunion d'organisations africaines à Dakar (Sénégal), en juin 1987. Jusqu'à ce moment-là, les termes d'ONG ou d'OPB, provenant des Nations Unies et autres organismes internationaux, étaient également très employés en Afrique (Willard Johnson et Vivian Johnson. 1990. *West African Governments and Volunteer Development Organizations.* Lanham, MD: University Press of America, p. 1).

10. *Op. cit.* N° 8, p. 1.

11. "Les associations d'entraide communautaires sont des organisations communautaires dirigées par leurs membres et qui représentent des intérêts particuliers locaux comme les agriculteurs, les utilisateurs d'eau et les associations de femmes. Les coopératives sont des organisations bénévoles créées [par les pouvoirs publics ou des ONG intermédiaires] afin d'apporter des avantages économiques à leurs membres et de protéger ces avantages. Elles peuvent être considérées comme étant des ONG dans la mesure où elles ont aussi souvent des buts autres qu'économiques - tels que la justice sociale -, et où elles effectuent nombre d'activités bénévoles.

Les ONG prestataires de services/intermédiaires, qui peuvent être internationales ou autochtones, fournissent des services essentiellement aux pauvres, ou à des habitants de zones excentrées. Elles organisent souvent les bénéficiaires pour qu'ils puissent profiter pleinement de programmes de l'Etat ou soutenus par des bailleurs de fonds. En ce sens, elles servent d'intermédiaires entre les pauvres d'une part, et les pouvoirs publics et les donateurs d'autre part. Les ONG de type 'consultant' fournissent des services sous contrat, au même titre que des groupes privés. A la différence de prestataires de services, elles n'offrent normalement pas leurs services sur une base continue à un groupe clairement identifié. Elles se chargent par contre d'exécuter certaines composantes de projets, de fournir une assistance technique ou des travaux publics, tel que stipulé dans les appels d'offres. Les organisations militantes se consacrent souvent aux droits de l'homme ou à des questions environnementales" (Département de la planification stratégique et des études. 1989. **The World Bank and nongovernmental organizations (NGOs): A review of operational experience.** Banque mondiale, Washington, D.C., p. 1 et 2).

12. Pour un examen en profondeur de certains de ces aspects, se référer à **Executive Summary of the Fifth Meeting of the Advisory Committee on Voluntary Foreign Aid.** 1992. Agence des Etats-Unis pour le développement international.

13. Le processus de développement est, dans l'ensemble, le reflet de la conception moderne du développement qui met l'accent sur des variables autres qu'économiques, telles que les aspects sociaux, politiques, institutionnels et environnementaux du développement. Pour plus de détails, voir Diana Conyers et Peter Hills, N.D. "Concepts of Development." In: *An Introduction to Development Planning in the Third World*, p. 21 à 39.

Résumés de documents d'ONG

Résumés de documents d'ONG

001. Ada, N-A., et Tanjong, E. 1990. **Nongovernmental organizations in natural resources management in Cameroon.** PVO-NGO/NRMS Cameroun, Yaoundé, Cameroun, 20 p. [anglais et français].

L'annuaire s'efforce de faire le bilan de la plupart des activités de gestion des ressources naturelles mises en oeuvre par les ONG nationales et occidentales au Cameroun. Parmi les renseignements les plus utiles contenus dans cet annuaire figurent les noms et les adresses d'organisations, de responsables de projets, d'activités générales relatives aux projets, les priorités géographiques à l'intérieur du pays, les sources de financement, les priorités techniques dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et autres renseignements pertinents, soit pour un projet, soit pour une ONG.

Alebikiya, M., voir 002

002. Amanor, K., Alebikiya, M., et Wellard, K. (à paraître). "NGOs and Agricultural Technologies in Northern Ghana." Document du réseau de l'administration agricole. Londres: Institut pour le développement outremer.

Passe en revue les activités d'ONG dans le nord du Ghana en matière de développement agricole et environnemental. Les expériences de trois ONG dans l'élaboration de techniques agricoles sont examinées et des preuves sont fournies concernant l'impact de leurs travaux au niveau des paysans. Il est question en particulier de l'Association des projets d'églises pour le développement (ACDEP), un réseau d'ONG agricoles, et des services de formation technique et d'information fournis à ses membres. Le document décrit aussi la collaboration de cette ONG avec la station de recherche de l'Etat pour des essais à la ferme, et avec les services de vulgarisation pour la production de documents externes.

Ampadu-Agyei, O., voir 037, 038

003. ANEN. N.D. **African NGOs Environment Network: An institutional innovation.** Réseau des ONG environnementales africaines, Nairobi, Kenya, 16 p.

Ce rapport retrace l'origine du Réseau des ONG environnementales africaines (ANEN) dont les activités ont commencé à Nairobi au début de 1986. Il montre que l'ANEN est le résultat des efforts de l'Afrique pour sortir de la crise actuelle qui résulte de l'incapacité des institutions conventionnelles à résoudre les problèmes écologiques, économiques, sociaux et politiques. Compte tenu de l'intérêt croissant que les organisations internationales portent à des actions conjointes avec l'ANEN pour ralentir le taux de dégradation de l'environnement, l'ANEN présente une structure institutionnelle souple, bien adaptée à la recherche actuelle de solutions aux problèmes de l'Afrique.

004. Appleby, G., et Johnson, D. 1992. **Mid-term evaluation of the World Wildlife Fund matching grant.** Automation Research Systems, Limited, Alexandria, Virginie, 82 p. + annexes.

Le don de contrepartie du programme Terres vierges et besoins humains (WHN) administré par le Fonds mondial pour la nature (WWF) est une initiative importante qui a introduit une composante de développement économique local ou communautaire dans les projets de conservation. L'hypothèse de base est qu'en encourageant le développement économique local, on atténuera les facteurs qui poussent les gens à abuser des ressources naturelles - telles que les réserves naturelles - et à les détruire. Cette approche serait donc susceptible d'être appliquée à plus grande échelle par la communauté des ONG environnementales dans son ensemble.

Bien que le processus de sauvergarde d'une zone naturelle commence par la préservation, il implique inexorablement l'organisation des communautés et la gestion des ressources naturelles, le développement agricole, le renforcement des ONG, les questions de politique nationale, notamment dans le domaine foncier. Il en ressort que le programme WHN peut contribuer largement à fournir aux ONG des renseignements, une assistance technique et un soutien pour le travail en réseau, mais ce résultat n'est possible que si le WWF apporte son concours au WHN, au plan tant interne qu'externe. Selon le rapport, la restructuration de la gestion au sein du WWF ne prévoit pas de rôle opérationnel bien défini, ni de place précise dans l'organigramme pour le WHN, et la gestion médiocre des crédits du fonds de contrepartie n'a guère permis l'obtention de bons résultats jusqu'à présent. En conséquence, l'évaluation recommande de mettre en place une équipe du WHN qui ait des attributions et une situation bien définies, de sorte que les buts du WHN puissent être atteints avant la fin de la période de la dotation, et qu'ils contribuent davantage à l'adoption et à la mise en oeuvre d'une approche de développement basée sur les sciences sociales au sein du mouvement en faveur de la conservation.

Banque mondiale, voir World Bank

005. Bebbington, A., et Farrington, J. 1992. "Private Voluntary Initiatives: Enhancing the Public Sector's Capacity to Respond to NGO Needs." Communication présentée au Symposium de la Banque mondiale sur l'agriculture, Washington, D.C., 8-10 janvier 1992. Royaume-Uni: Université de Cambridge et Institut pour le développement outremer, 26 p.

Ces dernières années, un certain nombre d'experts ont affirmé que les stratégies de développement agricole et rural auraient tout à gagner d'une collaboration plus étroite entre l'Etat et les organisations de développement non gouvernementales. Parallèlement à cela, les agences multilatérales d'assistance ont commencé à lancer un appel pour une plus grande participation des ONG aux programmes qui étaient traditionnellement la chasse gardée du secteur public, ou qui étaient toujours mis en oeuvre par celui-ci.

Les auteurs examinent d'un oeil critique ces affirmations, faisant ressortir les divergences d'opinion qui semblent se cacher derrière l'utilisation par différents experts de terminologies similaires. Ils tentent de voir ensuite comment une telle collaboration

pourrait pallier certains obstacles à la contribution des ONG au développement du secteur rural et à la démocratisation. Le livre examine les réalisations des ONG dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, et la manière dont elles peuvent être mises à profit dans les programmes publics par le biais de contacts institutionnels. En conclusion, les auteurs passent en revue les implications pour l'organisation institutionnelle du développement agricole dans les années 1990.

Berg, R.J. voir 102

006. Biddle, Stark. 1986. **Resources for development: Barriers to increased private sector support for private voluntary organizations.** Conseil américain pour une action bénévole internationale, Washington, D.C., 28 p. + annexes.

Selon certaines indications, les OPB susceptibles de concevoir un plan stratégique à long terme pour la croissance et de mettre en oeuvre des pratiques saines de commercialisation et de collecte de fonds ont de meilleures chances d'obtenir des taux de croissance plus élevés que d'autres organisations. Cette étude a pour but de donner une meilleure idée des difficultés, des défis et des succès qui sont le lot de certaines OPB américaines dans leurs efforts pour accroître le soutien du secteur privé.

007. Biddle, Stark. 1984. **The management needs of private voluntary organizations.** Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 63 p.

L'objectif de cette étude était d'identifier, d'analyser et de classer par catégories les principaux problèmes de gestion en rapport avec les OPB, et de fournir un point de départ pour un examen des programmes financés par l'USAID qui apportent un soutien de gestion aux OPB. L'auteur décrit quatre facteurs contextuels qui tendent à déterminer le genre de problèmes de gestion auxquels les OPB se trouvent confrontées, à dicter la nature de la réponse et à influer sur l'efficacité des services de consultants. Ces facteurs sont les suivants: le peu d'intérêt que porte le public américain aux pays moins avancés (PMA) et la compréhension et l'appréciation médiocres des programmes des OPB, la pesanteur relative des actions et des politiques environnementales en ce qui concerne la gestion des OPB, la nature particulière de leadership des OPB et l'éloignement géographique entre le siège des OPB et leurs activités de terrain.

La planification institutionnelle, la gestion des activités de collecte de fonds, la planification financière, la gestion des ressources humaines et la gestion des rapports avec leur conseil d'administration des OPB sont cinq aspects critiques qui sont examinés. L'ouvrage fait certaines observations au sujet de l'utilisation de services de consultants. Il énonce également les implications afférentes à la conception ou à la refonte de programmes de gestion.

008. Booth, William. 1992. **Partnership Initiatives Fund (PIF) impact study.** *The Impact Reports of the PVO/NGO Initiatives Project.* DATEX, Inc., Washington, D.C., 56 p.

L'USAID a fourni environ 300.000 dollars sous forme de petits crédits par le biais du Fonds des Initiatives de partenariat (PIF) à des projets de partenariat entre des OPB américaines et des ONG africaines, en

particulier pour encourager un partenariat efficace entre ces deux groupes en s'associant à des activités à court terme en Afrique. L'initiative a pour but de voir comment les petits dons pourraient mieux contribuer au processus de développement en général, et au développement durable en particulier, en étoffant les capacités des institutions locales par des partenariats avec les Etats-Unis. L'auteur estime que les dons dans le cadre du PIF ont été un franc succès.

L'étude débute par un résumé des principales recommandations, elle passe ensuite en revue brièvement les dons du PIF, puis elle présente ses objectifs et ses principales conclusions. La partie suivante comprend quatre études de cas de différents types de partenariats et de projets au Ghana et au Sénégal qui ont obtenu des financements dans le cadre du PIF. Une analyse statistique figure à la fin du document. En général, l'importance de petits financements est renforcée. Le rapport confirme que tous les participants impliqués dans l'initiative ont tiré de précieux enseignements des problèmes rencontrés et des résultats de ce projet ainsi que d'autres visant à appuyer les ONG.

009. Booth, William. 1990. **Madagascar NGOs and natural resources management: An overview.** Private Agencies Collaborating Together, Inc., New York, 8 p.

Madagascar, du fait de sa diversité biologique unique ainsi que de sa faune et de sa flore endémiques, risque de se heurter à des difficultés dans son développement, à moins que le pays ne parvienne à freiner le rythme actuel de la dégradation. Les problèmes économiques pressants de Madagascar sont au nombre des causes de cette situation. Pour tenter d'y remédier, le gouvernement malgache a adopté une stratégie nationale de conservation et de développement en 1984. Un Plan national d'action environnemental (PNAE) a donc été lancé par l'Etat avec le soutien des bailleurs de fonds, tels que la Banque mondiale, l'USAID et la Coopération suisse.

Ce plan avait pour but de ralentir la spirale de la dégradation et de réconcilier la population avec l'environnement. L'un des cinq programmes prioritaires dans le cadre du PNAE, Amélioration environnementale des communautés rurales et urbaines, identifie les ONG comme étant les principaux agents de mise en oeuvre et fournit des financements par le truchement du Fonds national pour l'environnement. Alors que les ONG locales sont, pour la plupart, des organisations qui dépendent d'églises et peuvent organiser des programmes en fonction des besoins locaux, la communauté des ONG internationales appuie des projets et des institutions et crée des organisations nationales. La communauté des ONG a besoin d'un soutien institutionnel pour pouvoir jouer un rôle actif dans la régénération environnementale et le développement. Toutefois, ses forces viennent de ses contacts et de ses relations avec les communautés locales.

010. Borton, Nan. 1989. **Strategies for sustainable development: Essential elements in planning and implementation for benefit continuation.** Document conceptuel, PVO Institutional Development Series. International Science and Technology Institute, Inc., Arlington, Virginie, 17 p.

La question de la pérennisation des avantages découlant d'activités de

développement, une fois que les concours externes ont pris fin, fait l'objet de nombreuses études et suscite pas mal d'intérêt depuis de nombreuses années. Ce travail de recherche se base sur des études antérieures de cette série (PVO Institutional Development Series) et examine à la fois les activités de planification et de mise en oeuvre d'OPB américaines, ainsi que les rôles d'institutions et d'organisations, de systèmes et/ou de groupes de bénéficiaires avec lesquels les OPB américaines travaillent pour obtenir et maintenir ces avantages. Le but est de déterminer les conditions institutionnelles, financières et humaines qui renforcent la durabilité des avantages, et de mettre en évidence des stratégies efficaces pour créer ces conditions.

011. Boynes, Wynta. *et al.* dir. de pub. 1983. *U.S. Nonprofit Organizations in Development Assistance Abroad: TAICH Directory 1983.* Huitième édition. New York: Centre d'information de l'assistance technique du Conseil américain des organismes bénévoles d'aide à l'étranger, 584 p. ISBN 0-932140-02-5.

Cet annuaire couvre un large éventail d'organisations plus ou moins grandes dont les programmes comportent des volets différents. C'est une récapitulation utile de données fondamentales relatives à des organisations et à des programmes outremer. Elle sert également d'indicateur de la vitalité et de la sensibilité du secteur bénévole face aux besoins de développement du Tiers-monde.

Un total de 497 organisations sont répertoriées: des fondations, des organisations religieuses et autres groupes à but non lucratif, comme des associations professionnelles, des organisations par adhésion, des institutions affiliées et des branches des secteurs commerciaux, syndicaux et coopératifs, ainsi que des organisations appuyées par des dotations, de grandes fondations ou des organismes d'Etat.

012. Brandsetter, R., et Karch, E. 1992. **PVO-NGO/NRMS Project: Midterm evaluation.** Chemonics International, Division conseils, Washington, D.C., 54 p. + annexes.

Le Projet d'appui OPB-ONG/gestion des ressources naturelles (PVO-NGO NRMS) a pour mission d'appuyer des OPB et des ONG qui interviennent dans la gestion des ressources naturelles en Afrique subsaharienne. L'évaluation note que le projet réalise ses objectifs déclarés. Ce projet est une initiative pilote originale qui renforce les services de soutien à l'information, les capacités institutionnelles et les capacités techniques des communautés des OPB et des ONG qui travaillent au Mali, à Madagascar, en Ouganda et au Cameroun.

L'efficacité du projet est illustrée par le fonctionnement hautement participatif des groupes de travail du pays, ce qui met en évidence d'importantes différences régionales à l'intérieur d'un même pays et encourage les concepts de bonne gestion des affaires publiques et de participation populaire. Dans les domaines de la gestion, les cadres institutionnels, techniques et administratifs des groupes de travail des pays ont bien répondu à la demande et ont contribué énergiquement à des processus ouverts et démocratiques. Qui plus est, des technologies novatrices ont été essayées et encouragées - des innovations qui constituent

un moyen important d'essayer de nouvelles idées sur le terrain. Enfin, il est recommandé que des jalons soient posés pour que cet effort soit étendu à de nouveaux pays.

013. Bratton, Michael. 1990. "Non-Governmental Organizations in Africa: Can They Influence Public Policy?" In: *Development and Change*, 21: 87-118. Londres: Sage Publications.

Au fur et à mesure que les ONG acquièrent de l'expérience dans la mise en oeuvre de projets de développement, elles s'efforcent parfois d'accroître leur influence en s'engageant dans la défense de certaines politiques. Cet article analyse les conditions organisationnelles dans lesquelles les ONG nationales africaines ont pu influer sur la formulation de politiques de développement agricole et rural. Des études de cas sont présentées à propos de trois ONG africaines qui ont essayé, avec plus ou moins de succès, de se faire la 'voix' des pauvres ruraux auprès des décideurs. Une analyse comparative de ces études de cas conclut que le militantisme aura de meilleures chances de réussir lorsqu'il s'agit d'organisations ayant certaines caractéristiques majeures: des membres homogènes, une structure fédérée, un programme ciblé, des liens informels avec des personnalités politiques et une base de financement intérieure.

014. Brinkerhoff, D.W., Gage, J.D., et Yeager, J.A. 1992. **Implementing natural resources management policy in Africa: A document and literature review.** Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 74 p.

Les questions d'organisation et de gestion, et les tâches entrant dans la mise en oeuvre des politiques de gestion des ressources naturelles en Afrique, sont identifiées et analysées. La première partie constitue une introduction et définit les politiques et l'exécution de celles-ci. La deuxième partie présente les résultats d'une analyse de l'actuel portefeuille des activités de l'USAID dans le secteur de la gestion des ressources naturelles. La troisième partie résume ce qui est dit dans la documentation existante au sujet de la mise en oeuvre des politiques de gestion des ressources naturelles et elle fait ressortir les conditions essentielles pour une exécution réussie. La dernière partie résume brièvement la nature des politiques des ressources naturelles et leurs implications au plan de la mise en oeuvre. Elle définit également un ensemble de questions stratégiques pour l'exécution de politiques de gestion des ressources naturelles.

015. Brown, David. 1988. "Organizational Barriers to NGO Strategic Action." Institut de recherche sur le développement, Boston, 10 p.

Les organisations non gouvernementales de développement pourraient être des agents de catalyse déterminants pour libérer les énergies et les ressources des pauvres et de ceux qui ne peuvent se faire entendre, et pour bâtir des sociétés pluralistes et démocratiques. Pour y parvenir, elles doivent formuler et mettre en oeuvre des programmes qui encouragent et soutiennent stratégiquement des changements à long terme ayant un effet multiplicateur à grande échelle sur le développement. Trop souvent, les premiers succès des ONG sont éphémères et plus difficile encore à

reproduire à grande échelle, en raison de problèmes d'organisation et de gestion.

L'auteur décrit certaines des caractéristiques particulières des ONG de développement, il examine les défis particuliers d'organisation et de leadership afférents à ces caractéristiques et il suggère certaines idées pour accroître les capacités d'action stratégique des ONG. Ces observations se fondent sur une série de recherches opérationnelles et de projets de consultants avec des ONG de développement dans des pays du Nord et du Sud.

016. Brown, D., et Korten, D. 1989. "Understanding Voluntary Organizations: Guidelines for Donors." Document de politique générale, de planification et de recherche de la Banque mondiale. Département économique pays, Banque mondiale, Washington, D.C., 40 p.

Les capacités des organisations bénévoles de développement (OBD) sont déterminées par leurs principes, leurs compétentes particulières, leur petite taille, leurs ressources limitées, leur souplesse et leur absence de contraintes politiques. Leurs faiblesses résultent de plusieurs de ces mêmes caractéristiques - en particulier, leur attachement à des principes, leur petite taille, leur indépendance et leur absence de rigidité administrative. Les auteurs suggèrent qu'il est tout aussi déplacé de critiquer: les ONG pour leur aptitude limitée à fournir des services de routine à de vastes populations, de manière durable et financièrement autonome; les organisations gouvernementales pour leur capacité limitée à innover et à s'adapter aux besoins de nombreux groupes différents; et les organisations commerciales pour leur capacité limitée à fournir des services en dessous du prix coûtant aux personnes qui ne sont pas en mesure de payer.

Bien que la plupart des ONG soient de petite taille par rapport aux normes des bailleurs de fonds, elles ne sont simples, ni par leur structure organisationnelle, ni par leurs rôles dans le développement. Elles sont très complexes dans l'ensemble. Leur seul point commun est de ne pas être tributaires de l'Etat et d'avoir statut d'organisation sans but lucratif. Elles comprennent des prestataires commerciaux de services publics, des organisations bénévoles militantes et des organisations populaires qui ont à rendre des comptes à leurs membres. Alors que certaines organisations militantes sont strictement bénévoles et travaillent sans budget, les autres ont du personnel professionnel, à plein temps, bien payé. Leurs engagements et leurs participants peuvent être très différents. Les organisations militantes et les organisations populaires les plus solides sont réceptives à beaucoup plus qu'à des incitations financières. Dans le même temps, elles ne sont pas insensibles aux incitations financières qui, si elles sont appliquées à mauvais escient, peuvent détruire tout esprit de bénévolat, en particulier dans le cas d'organisations bénévoles et d'organisations populaires. Les questions sont complexes, les données nécessaires sont difficiles à cerner (un programme de recherche est proposé) et les dégâts peuvent être considérables. Les donateurs ne doivent pas supposer que le personnel, de par son expérience et sa formation, est prêt à jouer un rôle constructif en aidant les ONG à devenir plus efficaces dans leur mission cruciale de développement, au plan national et mondial.

017. Brown, D., et Korten, D. 1989. "Voluntary Development Organizations: Expanding Their Development Role." Institut de recherche sur le développement, Boston, 3 p.

Jusqu'à ces derniers temps, on pensait généralement que seules les grandes organisations dotées de ressources financières considérables pouvaient montrer la voie en matière de développement. Pour cette raison, les organisations bénévoles de développement n'avaient qu'un rôle limité. Aujourd'hui, alors que ces organisations bénévoles réexaminent leur mission, nombre d'entre elles commencent à penser au-delà de l'action caritative au sein de quelques communautés, et elles s'intéressent de plus en plus aux causes sous-jacentes de la pauvreté, de l'injustice et de la destruction de l'environnement.

Cet article étudie les possibilités d'élargir les rôles des OBD, de les rendre plus performantes et d'établir des alliances entre les secteurs public, commercial et bénévole.

018. Brown, M., Buckley, R., Singer, A., et Dawson, L. 1990. **Buffer zone management in Africa: Searching for innovative ways to satisfy human needs and conservation objectives.** Projet PVO-NGO/NRMS, Washington, D.C.

Résumé des résultats d'un atelier sur la gestion des zones tampons en Afrique. Une gestion réussie de telles zones est considérée comme étant une stratégie prometteuse, mais non sans difficultés, pour la préservation de la diversité biologique. Les zones servent d''amortisseur' entre les activités de l'homme et les ressources naturelles - tant la faune que la flore - qui se trouvent à l'intérieur ou à proximité de la partie centrale des aires protégées.

Les principales questions et défis examinés sont: l'absence de consensus pour ce qui est de savoir si les zones tampons devraient se trouver à l'intérieur ou à l'extérieur des parcs, quelles devraient être leurs fonctions et quels critères devraient déterminer leur superficie, leur configuration et les usages autorisés; le processus de planification et de gestion des aires protégées en Afrique n'a pas compris de sérieuses négociations entre toutes les parties concernées car les planificateurs nationaux et les ONG du domaine de la conservation estiment qu'il est de leur devoir de faire passer les priorités de conservation avant les besoins des utilisateurs des ressources de l'endroit, qu'ils contrôlent le pouvoir politique et les ressources et qu'ils peuvent influer sur la mise en oeuvre de leur programme d'action; les zones tampons, du fait de la diversité d'enjeux en présence, deviennent des 'zones de marchandage' - parmi les acteurs figurent les résidents de la région qui expriment leurs besoins fondamentaux, les gestionnaires des parcs et du gibier qui décrivent les ressources qu'ils ont pour mission de protéger, les organismes des donateurs qui ébauchent des stratégies pour améliorer la qualité de la vie, les chercheurs qui expliquent les critères indispensables pour préserver l'état de l'environnement, et les ONG spécialisées dans la conservation qui veulent des compromis entre la conservation biologique et les besoins de l'homme; et l'élaboration d'un langage commun neutre pourrait renforcer le processus de négociation - par exemple, le terme de colon par opposition à celui de squatter, chasseur par opposition à braconnier, et Occident par opposition à progrès. Le rapport contient des enseignements pour d'autres groupes

pour la préparation et l'exécution d'autres ateliers.

019. Buck, L. "NGOs, Government and Agroforestry Research Methodology in Kenya." (A paraître). Londres: Institut pour le développement outremer.

Cette étude de cas examine le rôle des ONG, des organisations de recherche gouvernementales et internationales dans l'évolution des méthodologies de recherche agroforestière qui non seulement ont été adoptées au Kenya mais qui ont également une incidence sur des approches de recherche d'autres pays moins avancés (PMA). La prise de conscience du manque de paquets technologiques ayant fait scientifiquement leurs preuves et la disponibilité limitée de sources extérieures d'approvisionnement en semences agroforestières, à des étapes cruciales de la conception et de l'application de technologies, a débouché sur des approches de collaboration et de participation pour faire face à ces besoins.

Buckley, R., voir 018

020. Burbach, C., et Oleson, J. 1987. **A study of A.I.D./PVO collaboration**. Projet de rapport. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 82 p.

Cette étude résume les mesures prises par les Missions de l'USAID et par les OPB pour tenter d'identifier les lacunes et les faiblesses des rapports entre l'USAID et les OPB. Alors que certaines améliorations sont indispensables pour consolider la collaboration USAID/OPB, d'importants progrès ont été accomplis pour jeter les bases d'un partenariat continu et élargi. Par exemple, il existe un niveau élevé de respect mutuel entre les Missions de l'USAID et les OPB. La collaboration au fil des années a donné, tant aux Missions de l'USAID qu'aux OPB, une compréhension et une appréciation meilleures de leurs forces et de leurs faiblesses respectives.

Dans cette étude, les deux parties ont estimé que le point fort des Missions était leur connaissance des priorités des pays hôtes, et que l'aptitude à travailler avec les homologues nationaux était leur point faible. Le point fort des OPB serait les interventions au niveau communautaire et leur connaissance des exigences culturelles des pays hôtes, tandis que leur connaissance des priorités de développement des pays hôtes et leur capacité à effectuer des analyses politiques, sectorielles et stratégiques laisseraient à désirer. Bien que l'idée d'un partenariat ait été favorablement accueillie par les OPB, celles-ci estimaient que ce partenariat ne devait pas leur être imposé et que leur indépendance devait être reconnue et respectée. Alors que les OPB et l'USAID ne s'attendent pas à des changements drastiques de programmation à brève échéance, des progrès doivent être faits dans des domaines particuliers, tels que: la communication, la simplification et l'accélération des procédures de passation de marchés, les formalités administratives et l'établissement de comptes rendus, et l'apport aux OPB, par l'USAID, d'une assistance pertinente, notamment technique. Ces défis doivent être abordés par les deux groupes avec des méthodes nouvelles et originales. Les recommandations présentées dans ce rapport pourraient servir de point de départ pour un bon développement de la relation USAID/OPB.

021. Buzzard, S., et Zarafonetis, J. 1992. **Final evaluation of the Private Voluntary Organization Initiatives Project.** TvT Associates, Washington, D.C., 29 p. + appendices.

Le Projet des initiatives des organisations privées bénévoles (PIP), appuyé par l'USAID, vise à mobiliser les ressources financières et humaines des ONG et des OPB pour améliorer le bien-être économique des populations africaines. Il a été élaboré en réponse au besoin d'une communication et d'un dialogue plus satisfaisants entre l'USAID, les OPB et les ONG pour qu'on puisse mieux saisir les contraintes et les pressions organisationnelles auxquelles chaque organisation se trouve confrontée dans son travail. Un certain nombre d'observations importantes ont été faites lors de l'évaluation: les activités du PIP avaient souvent tendance à être ponctuelles, sans suivi, sans progression, sans thème solide, et elles n'ont nécessairement pas contribué aux objectifs du projet; celui-ci ne comportait pas de système formel de surveillance et d'évaluation; et la conception du PIP n'a pas débouché sur l'institutionnalisation ou la pérennisation des composantes du projet.

En outre, les auteurs ont noté que l'insuffisance des connaissances au sujet du projet attestait d'un manque de participation de la communauté des OPB et des ONG, et ils affirment que le PIP est un ensemble lâche d'activités plutôt qu'une stratégie cohérente de développement institutionnel. Au lieu de promouvoir un développement institutionnel en associant des composantes du projet, le maître d'oeuvre a préféré mettre l'accent sur ses points forts particuliers, notamment l'élaboration de bases de données. Des questions importantes pour la refonte du projet sont discutées, et les évaluateurs ajoutent que le mécanisme de passation de contrats est un facteur de succès dans ce type de projet-parapluie.

022. CARE. 1989. **Anjouan Sustainable Agriculture Project.** Soumission. Cooperative for American Relief Everywhere, Inc., New York, 52 p.

CARE travaille dans l'archipel de Comores depuis 1984, l'année du démarrage de la première phase du Projet d'agriculture durable d'Anjouan (ASAP) et de l'Atelier pour la formation d'apprentis mécaniciens - tous deux financés par l'USAID. La présence de CARE est particulièrement importante étant donné que, sur place, il y a très peu d'ONG susceptibles de fournir l'assistance technique et les rapports avec les bailleurs de fonds qu'apporte CARE. Cette soumission pour la deuxième phase de l'ASAP vise à améliorer la productivité de 1.000 hectares de terres agricoles des paysans de la zone ciblée, et à faire accepter et utiliser un large éventail d'options de gestion sur le terrain pour permettre à 4.275 paysans de faire varier leur production en fonction des conditions du marché et des besoins vivriers. CARE pense qu'à la fin de la deuxième phase de l'ASAP le revenu des agriculteurs aura augmenté d'environ trente pour cent, ce qui leur permettrait de s'investir - ainsi que leurs familles - dans le progrès social.

023. CARE. 1989. **CARE agriculture and natural resources strategy**. Document de stratégie. Cooperative for American Relief Everywhere, Inc., New York.

La stratégie de CARE en matière d'agriculture et de ressources naturelles (ANR) découle de l'expérience acquise et des enseignements tirés depuis la mise en oeuvre en 1974 des premiers projets agroforestiers. Le programme dans le domaine de l'agriculture et des ressources naturelles se fonde sur la conviction de CARE que la durabilité environnementale et le développement humain sont indissociables. CARE part du principe que la dégradation de l'environnement est une cause majeure de désastre naturel et de sous-développement, et elle répond à la menace que pose cette dégradation avec une aide d'urgence et des programmes de développement.

En 1985, le secteur Ressources naturelles renouvelables de CARE a changé de nom pour devenir l'ANR afin d'intégrer les préoccupations agricoles aux initiatives agroforestières. Ainsi, la gamme des activités a été étendue pour inclure des interventions telles que l'irrigation, la diversification des cultures, le stockage, le crédit et l'assistance à la commercialisation. CARE a également commencé à promouvoir un type novateur d'agriculture appelé agriculture régénératrice. Avec un faible niveau d'intrants, une stratégie axée sur le petit exploitant, cette méthode promet de résoudre le dilemme des agriculteurs des pays en développement qui dépensent davantage en intrants commerciaux, pour encaisser ensuite des recettes moindres. Cette stratégie aide les agriculteurs à maintenir et à améliorer les rendements de leurs cultures en exploitant les rapports biologiques endogènes des systèmes agraires et en dépassant la notion étroite de culture particulière pour s'intéresser à la gestion de systèmes agricole intégrés.

024. Carr-Harris, Jill. 1985. "Non-Governmental Organizations: Increasing NGO Involvement in Forestry." In: *Unasylva*, 37(149): 26-32. Rome, Italie: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

En 1985, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a fait un effort pour faire participer les ONG au niveau international, régional et national. Les ONG peuvent servir de liaison entre les services forestiers et les populations locales. Pour estimer les potentialités d'une participation des ONG, un programme pilote a été élaboré au Sénégal. Trente-huit représentants d'ONG du Sénégal, du Kenya et de pays sahéliens ont eu une semaine de réunions qui ont porté sur les activités de reforestation - le programme a compris des ateliers et des visites de terrain.

Au nombre des questions techniques discutées lors du séminaire ont figuré: les avantages de l'eucalyptus par rapport aux espèces locales, les problèmes de disponibilité de semences et de l'eau, l'amélioration des techniques agroforestières, l'analphabétisme dans les zones où la formation était offerte, l'absence de cours en langues locales et l'insensibilité des projets forestiers aux besoins des systèmes agroforestiers traditionnels des pasteurs.

025. Carrol, Thomas. 1992. *Intermediary NGOs: The Supporting Link in Grassroots Development.* West Hartford, Connecticut: Kumarian Press, 274 p. ISBN 1-56549-009-6.

Bien que les ONG suscitent un vif intérêt ces derniers temps, on ne sait que peu de choses au sujet de ce groupe d'organisations très différentes, notamment: qui sont elles?; comment fonctionnent-elles?; et comment tirer profit de leurs forces? Cette remarque est particulièrement appropriée dans le cas des ONG de développement national (intermédiaires) qui travaillent directement avec les groupes communautaires. Pour combler cette lacune, cette analyse de terrain exhaustive propose une typologie de l'univers du sous-ensemble des ONG à partir d'exemples empruntés à l'Amérique latine et aux Caraïbes (l'analyse semble être pertinente pour les besoins de l'Afrique en matière de politique générale), énonce une série de critères pour évaluer la performance des ONG et applique ces critères à trente organisations très respectées. Il existe des différences importantes entre les ONG qui se spécialisent dans la prestation de services et celles qui veulent aider les populations locales à se mobiliser. Deux types principaux d'ONG intermédiaires sont identifiés, comparés, puis corrélés: les organisations de soutien au niveau communautaire et celles qui apportent un soutien à leurs adhérents.

La première partie de l'ouvrage présente une analyse de la performance d'ONG intermédiaires, alors que la deuxième offre des versions condensées des études de cas des organisations qui ont servi de base empirique à la recherche, avec un aperçu du contexte de chaque pays. Une bibliographie exhaustive se trouve à la fin du livre.

Catterson, T., voir 097
Centre pour le développement international et l'environnement, Institut pour les ressources mondiales (WRI), voir 078

026. Cernea, Michael. 1988. *Nongovernmental Organizations and Local Development.* World Bank Discussion paper 40. Washington, D.C.: Banque mondiale, 63 p. ISBN 0-8213-1148-4.

Cette étude examine cinq catégories de questions pertinentes pour la contribution des ONG au développement social et des questions stratégiques afférentes à leur développement futur. Trois caractéristiques sont identifiées: leur nombre et leur audience augmentent, leurs fonctions s'étoffent et leurs structures institutionnelles internes deviennent plus complexes. Bien que des flux accrus de ressources financières en faveur du développement soient acheminés par des ONG, cette aide, pour l'essentiel, n'est pas financière mais elle est d'ordre organisationnel. L'approche des ONG ne consiste pas à promouvoir le développement avec des crédits mais à organiser les gens selon des structures pour des actions en groupe. La nature, les fonctions et les types d'ONG, par rapport aux collectivités locales et à l'Etat, sont débattus. Une catégorie d''ONG économiques' est identifiée dans la catégorie des organisations communautaires comme étant particulièrement impliquée dans les activités économiques/productives de ses membres et sensible aux besoins de ceux-ci pour diverses sortes de services.

Les auteurs soulignent que les ONG sont à même d'atteindre les pauvres et ils passent en revue leurs difficultés - par exemple, des moyens d'autofinancement limités, des capacités restreintes d'assistance technique et

l'absence de stratégie globale de programmation. Plusieurs domaines importants d'activités des ONG au niveau local sont mis en évidence, ainsi que le rôle qu'elles pourraient jouer dans la gestion des ressources naturelles. Le dilemme entre l'échelle réduite des activités des ONG et la nécessité d'un impact d'envergure est examiné. Les auteurs examinent aussi les stratégies qui permettraient aux organismes internationaux et bilatéraux de développement de travailler avec les ONG et de renforcer leur rôle dans la perspective des expériences de coopération de la Banque mondiale avec elles. Enfin, deux questions stratégiques sont abordées: le renforcement des organisations et la nécessité d'avoir un environnement favorable du point de vue des politiques et de l'administration.

Chaguma, A., voir 79
Charles, R.A., voir 077

027. Clark, John. 1991. *Democratizing Development: The Role of Voluntary Organizations*. West Hartford, Connecticut: Kumarian Press, 226 p. ISBN 0-931816-91-2.

Le livre a pour thème central le fait que les organisations bénévoles ne parviendront à réaliser leurs potentialités que si elles mettent au point des méthodes de travail plus stratégiques et mieux coordonnées. Leurs projets ne sont pas considérés comme une fin en soi mais comme des points de départ pour essayer d'amener les gouvernements, les organismes officiels d'assistance, les compagnies internationales et autres à changer de tactique. Ils devraient redoubler d'efforts pour obtenir des changements dans les politiques et les pratiques des collectivités locales. Ils devraient promouvoir une évolution des associations populaires et la démocratie, et exercer des pressions sur les gouvernements occidentaux pour qu'ils opèrent des changements essentiels au nom de la justice internationale.

Non seulement l'aide officielle renforce souvent des politiques et des pratiques qui oppriment les pauvres, mais elle soutient des projets peu judicieux qui risquent de renforcer un modèle de développement contraire à l'équité et à la justice sociale. Un certain nombre d'organisations bénévoles sont en train d'évoluer en ce sens, ou bien elles ont été établies spécifiquement pour accomplir des tâches cruciales: elles doivent définir de nouvelles méthodes de travail, adopter une nouvelle démarche analytique et avoir davantage confiance en elles-mêmes pour accéder à une place de premier plan dans le débat international. Le défi qu'elles ont à relever consiste à reformuler les principes du développement, de la démocratie et de la souveraineté dans le contexte de la pauvreté, des inégalités et de menaces environnementales croissantes, et de l'interdépendance entre nations. Bien que les organisations bénévoles soient bien placées pour remettre en cause les théories officielles du développement, et pour promouvoir un nouvel ordre, elles feront peu de progrès si leurs idées ne sont pas ancrées dans la réalité économique et si elles ne cherchent à tirer des enseignements positifs et négatifs des programmes de développement de type conventionnel.

Clark University, voir 078

028. Conroy, C., et Litvinoff, M. dir. de pub. 1988. *The Greening of Aid: Sustainable Livelihoods in Practice.* Londres: Earthscan Publications Limited, 302 p. ISBN 1-85383-016-X.

Ce livre est un recueil de communications présentées à la conférence 'Une seule planète pour un développement durable', qui s'est tenue à Londres du 28 au 30 avril 1987. Il regroupe trente-quatre études de cas de projets et programmes d'assistance (mis en oeuvre, soit par les pouvoirs publics, soit par des ONG) en Asie, en Afrique et en Amérique latine, qui décrivent des méthodes de développement permettant aux gens de contrôler leurs propres ressources, tout en améliorant leurs conditions de vie ainsi que l'environnement. Les études de cas couvrent une gamme étendue de domaines et elles sont regroupées en six parties. La question cruciale examinée dans le livre est que le développement durable a des dimensions économiques, sociales et biophysiques/techniques, et qu'il exige la participation des populations locales dans la prise de décision et leur mise en oeuvre.

Alors que certains projets qui ont réussi en un certain endroit ne conviennent peut-être pas à d'autres contextes, les bailleurs de fonds devraient chercher à reproduire ailleurs ces principes essentiels au succès d'un projet, plutôt que vouloir reproduire les activités elles-mêmes. Il est impératif de changer les méthodes d'évaluation des projets pour tenir compte du développement institutionnel, de la durabilité et de l'impact environnemental. Les avantages environnementaux et institutionnels peuvent être importants mais ils sont difficiles à quantifier. Un certain nombre d'organismes des donateurs ont entrepris de rechercher des moyens d'éviter cet écueil. Des problèmes relatifs à la durabilité peuvent être liés à la manière dont les fonds sont répartis: des volumes importants de fonds peuvent encourager une expansion rapide de projets, sans qu'on se préoccupe suffisamment de leurs capacités institutionnelles, ou les projets peuvent être grevés par des charges récurrentes qui ne pourront être couvertes lorsque les financements des donateurs auront pris fin. Il est suggéré que des systèmes de comptabilité séparés soient mis en place pour les grands et les petits projets pour permettre à ces derniers d'être plus créatifs et plus souples.

029. Cooperative d'animation et de consultation. 1987. **Evaluation of the International Tree Project Clearinghouse.** Coopérative d'animation et de consultation. Montréal, Canada, 59 p. + appendices.

Cette évaluation avait pour but d'aider le Centre international d'échange d'informations sur les projets forestiers (CIEPF) dans ses efforts pour évaluer ses accomplissements en tant que groupe international de soutien et de service pour les ONG qui participent à des activités en rapport avec la foresterie. Plus particulièrement, l'évaluation recherchait à évaluer l'utilisation des fonds alloués par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour des activités précises du CIEPF, comme l'identification des ONG au Sahel et en Afrique australe, la consultation régionale au sujet du Sahel occidental, l'étude de faisabilité pour établir des centres régionaux de ressources, des ateliers de formation pour encourager des échanges Sud-Sud et pour former des agents de vulgarisation, et l'établissement d'un annuaire de la foresterie africaine et d'un

guide des ressources disponibles pour les ONG.

L'évaluation révèle que le CIEPF a mené à bien la plupart des tâches conformément à son mandat mais, dans certains cas, des écarts importants ont été observés entre les objectifs fixés et les résultats obtenus. Toutefois, l'incapacité à fixer des objectifs ciblés et les lacunes dans l'établissement d'une hiérarchie pour les activités des sous-unités, posent un risque d'éparpillement. Les problèmes de communication, la bureaucratie, l'inadéquation du personnel et des politiques de recrutement, le manque d'activités de suivi et l'ambiguïté concernant la gestion par le Comité directeur sont d'autres faiblesses citées dans le document. Plusieurs recommandations sont faites pour y remédier.

030. Copestake, James. 1990. "The Scope for Collaboration Between Government and Private Voluntary Organizations in Agricultural Technology Development: The Case of Zambia." Agricultural Administration Network Paper 20. Londres: Institut pour le développement outremer, 41 p.

Cette étude se penche sur l'expérience acquise en matière de techniques agricoles par un large éventail d'OPB en Zambie. Elle accorde une importance particulière aux activités de l'une des ces organisations - la Gwembe Valley Agriculture Mission. Le nombre restreint et la petite taille des OPB qui interviennent dans les régions rurales de Zambie traduisent la notion historique (mais peu réaliste aujourd'hui) que la Zambie, en tant que pays relativement prospère, avec une économie en voie d'urbanisation rapide, n'est pas prioritaire dans l'attribution de crédits d'organisations bénévoles internationales. Toutefois, les changements macropolitiques et économiques en cours contribueront à un climat plus favorable pour les OPB. D'importants financements des bailleurs de fonds pour la Recherche adaptative et les équipes de planification ont mis l'initiative pour le développement de techniques agricoles, dans une large mesure, entre les mains de l'Etat, suscitant en certains endroits des approches novatrices pour une participation des exploitants.

Les approches communautaires du développement de technologies se manifestent au niveau des OPB sur une moindre échelle. Les contacts entre les OPB et le secteur public ont été limités et le stade de l'apprentissage du public a rarement été dépassé. Alors qu'il est impossible de prévoir si l'activité de développement technologique des OPB augmentera par rapport à celle de l'Etat, il est évident que chacune a ses avantages dans des situations particulières, que chacune peut et devrait apprendre davantage de l'autre, et que des initiatives doivent être prises - par l'Etat dans le premier cas - pour promouvoir des échanges dans les deux sens.

Coulibaly, C., voir 036

031. DAI. 1985. **Private voluntary organizations and institutional development: Lessons from International Voluntary Services, Inc., and the Institute for International Development, Inc.** Development Alternatives, Inc., Washington, D.C. 72 p. + annexes.

Les méthodes utilisées par les OPB pour renforcer l'efficacité des organisations de développement dans les pays en développement sont le thème central de cette étude. Elle a deux objectifs: le premier est

d'élaborer et d'essayer sur le terrain un ensemble d'indicateurs que les OPB et autres organismes des bailleurs de fonds puissent utiliser pour évaluer l'efficacité des institutions, et le deuxième est de voir dans quelle mesure les différents types d'assistance fournis par les OPB contribuent à une plus grande efficacité institutionnelle.

Le document se concentre sur deux OPB américaines: International Voluntary Services, Inc. (IVS) et l'International Development Institute, Inc. (IIDI). Il présente des études de cas portant sur des travaux d'IVS avec huit organisations autochtones au Bangladesh, au Botswana et en Equateur, et un examen des travaux de l'IIDI avec une organisation autochtone au Costa Rica.

032. Daniels, Nomsa, D. 1992. *Protecting the African Environment: Reconciling North-South Perspectives. Critical Issues Series*, N° 3. New York: Council on Foreign Relations Press, 54 p. ISSN 1040-4767.

Avec le Sommet de la Terre qui a eu lieu en 1992 à Rio de Janeiro, les dirigeants du monde entier espéraient obtenir des accords internationaux durables sur les problèmes environnementaux. Préserver les forêts ombrophiles tropicales, protéger la diversité biologique et réduire la pollution sont parmi les objectifs environnementaux qui ont récemment suscité un vaste soutien. Mais, l'attention accrue qui est accordée aux questions environnementales a conduit à une division entre le Nord et le Sud: les dirigeants des pays industriels du Nord sont favorables à davantage de mesures de sauvegarde de l'environnement que les pays du Sud qui luttent pour leur développement économique.

Dans ce contexte, l'auteur fait valoir qu'il ne saurait y avoir de solution efficace, à long terme, aux problèmes environnementaux de l'Afrique, à moins que les perspectives et les réalités africaines ne soient prises en compte. L'étude de thèmes particuliers de débat, comme la protection de la faune et la croissance durable, permet de dégager plusieurs recommandations pour surmonter les divergences entre le Nord et le Sud afin d'atteindre des buts durables dans les domaines de l'environnement et du développement.

033. DATEX. 1992. **A research and advocacy agenda for African NGOs in Eastern and Southern Africa.** *The Research Paper Series of the PVO/NGO Initiatives Project.* DATEX, Inc., Washington, D.C., 56 p.

Les programmes d'action des ONG tant africaines qu'occidentales ont changé depuis 1990. L'accent est maintenant mis sur les stratégies de développement en faveur des pauvres, les progrès vers une démocratie participative, la meilleure gestion des affaires publiques, la protection de l'environnement et le respect des droits de l'homme. La réalisation de ces objectifs signifie des changements de politique générale et de comportement de la part des gouvernements africains, des ONG africaines et des organismes des donateurs internationaux. Les nouveaux programmes d'action des ONG ont provoqué un intense débat quant à la manière dont ces intervenants dans le processus de développement, agissant seuls ou conjointement, peuvent promouvoir au maximum des initiatives pour un développement harmonieux et à long terme. En outre, la conviction nouvelle des gouvernements donateurs et organisations

internationales que les réformes politiques doivent être un préalable à l'octroi d'une aide, indique que cette 'conditionnalité' jouera un rôle majeur dans la détermination du rôle des ONG, tant africaines qu'occidentales. Cette évolution est particulièrement évidente pour les pays bénéficiaires d'Afrique subsaharienne car, dans bien des esprits, la crise économique de l'Afrique est la conséquence directe de systèmes politiques répressifs et non représentatifs.

S'il est peut-être prématuré d'évaluer l'impact de la nouvelle politique des donateurs sur les ONG africaines, surtout lorsqu'il s'agit de démocraties fragiles, les quatre communications contenues dans ce livre suggèrent que les bailleurs de fonds, les gouvernements et les ONG auront à examiner la situation en profondeur et à négocier sérieusement pour mettre au point les stratégies et les financements nécessaires à un développement durable de l'Afrique.

034. DATEX. 1992. **Africa Bureau PVO strategy paper**. DATEX, Inc., Washington, D.C., 21 p.

Tandis que les OPB s'orientent davantage vers l'établissement de programmes axés sur le développement en Afrique et qu'elles cherchent à encourager la croissance des ONG locales (rehaussant ainsi l'impact des contributions américaines), l'USAID et les organismes des bailleurs de fonds souhaitent de plus en plus trouver des terrains d'entente. Pour renforcer le travail des OPB, il faudra une stratégie pour améliorer la collaboration entre l'USAID, les OPB américaines et les ONG africaines pour un dialogue sur les politiques, les objectifs et les approches; une meilleure adéquation entre les besoins de l'USAID et les capacités et intérêts des OPB pour améliorer la mise en oeuvre; le renforcement des capacités des ONG locales; et la promotion d'une coordination plus large et meilleure avec les bailleurs de fonds.

035. DATEX. 1990. **Feasibility study: Development of a PVO/NGO activities database.** DATEX, Inc., Washington, D.C., 34 p. + appendices.

Du fait de l'augmentation requise de l'aide des Etats-Unis à l'Afrique, une part plus importante des programmes du Bureau Afrique de l'USAID est confiée à des OPB et des ONG. Avec l'expansion des programmes OPB/ONG, le personnel de l'USAID est souvent confronté à des questions en rapport avec les capacités des OPB/ONG, les niveaux de financement de l'USAID et la répartition sectorielle. Dans sa réponse à ces questions, les auteurs énumèrent les besoins en information du Bureau Afrique en procédant à une étude de faisabilité pour l'établissement d'une base d'information OPB/ONG, et ils proposent un plan de mise en oeuvre pour ce système. Le rapport présente les conclusions de l'étude de faisabilité et il examine des recommandations pour l'établissement, au sein de l'USAID, d'un programme hautement efficace pour fournir des renseignements au sujet des OPB/ONG.

036. Djibo, H., Coulibaly, C., Marko, P., et Thomson, J.T. 1991. **Decentralization, governance, and management of renewable natural resources: Local options in the Republic of Mali.** Volume III, Rapport final. *Studies on Decentralization in the Sahel.* Associates in Rural Development, Inc., Burlington, Vermont, 108 p. + annex.

Ce volume met l'accent sur les règles de travail pour une bonne gestion et pour l'administration des ressources naturelles renouvelables (RNR) sur six sites différents au Mali. Une forme d'Analyse et de conception institutionnelles (ACI) a été utilisée pour structurer l'approche de recherche de terrain. L'ACI attire l'attention sur les incitations qui influent sur le comportement des divers intervenants dans la gestion et l'administration des RNR: les attributs des RNR en tant que biens économiques; les attributs des communautés où se situent ces ressources; et les attributs des règles de travail qui déterminent l'accès aux RNR, leur utilisation et les investissements dans ce domaine. Il y a une interaction entre les acteurs en fonction des stratégies adoptées sur la base de ces incitations.

Les six études de cas illustrent la manière dont les populations locales gèrent, seules ou conjointement, les RNR pour les protéger et pour en accroître la productivité. Elles démontrent la capacité des producteurs ruraux à mobiliser les ressources (main-d'oeuvre, matériaux et fonds) et elles montrent aussi comment des intervenants et des institutions extérieurs, comme des ONG, des bailleurs de fonds et des organismes publics, peuvent, sans trop de frais, appuyer des actions de gestion des RNR en transférant l'information technique, modifiant les règlements et veillant à leur respect, et en apportant des financements. Plusieurs recommandations sont formulées pour contribuer aux efforts en commun des différents intervenants pour gérer ou cogérer les RNR.

037. Dorm-Adzobu, C., Ampadu-Agyei, O., et Veit, P.G. 1991. **Community institutions in resource management: Agroforestry by Mobisquads in Ghana.** *From the Ground Up Case Study Series*, N° 3. Washington, D.C.: Institut pour les ressources mondiales (WRI); et Nairobi, Kenya: Centre africain d'études technologiques, 36 p. ISBN 9966-41-022-8.

A Goviefe-Agodome, dans la région de la Volta, une coopérative locale d'auto-développement lancée par le gouvernement a réussi à transformer des zones infertiles en terres agricoles productives grâce à diverses pratiques agroforestières. Alors qu'une partie des revenus de l'exploitation est utilisée pour des activités de développement communautaire, le reste est réparti également entre les membres. Les éléments suivants ont contribué au succès de cette initiative: le soutien des dirigeants et des institutions du niveau local; des actions conçues, exécutées et gérées par une organisation locale acceptée par la communauté; les activités agroforestières ont apporté des avantages financiers et autres aux membres de la coopérative et à leurs familles; les activités de gestion des ressources peuvent être maintenues au niveau local et elles font appel à des pratiques et à des techniques qui sont bien connues des membres; la communauté a profité de sa facilité d'accès aux zones urbaines et elle a reçu une assistance importante pour ses activités de développement.

L'expérience comporte des implications pour le gouvernement du Ghana et la communauté de l'aide au développement qui s'intéresse à la gestion des ressources naturelles au niveau local. Les recommandations en matière de politiques et

de programmes sont formulées dans le sens d'une participation populaire au développement communautaire et des efforts de décentralisation entrepris par le gouvernement.

038. Dorm-Adzobu, C., Ampadu-Agyei, O., et Veit, P.G. 1991. **Religious beliefs and environmental protection: The Malshegu sacred grove in Northern Ghana.** *From the Ground Up Case Study Series*, N° 4. Washington, D.C.: Institut pour les ressources mondiales (WRI); et Nairobi, Kenya: Centre africain d'études technologiques, 34 p.

Depuis près de trois siècles, la communauté de Malshegu, dans le nord du Ghana, préserve une petite forêt qui, selon les croyances des habitants, abriterait un esprit de la région: le dieu Kpalevorgu. Au fil des années, ce 'bosquet sacré' a été menacé par des activités dans le secteur, telles que la construction de routes, l'exploitation minière, l'installation de poteaux électriques. Toutefois, les croyances traditionnelles de la communauté, incarnées en la personne d'un prêtre chargé de protéger la demeure du dieu, ont été suffisamment fermes pour éviter une ingérence de l'homme dans la forêt. Ce secteur, qui était jadis une forêt claire, est devenu aujourd'hui une forêt pratiquement dense.

Trois facteurs ont été déterminants pour la protection de la forêt de Malshegu: de fortes convictions religieuses, plus que toute autre considération, ont protégé le bosquet des perturbations causées par l'homme; la dégradation des bosquets sacrés dans les zones avoisinantes a contribué à accroître l'importance du fétiche Kpalevorgu - ce qui a ensuite renforcé ces vieilles croyances religieuses de Malshegu, et incité davantage encore les populations locales à protéger le bosquet; et les règlements pour l'utilisation et la protection du bosquet sont bien respectés par les populations locales - on a pu ainsi éviter la dégradation de l'intégrité de l'écosystème forestier par les feux de brousse, les cultures, le pacage et une bonne partie des activités de chasse. Des recommandations sont formulées pour appuyer la décentralisation des administrations publiques et pour la protection des écosystèmes.

039. Dorm-Adzobu, C., et Veit, P.G. 1990. **Popular participation in the National Environmental Action Plan in Ghana: A preliminary analysis of the roles of community level institutions.** Institut pour les ressources mondiales (WRI), Washington, D.C., 15 p. + annexe.

Des efforts sont faits pour permettre de mieux comprendre la viabilité des institutions villageoises existantes, leur rôle dans les activités de développement communautaire et la possibilité qu'elles assument davantage de responsabilités dans la gestion des ressources naturelles locales.

L'étude conclut notamment qu'il y a un nombre important d'institutions villageoises au Ghana. Nombre d'entre elles utilisent l'entraide comme outil pour parvenir au développement communautaire, y compris à la gestion des ressources naturelles.

Drabek, A., voir 091
Draper, S., voir 049
Egerton University, voir 078

040. Elbow, Kent. 1991. **Popular participation in the management of natural resources: Lessons from the Baban Rafi forest, Niger.** Projet de thèse non publié. Centre pour l'étude des régimes fonciers, Université du Wisconsin, Madison, Wisconsin.

La coopérative forestière de Baban Rafi, établie en 1989, illustre les initiatives du gouvernement nigérian pour déléguer aux populations locales des droits et des responsabilités dans le domaine de la gestion des ressources naturelles pour que ces populations parviennent à des pratiques de gestion de ces ressources qui soient plus solides et susceptibles d'être appliquées par les populations elles-mêmes. La raison d'être de cette réforme est que l'Etat n'a pas réussi à protéger et à gérer la base de ressources naturelles en tenant à l'écart les populations locales par l'imposition de règles rigoureuses. Ce changement d'inflexion reflète l'expression d'une 'nouvelle politique', qui part du principe que les populations locales gérerons les ressources de manière durable si elles sont assurées qu'elles retireront des avantages de l'exploitation de ces ressources.

Le gouvernement a encouragé un effort collectif (pouvoirs publics, ONG et populations locales) en ce sens, sans toutefois examiner en détail toutes les implications des changements qui découleraient de cette nouvelle stratégie. Deux considérations sont à prendre en compte: premièrement, les perdants ne sont pas convenablement indemnisés et ils sont donc prêts à saboter la nouvelle politique, et deuxièmement, la soif de terres des populations locales sera aiguisée en raison de la valeur accrue des terres (à cause des techniques nouvellement introduites d'agroforesterie et de gestion des sols). L'auteur note l'importance de reconnaître les conséquences de l'abattage des forêts au profit de l'agriculture - l'incitation est ici égale à ce que rapporterait en argent la coupe des arbres. Il faut faire un sérieux effort pour comprendre les pratiques et les droits actuels de chacun des groupes d'utilisateurs locaux afin de gérer de manière durable et de préserver la forêt de Baban Rafi.

Elz, D., voir 049

041. Falloux, F., Talbot, L., et Larson, J. 1991. *Progress and Next Steps for National Environmental Action Plans in Africa.* Washington, D.C.: Banque mondiale.

La déforestation rapide, la perte de fertilité des sols, la faible productivité agricole, la disparition de la diversité biologique et un environnement urbain impossible à gérer ont enrayé le développement économique et social de l'Afrique. Ces problèmes sont dus, dans une large mesure, à des maux politiques et sociaux, tels que l'explosion démographique, d[illegible] politiques non viables, une faiblesse des institutions, un manque d'information et autres facteurs externes. Pour faire face à cette crise, dix-huit pays africains ont élaboré ou envisagent des Plans nationaux d'action environnementaux (PNAE). La Région Afrique de la Banque mondiale a apporté l'impulsion initiale pour la formulation de ces PNAE mais ceux-ci doivent être une démarche au niveau des pays eux-mêmes, en réponse à une demande, et avec la participation des populations locales. Les PNAE ont pour but de définir un plan d'action sur une période donnée, qui comprendra une politique environnementale, des réformes institutionnelles et juridiques, des mesures

correctives pour poursuivre les programmes de développement et de nouveaux programmes d'investissement.

Des recommandations sont faites pour le processus, le contenu, l'exécution et le soutien extérieur des PNAE. Elles comprennent: une politique environnementale de haut niveau et une cellule de coordination aux échelons les plus élevés du gouvernement ou dont l'autorité serait issue de tels échelons; une agence environnementale pour préparer les documents à soumettre pour examen et approbation à la cellule chargée des politiques et de la coordination, et pour mettre en oeuvre ses politiques et décisions; des fonctions de réglementation afférentes à la pollution, aux terres, à l'utilisation et à la gestion d'autres ressources; et la participation des secteurs public et privé, et des ONG.

Farrington, J., voir 005

042. Field, Ralph. 1988. **International development strategies of American private voluntary organizations.** Thèse de doctorat. Université Cornell, Ithaca, New York, 227 p. + appendices.

Cette thèse est consacrée à différents types de stratégies utilisées par les OPB américaines, et à leur incidence potentielle sur les programmes officiels de développement environnemental du gouvernement des Etats-Unis (GEU), comme la promotion de l'agroforesterie dans les tropiques. Dans le cadre de leurs stratégies, certaines OPB coopèrent avec les organismes du GEU, alors que d'autres ne le font pas. L'auteur se sert de la théorie d'action sociale de Weber pour créer un modèle de différents types de stratégies d'OPB et pour expliquer l'absence de collaboration entre les OPB et le GEU. Des facteurs déterminants de l'action des OPB sont identifiés dans une discussion du rôle des associations bénévoles dans le développement. Sur cette base, l'auteur indique que les OPB adoptent une stratégie de non collaboration lorsque deux conditions existent: les OPB ont une structure décentralisée et elles sont guidées par des idéologies morales au niveau communautaire.

Les conclusions dégagent quatre type différents de stratégies de développement des OPB: compagnie, particulier, oecuménique et évangelique. La dernière de ces stratégies est celle qui implique une moindre coopération et elle est suivie par les sectes protestantes qui oeuvrent dans le domaine du développement économique. En outre, l'évolution des stratégies de développement du GEU pour pouvoir faire davantage appel aux OPB augmente en fait la possibilité pour ce gouvernement d'appliquer plusieurs stratégies différentes à la fois. Enfin, l'auteur estime qu'un ensemble de variables particulières aux OPB devrait être envisagé dans la conception de programmes de développement environnementaux, comme la foresterie.

043. Fillion, Jacob. 1986. **Assessment of training and technical assistance needs of private development assistance agencies.** Institut international pour l'environnement et le développement, Institut pour les ressources mondiales (WRI), Washington, D.C., 11 p. + annexe.

Alors que le besoin de conserver et d'améliorer la base de ressources naturelles devient impératif, les organismes d'aide au développement entreprennent des projets ou

des volets de projets qui exigent des connaissances techniques au sujet de l'environnement biophysique. Dans cette perspective, cette étude vise à évaluer les besoins des groupes bénévoles privés d'aide au développement en matière d'information, de formation et d'assistance technique pour apporter des solutions aux questions qui se posent en rapport avec la gestion des ressources naturelles, dans le contexte des programmes et projets de développement.

L'étude démontre que cet aspect suscite un intérêt et que l'importance d'inclure la gestion des ressources naturelles dans les activités de développement est reconnue. Bien que les organisations embauchent du personnel expérimenté et formé, la plupart de leur personnel semble avoir de l'expérience dans des domaines autres que la gestion des ressources naturelles. Si l'on fournissait une formation en assistance technique, qu'on encourageait une telle formation et qu'on l'étoffait par un complément d'assistance technique, les compétences en gestion des ressources naturelles s'en trouveraient considérablement accrues.

Ford, R., voir 107

044. Fox, Thomas, H. 1987. "NGOs from the United States." In: Anne Drabek, dir. de pub., *Development Alternatives: The Challenge for NGOs. World Development*, (Supplément), 15: 11-19. Royaume-Uni: Pergamon Journals Ltd. ISSN 0305-750X.

Bien qu'elles soient très différentes, les ONG aux Etats-Unis ont un certain nombre de problèmes communs. Des choix difficiles leur sont imposés, en particulier du fait de pressions associées à la recherche de financements limités pour leurs travaux outremer. De même, il est très difficile pour les ONG américaines de définir leurs relations avec leurs audiences et avec les autres institutions impliquées dans le développement du Tiers-monde. Les choix que les ONG américaines sont obligées de faire peuvent compromettre leur propre raison d'être et leur intégrité en tant qu'institutions.

Frust, M., voir 106
Gaje, J.D., voir 014

045. Gamman, J.K. 1991. "Creating an Open Decision Making Process to Improve Environmental Policy Implementation: Applying Negotiation Strategies to International Development." Document préparé pour l'USAID. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C.

La principale raison pour laquelle les politiques environnementales ne sont pas mises en oeuvre est que les parties concernées ne sont pas associées à la prise de décision. Il est essentiel d'avoir une démarche plus ouverte - intégrant la politique, l'économie et la culture - pour la conception de stratégies d'exécution de politiques environnementales; pour transcender les obstacles résultant de l'approche traditionnelle du développement qui traite ces facteurs comme des éléments séparés. Un processus ouvert devrait prendre en compte les intérêts des diverses parties concernées, y compris les organismes des bailleurs de fonds, les hommes politiques du pays, les utilisateurs des ressources et les ONG. L'exclusion d'un seul de ces groupes crée un vide que les autres peuvent exploiter à leur avantage, souvent au détriment des réformes de politique environnementale.

Un processus ouvert de prise de décision suppose trois conditions préalables: la participation de groupes pertinents, une représentation et une assistance pour les parties faibles, la légitimité, un organisateur approprié, une facilitation neutre et un sens des responsabilités. Sept mesures sont suggérées pour le bon déroulement de ce processus.

Getahun, A., voir 099

046. Gibson, Jonathan. 1989. **Private voluntary organizations in natural resource management in Sub-Saharan Africa**. Compte rendu de l'Atelier PVO-NGO/NRMS. Projet PVO-NGO/NRMS, Washington, D.C. 16 p. + appendices.

Le but de cet atelier était de dégager des idées et des suggestions pour la mise en oeuvre, dans les meilleures conditions possibles, d'un Projet d'appui OPB-ONG/gestion des ressources naturelles (PVO-NGO/NRMS). Les OPB américaines et l'USAID estimaient que ce projet pourrait être un exemple d'une collaboration accrue sur le terrain entre OPB américaines et ONG africaines pour la planification et l'exécution d'activités de gestion des ressources naturelles. Ce projet-parapluie a été une excellente occasion d'apprendre les moyens les plus efficaces de renforcer les capacités techniques et organisationnelles des OPB et des ONG et il pourrait servir de modèle pour les relations à l'avenir entre les donateurs et la communauté des ONG en général.

Les participants à l'atelier ont reconnu toutefois que le Projet d'appui OPB-ONG/gestion des ressources naturelles serait limité dans ses réalisations en raison de sa courte durée et de ses crédits restreints. Dans ces conditions, trois recommandations ont été faites: le projet devrait choisir des activités ayant 'l'effet multiplicateur' potentiel le plus fort possible, des points de vue démonstration, reproduction et apprentissage; il devrait renforcer, améliorer et adapter les organisations existantes, les sources d'information et les manuels de formation (éviter les doubles emplois); et il devrait financer des organisations et des activités ayant le plus de chances de perdurer et d'être élargies, compte tenu de leur aptitude à attirer d'autres ressources de l'USAID, d'autres donateurs ou d'autres organismes locaux ou nationaux.

047. Gilbert, E. 1990. "NGOs and Agricultural Research: The Experience of The Gambia." Agricultural Administration Network Paper 12. Londres: Institut pour le développement outremer, 53 p.

Examen des récents efforts concertés du Département gambien de la recherche agricole pour travailler avec les ONG dans les domaines de l'essai de techniques et de la rétroinformation. Huit ONG ont participé à des activités du Programme d'innovation des agriculteurs et d'essais technologiques et/du Programme de recherche sur le riz en 1989, et un programme élargi de collaboration entre les ONG et le gouvernement était prévu pour 1990. Alors que les ONG ont chacune des priorités d'action différentes, elles ont en commun des approches participatives et diverses formes de recherche paysanne, ce qui leur permet d'incorporer les besoins des petits exploitants aux priorités de recherche du secteur public. Bien que des problèmes subsistent (comme la concurrence entre les ONG et les administrations publiques pour le recrutement de cadres), l'interaction entre les ONG et les pouvoirs publics est

généralement saine et complémentaire, et elle prendra de l'ampleur dans l'avenir.

Gordon, D.F., voir 102

048. Gouvernement du Cap-Vert. 1987. **Republic of Cape Verde: First conference of non-governmental associates.** A General Survey of the Conference Objectives. Volume I. Gouvernement du Cap-Vert, Praia, Cap-Vert, 32 p. + annexes.

La conférence s'inscrivait dans le cadre d'une activité de suivi de la table ronde sur le développement du Cap-Vert qui avait examiné les objectifs et les politiques sectorielles du Deuxième plan national, sa mise en oeuvre, et qui avait adopté un programme d'action et de soutien, ainsi qu'un programme de suivi. Cette conférence de Praia a parachevé le Deuxième plan national et offert aux partenaires non gouvernementaux du Cap-Vert et aux entités décentralisées et régionales de coopération une occasion de prendre part à la mise en oeuvre d'une série de projets axés sur les besoins fondamentaux de la population au niveau local et régional. Les actions envisagées dans ce programme devaient avoir un impact certain sur le Deuxième plan national et le rendre viable, tout en accélérant ses impacts au niveau local et régional. La coopération se voulait exemplaire dans ses modes d'assistance et elle devait ouvrir ainsi la voie à des relations durables entre les ONG et l'Etat.

Gow, D., voir 073

049. Gregerson, H., Draper, S., et Elz, D., dir. de pub. 1989. "Project Organization and Implementation." In: *People and Trees: The Role of Social Forestry in Sustainable Development. EDI Seminar Series.* Washington, D.C.: Institut de développement économique de la Banque mondiale, p. 165 à 185. ISBN 0-8213-1205-7.

La mise en oeuvre de ce projet de foresterie sociale tend à être beaucoup plus complexe et participative que celle de projets habituels ayant trait à l'administration de forêts domaniales, à des plantations industrielles ou à la gestion de forêts naturelles. Des organisations pertinentes, gouvernementales et non gouvernementales, doivent être mobilisées pour organiser, administrer et exécuter des projets et programmes. Une préoccupation majeure des planificateurs et des administrateurs du projet est de déterminer quelle sorte de mécanismes de prestation il conviendrait d'utiliser pour la diffusion, auprès des communautés et des agriculteurs, des techniques forestières et des innovations institutionnelles.

Trois conditions préalables sont à remplir pour une organisation efficace des programmes et projets de foresterie: une structure de gestion des projets qui comporte des liaisons directes et fortes avec les responsables de la communauté et les participants, et des liaisons verticales entre les divers échelons de l'administration du projet ou du programme; une organisation de vulgarisation qui réponde aux besoins du programme et qui connaisse bien les systèmes d'incitation et de communication communautaire; et une structure administrative qui appuie utilement les ONG qui s'engagent dans la foresterie sociale.

050. Gulick, Frances. 1986. "PVO Effectiveness in Agroforestry." In: **Development effectiveness of private voluntary organizations.** Rapport à l'intention de la Commission des affectations budgétaires de la Chambre des représentants. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., p. 41 à 48.

L'agroforesterie est, relativement, une composante nouvelle et révolutionnaire des projets des donateurs dans le monde en développement et elle constitue une intervention délibérée pour l'amélioration des sols, la conservation de l'eau et le relèvement des revenus des agriculteurs. La lacune la plus grave de tous les programmes forestiers nationaux a été de négliger les programmes de promotion de l'agroforesterie qui encouragent les agriculteurs à planter des arbres et à les protéger en même temps que leurs cultures. Pour remédier à cette lacune, les OPB, en particulier celles sises aux Etats-Unis, ont lancé des projets d'essais pilotes et des projets agroforestiers de démonstration. A ce jour, ces projets semblent avoir pratiquement tous réussis à susciter une participation des agriculteurs, fournissant des semences et des plants, ainsi qu'une formation sur le tas pour un nouveau corps d'agents de vulgarisation en agroforesterie qui sont capables de promouvoir l'association de cultures vivrières et d'arbres. Etant donné l'ampleur des problèmes environnementaux, les projets des OPB sont susceptibles de fournir des modèles d'un bon rapport coût-efficacité qui peuvent être rapidement reproduits ailleurs dans le pays.

Gulick, F., voir aussi 097
Gumbo, D., voir 079

051. Hart, W.J., DeGorges, P.A. et Kayanja, F.I.B. 1990. **Development through conservation in South-West Uganda project: Evaluation report.** Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 56 p. + annexes.

Ce compte rendu porte sur une évaluation intérimaire d'un projet à l'appui d'une gestion efficace des ressources naturelles dans trois réserves forestières afromontagnardes et dans des secteurs avoisinants du sud-ouest de l'Ouganda. Ce projet a réalisé d'importants progrès, en peu de temps, pour la protection de la diversité biologique des réserves forestières et pour une sensibilisation accrue des agriculteurs des environs à la conservation. L'accent a été mis sur le recyclage des nutriments provenant des déchets animaux et végétaux et sur le choix d'essences locales. Il est cependant trop tôt pour déterminer l'impact de ses activités sur les rendements des cultures.

L'évaluation, effectuée conjointement par CARE, par le Fonds mondial pour la nature (WWF) et par le Ministère ougandais de la protection de l'environnement, a mis en exergue les points suivants: il est peu réaliste de s'attendre à une diminution de l'érosion des sols; la préservation des marécages est peut-être plus importante qu'on ne le pense; les agriculteurs pratiquent déjà des systèmes de culture complexes, sur plusieurs étages, qui pourraient être plus avantageux que les interventions agroforestières simples encouragées dans le cadre du projet; et le travail de reconstruction des routes de desserte dans les environs de la Réserve forestière de Bwindi pose un risque d'érosion, à moins que des mesures soient prises pour y

remédier. Plusieurs recommandations sont faites pour une refonte du projet en fonction des enseignements tirés jusqu'à présent.

052. Hazlewood, Peter, T. 1987. *Expanding the Role of Non-governmental Organizations (NGOs) in National Forestry Programs.* Compte rendu de trois ateliers régionaux en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Washington, D.C.: Institut pour les ressources mondiales (WRI); et Nairobi, Kenya: Centre de liaison pour l'environnement, 44 p.

Résume les principales conclusions et recommandations de trois ateliers régionaux en Afrique, en Asie et en Amérique latine sur l'élargissement du rôle des organisations non gouvernementales (ONG) dans les programmes nationaux forestiers. L'atelier devait être pour les ONG un forum leur permettant de faire des commentaires au sujet du Plan d'action forestier tropical (PAFT) et il devait contribuer à un dialogue sur les moyens d'encourager une collaboration entre les ONG, les gouvernements et les organismes d'aide au développement pour une plus grande efficacité des actions visant à arrêter la déforestation en milieu tropical. Le rapport conclut que les ONG doivent être des partenaires à part entière dans le processus d'élaboration des politiques forestières nationales et qu'elles sont disposées à s'associer aux activités du PAFT, en particulier pour l'éducation du public, la promotion et la défense de causes, la sensibilisation et la mobilisation des populations. En outre, les ONG ont réclamé des responsabilités et une participation égales, à tous les niveaux de l'exécution du plan d'action, y compris dans le Processus national d'examen du secteur forestier.

053. Hellinger, Doug. 1987. "NGOs and the Large Aid Donors: Changing the Terms of Engagement." In: Anne Drabek, dir. de pub., *Development Alternatives: The Challenge for NGOs. World Development*, (Supplément), 15: 135-143. Royaume-Uni: Pergamon Journals Ltd. ISSN 0305-750X.

Ce document est consacré aux relations qui se nouent entre les ONG et les gros bailleurs de fonds, compte tenu de l'intérêt et des financements de plus en plus importants que ces organismes accordent aux ONG. Les ONG du Nord ont réagi en augmentant considérablement leurs opérations, en devenant très tributaires de financements extérieurs, en évitant complètement les gros bailleurs de fonds, ou en réclamant de ceux-ci qu'ils changent leurs programmes ou qu'ils les adaptent. Cette dernière position est considérée comme étant la plus désirable, mais elle n'est possible que s'il y a une transformation politique au Nord.

Dix mesures sont suggérées pour impliquer de manière responsable les ONG du Sud - et, par leur intermédiaire, les populations locales - dans les principales activités des donateurs. Ces mesures sont: le partage sélectif de renseignements afin d'associer les bailleurs de fonds à des partenaires locaux appropriés, en fonction de leurs buts, de leurs capacités et des risques encourus; appuyer la collaboration entre ONG locales pour qu'elles se complètent mutuellement au plan des compétences; et encourager les ONG locales à concevoir et exécuter des projets et des éléments de projets. Ce processus devrait déboucher sur une participation plus large des ONG aux débats de politique générale qui ainsi tiendraient compte de l'optique et des connaissances de la base. Avant de devenir une autre mode dépassée en matière de développement, les

ONG doivent profiter de l'ouverture actuelle des bailleurs de fonds et faire valoir les mérites de cette approche.

Hellinger, D., voir également 054

054. Hellinger, S. et Hellinger, D. 1986. **Mainstreaming major donor support for Third World NGOs: Guidelines for constructive collaboration.** The Development Group for Alternative Policies, Inc., Washington, D.C., 10 p.

Dégage les résultats d'une expérience d'ONG du Nord dans ses rapports avec les bailleurs de fonds et les ONG de pays du Tiers-monde, en particulier les écueils et les possibilités associés à l'établissement de relations entre les principaux donateurs et les ONG. Des recommandations sont faites: pour incorporer les ONG du Tiers-monde aux grands programmes de développement; pour identifier les responsables de projets qui s'intéressent à des dispositions institutionnelles plus prometteuses; pour programmer les directeurs qui doivent fournir un climat propice et approuver cette approche, dans le cadre des activités de fonctionnement normales, pour que l'approche soit largement adoptée au niveau des projets; et pour que des recommandations soient formulées à l'intention de ceux qui veulent que les organisations ayant le plus travaillé avec les pauvres deviennent les principaux homologues des grands organismes d'assistance. Le message central suggéré ici est que les donateurs devraient être sensibles aux intérêts et aux forces des ONG du Tiers-monde, les encourager et les développer.

055. Henderson, P. et Singh, R. 1990. "NGO-Government Links in Seed Production: Case Studies from The Gambia and Ethiopia". Agricultural Administration Network Paper 14. Londres: Institut pour le développement outremer, 27 p.

Ces deux études de cas illustrent un large éventail d'approches qui peuvent être retenues, même pour une activité aussi discrète que la production de semences. Le cas gambien illustre les initiatives prises par les pouvoirs publics (avec le soutien des bailleurs de fonds) pour améliorer la quantité et la qualité de l'approvisionnement en semences en travaillant avec des entrepreneurs privés, des ONG et des projets financés par les bailleurs de fonds. Le cas de l'Ethiopie illustre les efforts d'une ONG basée à l'étranger pour impliquer les organismes gouvernementaux et les ONG du pays dans la production de semences conformes aux besoins des petits exploitants.

Il y a eu des problèmes dans les deux cas: des ressources limitées, dans le cas gambien, ont suscité des frustrations, étant donné qu'une partie seulement d'un ambitieux programme a pu être exécutée et que des initiatives parallèles dans certains domaines sont prises par les ONG elles-mêmes. Dans le cas éthiopien, la réticence de certaines ONG étrangères à prendre un engagement soutenu en matière de recherche a ralenti l'identification initiale de collaborateurs. Les deux cas illustrent toutefois une collaboration novatrice entre institutions de types différents pour la production de semences. Ils réfutent l'opinion largement acceptée selon laquelle la production semencière devrait être exclusivement du domaine de l'Etat ou, pour certaines cultures, de celui de compagnies commerciales. Les idées qui sont dégagées

par les auteurs peuvent s'avérer utiles ailleurs.

056. Hickey, Michael. 1992. **Summary report: Environmental sector activities of PVO/NGOs.** Programme d'appui à la foresterie, Service forestier de l'USDA, Washington, D.C., 14 p. + appendices.

Dans le cadre de son soutien à des actions environnementales dans des pays en développement, l'USAID attribue des contrats à des organisations indépendantes pour l'exécution de projets particuliers. Ce document analyse les renseignements actuellement disponibles pour évaluer le niveau de participation des OPB et des ONG aux programmes environnementaux de l'USAID. Une description est donnée des contrats passés avec des OPB/ONG engagées dans des activités environnementales, et des renseignements sont fournis au sujet des contrats ayant une composante environnementale qui ont été décernés à des organisations autres que des OPB/ONG (ces organisations font double emploi avec les OPB/ONG dans les projets).

057. Honadle, G. et VanSant, J. 1985. *Implementation for Sustainability: Lessons from Integrated Rural Development.* West Hartford, Connecticut: Kumarian Press, 128 p. ISBN 0-931816-33-5.

Cet ouvrage examine l'incidence sur la pérennité du développement, une fois le projet terminé, des pratiques de gestion et des relations entre organisations, en se fondant sur des travaux de terrain dans le cadre de vingt-quatre projets de développement rural intégrés dans dix-neuf pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Les auteurs affirment que les microprocessus peuvent déterminer l'efficacité des macrostratégies pour le développement du Tiers-monde. L'Appendice A de ce livre dresse une liste de projets et précise pour chacun la nature des travaux de terrain exécutés. L'Appendice B comprend une vue d'ensemble des caractéristiques de vingt et un projets de développement rural intégrés bénéficiant d'un concours de l'USAID.

058. Huntington, Richard. 1987. **Accelerating institutional development.** *PVO Institutional Development Evaluation Series.* Rapport final. International Science and Technology Institute, Inc., Washington, D.C., 30 p. + annexes.

Le rapport cherche à effectuer une évaluation empirique du rôle des OPB américaines dans la promotion et le renforcement d'institutions locales viables qui contribuent au développement à long terme de communautés du Tiers-monde. Il analyse l'effort de collaboration entre l'USAID et douze OPB pour le renforcement du processus de développement institutionnel de chaque OPB participante et pour informer l'USAID et ces OPB de questions générales concernant les stratégies les plus efficaces de promotion du développement institutionnel.

Les OPB américaines ont investi avec succès dans la valorisation des ressources humaines par diverses activités dans des pays en développement mais elles se sont moins intéressées à la mise en place de systèmes de gestion. Des données primaires provenant d'OPB américaines et de vingt-huit organismes locaux affiliés ont indiqué que le développement institutionnel est plus efficace et d'un meilleur rapport coût-efficacité lorsqu'il est planifié comme une tâche à plus court terme et à plus long

terme. En outre, la période de dépendance financière de l'organisme local affilié peut être réduite par une assistance technique rapide qui permettra à cet organisme de mobiliser des ressources, et la période durant laquelle une OPB fournira des services à un organisme affilié doit être considérée comme essentiellement illimitée - ce qui constitue une stratégie économiquement rentable pour protéger l'investissement initial.

059. INTERACTION. 1986. **Survey of U.S. PVOs working in Africa: Projects with a forestry or environmental component**. Rapport spécial d'InterAction. Conseil américain pour une action bénévole internationale, Washington, D.C., 57 p.

Apporte des renseignements relatifs aux OPB américaines actives dans le secteur de l'environnement en Afrique. Les projets inclus dans une base de données sur les OPB ont été repérés en utilisant la classification des projets environnementaux et par une recherche de texte complète pour les termes suivants: arbres, forêts, érosion, désertification, haie vive et bois de feu. Des projets impliquant des termes clés tels que reforestation, plantation d'arbres et agroforesterie sont également retenus, quelle que soit leur classification. La première partie du document dresse une liste de trente-trois OPB pour lesquelles au moins un projet a été sélectionné, et la deuxième présente une liste de 154 projets retenus en fonction de la classification et/ou des termes ci-dessus.

060. INTERACTION. 1985. *Diversity in Development: U.S. Voluntary Assistance to Africa*. Volume I. Washington, D.C.: Conseil américain pour une action bénévole internationale, 49 p. ISBN 0-932140-06-08.

Sur la base d'une enquête relative aux OPB américaines qui ont des programmes d'assistance en Afrique, ce rapport reflète l'information et les opinions acquises lors d'entretiens approfondis avec la communauté des OPB de l'ensemble du pays. Une liste des organisations qui ont participé à l'enquête se trouve à la fin du rapport. L'intérêt particulier du document est qu'il définit les grandes lignes de l'aide des OPB à l'Afrique, et qu'il permet de comprendre la communauté qui fournit cette assistance. Il exprime aussi l'espoir que les OPB réexamineront leurs théories, hypothèses et programmes en Afrique.

061. INTERACTION. 1985. *Diversity in Development: Project Descriptions by Country and Sector for Africa*. Volume II. Washington, D.C.: Conseil américain pour une action bénévole internationale, 620 p. ISBN 0-932140-07-6.

Ce deuxième volume d'un rapport en deux parties intitulé *Diversity in Development* regroupe des données primaires, il présente une esquisse de plus de 3.700 projets et programmes en Afrique qui bénéficient de l'assistance d'OPB américaines. Ces projets et programmes sont classés par organismes, pays, domaines d'intervention et autres facteurs. Système de références croisées des articles, par organisation et par pays.

062. James, Carol. 1988. *Strengthening People-to-People Development into the 1990s; Work in Process: Clarifying the Vision.* Washington, D.C.: Carol James Communications, 38 p. + appendices. ISBN 0-1910440-03-4.

Cette publication veut contribuer à améliorer l'interface entre le gouvernement des Etats-Unis et le secteur bénévole/indépendant, et à renforcer leur partenariat dans les années 1990 et au-delà. La relation entre l'USAID et les OPB n'a pas été examinée depuis 1981 mais les questions fondamentales demeurent les mêmes, alors que le contexte a changé. Les deux parties estiment qu'une relation plus forte, et même stratégique, est possible. En cherchant à dégager des conclusions, le rapport approfondit les questions théoriques et philosophiques affectant l'aide au développement plutôt que de se prononcer sur les aspects ayant davantage trait au fonctionnement. Le message de l'auteur est que 'nous en sommes encore au stade de l'apprentissage'. Pour profiter les possibilités qui s'offriront à l'avenir, il faudra: une réflexion; un sens critique et réaliste des ressources nationales, organisationnelles et humaines; de la volonté; et une ouverture aux idées nouvelles.

Johnson, D., voir 004
Johnson, V.R., voir 63

063. Johnson, W.R. et Johnson, V.R. 1990. *West African Governments and Volunteer Development Organizations: Priorities for Partnership.* Lanham, Maryland: University Press of America, Inc. 124 p. ISBN 0-8191-7747-4.

La prolifération d'ONG basées à l'étranger et d'organisations bénévoles de développement (OBD) locales est un phénomène nouveau et majeur sur la scène du développement en Afrique, reflétant des activités diverses et complexes, un niveau élevé des financements, un soutien extérieur et une légitimité accrus au plan intérieur. Le mouvement des ONG/OBD mérite son importance qui s'accroît rapidement, compte tenu de la quantité de fonds publics et privés qui est en jeu. Les rôles que ces organisations assument sont en train d'évoluer et ils deviennent plus complexes pour inclure le développement et des changements structurels à long terme, et ces organisations sont souvent tributaires des gouvernements qu'elles sont censées changer ou réorienter dans le long terme.

Les auteurs examinent par exemple brièvement un certain nombre de réunions historiques qui ont précédé la formation du Forum des organisations bénévoles africaines de développement (FAVDO), définissant ainsi le contexte de l'évolution des relations entre les ONG du Nord et du Sud. La question essentielle est maintenant de savoir si ce fait nouveau - la participation accrue des OBD, surtout étrangères - accélérera le processus de développement en Afrique ou occultera sa crise continue. Tout dépendra des politiques et des processus en cours d'élaboration à tous les niveaux. L'étude soulève un certain nombre de questions importantes à aborder dans l'évaluation de la contribution future des

OBD au développement de l'Afrique. Des études de cas de pays d'Afrique de l'Ouest (Niger, Burkina Faso, Mali et Ghana) illustrent la manière dont les OBD et les responsables gouvernementaux perçoivent les gens, les résultats, les endroits, les méthodes, les problèmes et les perspectives des OBD en matière de développement.

Kabutha, C., voir 107

064. Kajese, Kingston. 1987. "An Agenda of Future Tasks for International and Indigenous NGOs: Views from the South." In: Anne Drabek, dir. de pub., *Development Alternatives: The Challenge for NGOs. World Development*, (Supplément), 15: 79-85. Royaume-Uni: Pergamon Journals Ltd. ISSN 0305-750X.

La responsabilité du développement du Sud incombe aux peuples et aux ONG autochtones des pays du Tiers-monde. Tout partenariat entre les ONG internationales et autochtones doit se fonder sur la solidarité et le partage. La division future du travail entre les deux groupes devrait être déterminée par leurs compétences respectives. Cette nouvelle relation devrait revêtir la forme d'un 'contrat' entre les ONG internationales et autochtones, basé sur le travail en réseau (pour développer les forces et pour partager l'information). Les ONG internationales devraient passer du financement de projets au financement des ressources humaines et au renforcement institutionnel dans les pays en développement.

Kaluli, J.W., voir 077
Karch, E., voir 012
Kayanja, F.I.B., voir 051

065. Kiggundu, Moses. 1989. *Managing Organizations in Developing Countries: An Operational Approach.* West Hartford, Connecticut: Kumarian Press, 328 p. ISBN 0-931816-75-0.

Ce livre propose un cadre organisationnel et des techniques pratiques pour une gestion et une utilisation plus efficaces des ressources, et des possibilités pour un développement économique durable et des changements sociaux. Il comprend neuf chapitres qui sont divisés en deux parties. Le chapitre un est consacré au rôle et à l'importance des organisations pour les pays en développement, et à dix problèmes de développement courants dont la solution exige des organisations solides et une gestion efficace. Le chapitre deux met l'accent sur les tâches de fonctionnement critiques (TFC), avec des exemples empruntés à des organisations de production et de services de pays en développement. Le chapitre trois porte sur les tâches de gestion stratégique (TGS), et il présente dans leurs grandes lignes les mesures essentielles pour le développement des deux tâches et la manière dont elles peuvent être définies au sein de l'organisation - de la déclaration de mission, jusqu'au comportement des employés dans leur travail.

L'intégration de ces deux sous-systèmes de tâche (TFC et TGS) à une organisation pleinement opérationnelle et ayant une mission est présentée au chapitre quatre. Le chapitre cinq est consacré à la valorisation des ressources humaines, alors que le chapitre six présente un modèle dynamique pour le transfert de technologie, de connaissances et de compétences - ce modèle lie les organisations qui produisent et fournissent des technologies à celles qui

importent et qui appliquent les technologies jusqu'au niveau de l'opérateur individuel. Le chapitre sept discute de la théorie et de la pratique de la décentralisation, et le chapitre huit introduit la question des ajustements structurels et de la réforme du secteur public. En général, les sujets discutés dans ce chapitre commencent au microniveau personnel de l'analyse et de l'intervention, et progressent vers le macroniveau supérieur de l'Etat ou des politiques. Le dernier chapitre met en évidence un lien clair entre ces différents niveaux ou approches de l'administration du développement. Des conclusions détaillées sont présentées dans chaque chapitre.

066. Korten, David. 1990. *Getting to the 21st Century: Voluntary Action and the Global Agenda*. West Hartford, Connecticut: Kumarian Press, 253 p. ISBN 0-931816-85-8.

La question cruciale pour ce qui est du développement dans les années 90 n'est pas la croissance mais elle tient aux changements à apporter en matière d'institutions, de technologie, de valeurs et de comportements pour prendre en compte les réalités écologiques et sociales. Un certain nombre d'ONG du monde entier s'intéressent à une définition et à une projection d'une conception du développement axées sur les populations et qui épousent le principe du changement. Cette conception s'affine et fait de nouveaux adeptes. Elle envisage la justice, la durabilité et la totalité comme des principes absolus pour un développement authentique.

La première partie examine les leçons apprises durant les années 80 - une décennie de crises, de refus et d'occasions nouvelles qui ont suscité l'espoir que les années 90 puissent permettre les changements requis pour préparer le XXIe siècle. La deuxième partie porte sur l'importance de la manière dont une société se perçoit pour la détermination de ses comportements. Elle prône une nouvelle vision du développement qui prenne en compte les principes ainsi définis. La troisième partie a trait à la nature particulière et au rôle du secteur bénévole et de l'évolution des stratégies de ses clients: de l'aide d'urgence aux actions sociales, au développement communautaire, à la promotion de changements institutionnels et de politique générale. La dernière partie présente un programme d'action pour le développement et les composantes de ce programme pour les années 90. Ce plan met l'accent sur la nécessité de modifier le système comme condition préalable à de nouveaux schémas de croissance économique se fondant sur les principes retenus. Il est souligné que le système mondial ne pourra soutenir une croissance continue telle que traditionnellement définie, et qu'en conséquence il faut obtenir en priorité les changements qui contribueront à une croissance viable, sans risquer un effondrement social ou écologique. L'auteur énonce les implications pour le secteur privé.

067. Korten, David. 1987. "Third Generation NGO Strategies: A Key to People-Centered Development." In: Anne Drabek, dir. de pub., *Development Alternatives: The Challenge for NGOs. World Development*, (Supplément), 15: 145-159. Royaume-Uni: Pergamon Journals Ltd. ISSN 0305-750X.

La recherche de solutions à un certain nombre de crises actuelles de développement sera indissociable, en fin de compte, de

l'avènement de la démocratie. Les types de réformes indiqués impliquent des changements institutionnels complexes que les grands bailleurs de fonds officiels ne sont guère en mesure d'entreprendre. Les organisations susceptibles de promouvoir des changements institutionnels et stratégiques doivent donc montrer la voie. Certaines ONG ont démontré qu'elles seraient en mesure de jouer un tel rôle, et bien d'autres pourraient également, si elles le voulaient, d'acquérir les capacités techniques et administratives nécessaires.

Korten, D., voir également 016, 017

068. Kreike, Emmanuel. 1990. **Report to the Senegal agricultural sector analysis: Local communities, renewable natural resources management, and sustainable agriculture in Senegal.** Agence des Etats-Unis pour le développent international, Washington, D.C., 81 p.

Il est suggéré que les ressources naturelles renouvelables peuvent être gérées et maintenues plus efficacement par les communautés locales que par les pouvoirs publics. Le document recommande l'identification, l'évaluation et l'amélioration (par des méthodes scientifiques) des connaissances traditionnelles et des systèmes de gestion des ressources naturelles au Sénégal.

Pour un résultat optimum, les connaissances et les ressources locales doivent être mobilisées par les organisations communautaires - il existe déjà au Sénégal une gamme étendue d'organisations, y compris des conseils ruraux, des groupes ayant des intérêts économiques communs, des ONG locales, des associations villageoises et des groupements de producteurs. L'établissement de régimes de gestion multiples est recommandé, particulièrement en raison de la dispersion des mécanismes de gestion des ressources naturelles. Les structures existantes, qui sont des entités informelles et sous-formelles, doivent servir de point de départ pour le développement de mécanismes de gestion efficaces.

Une recherche de suivi à propos des structures et du fonctionnement des organisations communautaires est essentielle et elle consisterait en une recherche de terrain pour mettre en évidence les structures et procédures informelles.

Larson, J., voir 041
Litvinoff, M., voir 028
MacGarry, B., voir 079

069. Mallya, F., et Talbott, K. 1990. **Constraints and opportunities for building local participation in the Uganda Environmental Action Plan.** Centre pour le développement international et l'environnement de l'Institut pour les ressources mondiales (WRI), Washington, D.C.

A la demande du gouvernement ougandais, une équipe de la Banque mondiale s'est rendue en Ouganda pour aider ce pays dans la formulation de son Plan national d'action environnemental (PNAE). L'équipe s'est employée à identifier les questions et problèmes principaux associés à la préparation du PNAE et à obtenir un accord avec les pouvoirs publics quant aux procédures pour l'élaboration du PNAE ougandais. Plus précisément, cette démarche avait pour but d'identifier les institutions locales susceptibles d'être utilisées efficacement pour obtenir une

participation de la population au processus du PNAE, d'effectuer une évaluation préliminaire des possibilités et des obstacles pour encourager une participation locale au PNAE, et de recommander de nouvelles mesures pour que l'équipe du PNAE encourage une telle participation.

Au nombre des recommandations: mettre au point et administrer un questionnaire pour inclure les préoccupations essentielles des populations locales dans le processus de planification; éviter une concurrence et des doublons inutiles dans le travail des ONG en organisant des ateliers et des séminaires pour les ONG au niveau des districts et à l'échelon national; identifier les communautés ayant toujours des chefs coutumiers, étant donné que les institutions traditionnelles constitueront une filière importante pour une participation plus poussée des populations locales au processus du PNAE; impliquer les gens dans des activités qui leur seront directement profitables du point de vue économique; et renforcer les groupes de femmes et les entités qui se concentrent sur les femmes pour qu'ils soient mieux à même de coordonner les activités des femmes en milieu rural. Ce rapport se veut être une première étape pour la mise au point d'une stratégie efficace, pour mettre à profit d'autres expériences en matière de PNAE et pour impliquer tous les niveaux de la société ougandaise dans la conception d'un plan d'action qui réponde à toutes les priorités et à tous les besoins des populations.

Mako, P., voir 036
Marsden, D., voir 081

070. Martin-Brown, J. et Ofosu-Amaah, W., dir. de pub. 1992. *Proceedings of the Global Assembly of Women and the Environment "Partners in Life"*. Volume I. Washington, D.C.: Programme des Nations Unies pour l'environnement et WorldWIDE Network, Inc., 290 p. + appendices.

Ce rapport est le premier de deux volumes faisant le compte rendu de l'Assemblée mondiale de la femme et de l'environnement, et cherche à appuyer des solutions pratiques pour encourager la participation des femmes à la gestion de l'environnement. Il reprend les principaux discours, les documents de référence, les conclusions des participants, leurs recommandations et plans d'action. Le Volume II contient des comptes rendus détaillés de 218 exemples de réussite (cinquante et un en Afrique) présentés lors de l'assemblée, ainsi que la description du processus d'identification, d'examen et de validation de ces réussites. Les exemples ont été choisis dans toutes les régions du monde et ils démontrent que la dégradation de l'environnement peut être évitée ou qu'on peut y remédier. Ils illustrent aussi la capacité de leadership des femmes et les possibilités pour une gestion environnementale à tous les niveaux de la société.

071. Mathu, Winston. 1985. **A directory of organizations working on tree planting and woodfuel conservation in Kenya.** Energy/Development International, Nairobi, Kenya, 99 p.

Le document fournit une liste des organisations qui s'occupent d'agroforesterie, de la plantation d'arbres et de la conservation du bois de feu au Kenya, en particulier celles qui sont importantes

pour ce qui est des financements, de l'animation ou de la mise en oeuvre. Elles sont divisées en deux catégories: celles qui interviennent à l'échelon national (ou international, mais ayant un impact majeur au niveau national) et les organisations régionales (y compris les organisations nationales et internationales qui n'ont pas pour priorité l'agroforesterie, la plantation d'arbres et la conservation du bois de feu).

Cet annuaire a deux objectifs: premièrement, il fournit des renseignements au travailleur au niveau communautaire pour l'obtention d'une assistance technique et, deuxièmement, il a pour but d'aider les organismes des communautés locales et les ONG en faisait mieux faire connaître leurs programmes respectifs, encourageant ainsi une coopération par un échange d'information, une planification conjointe et un partage de ressources. Soixante-dix-huit organisations figurent dans cet annuaire.

072. McKay, K. L. 1990. **Creating the NRMS database.** Energy/Development International, Washington, D.C., 16 p. + annexes.

La base de données cherche à aider l'USAID et les organisations intéressées à planifier et à évaluer leurs programmes de gestion des ressources naturelles en Afrique. La conception conviviale de la base de données donne accès à des renseignements relatifs aux intervenants en matière de gestion des ressources naturelles en Afrique, et elle facilite la tâche de tous ceux qui veulent se tenir au courant de renseignements de ce genre ou s'informer dans des domaines particuliers en fonction de leurs besoins. C'est un outil utile pour le spécialiste du développement qui se déplace sur le terrain ou qui est chargé de certains domaines - personnel technique, responsables de programmes ou de projets - et pour les gens sur le terrain qui recherchent des organisations particulières à des fins de collaboration.

073. McKay, K. L. et Gow, D. 1990. **Enhancing the effectiveness of governmental and non-governmental partnership in natural resource management.** Energy/Development International et Development Alternatives, Inc., Washington, D.C., 41 p. + annexes.

Les actions pour améliorer la gestion des ressources naturelles en Afrique subsaharienne doivent commencer au niveau communautaire pour pouvoir atteindre les petits exploitants qui constituent quatre-vingt à quatre-vingt-dix pour cent de la population rurale. C'est souvent une tâche difficile pour les grandes agences des bailleurs de fonds et pour les services de vulgarisation des pouvoirs publics qui n'ont souvent pas assez de personnel. On recherche donc de plus en plus des accords de coopération avec les ONG qui ont une solide expérience au niveau communautaire, et qui sont donc bien placées pour répondre aux besoins des agriculteurs. Toutefois, les rapports entre les ONG et les bailleurs de fonds, dans bien des cas, n'ont pas été faciles. Les bailleurs de fonds se plaignent que les ONG sont souvent incapables d'absorber les crédits importants qu'ils voudraient programmer. Pour leur part, les ONG sont mécontentes d'être exclues des processus de planification du développement et de conception de projets, et elles se plaignent que des exigences trop lourdes en matière de comptabilité les obligent à consacrer beaucoup de temps à des activités n'ayant pas trait au développement.

Ce compte rendu se penche sur le rôle des ONG en tant que gardiennes des ressources et il examine les relations entre les ONG et les donateurs dans le domaine de l'environnement, surtout dans la perspective des expériences du Projet d'appui à la gestion des ressources naturelles (NRMS) pour l'Afrique et de la documentation disponible. Des suggestions pratiques sont faites pour renforcer la collaboration entre les bailleurs de fonds et les ONG. Les annexes présentent des études de cas relatives au Cameroun, à Madagascar et au Mali.

074. Morrison, E. et Purcell, R. B., dir. de pub. 1988. *Players & Issues in US Foreign Aid: Essential Information for Educators.* West Hartford, Connecticut: Kumarian Press, 177 p. ISBN 0-931816-55-6.

Ce volume est un guide à l'intention des éducateurs désireux d'incorporer dans leurs programmes d'études des questions ayant trait au développement international. Il couvre les principaux acteurs gouvernementaux et quasi-gouvernementaux (les organismes d'assistance bilatéraux et multilatéraux et les banques multinationales) et le rôle important des ONG dans le développement.

Le guide est divisé en trois parties. La première est constituée de quatre chapitres descriptifs sur les organismes de développement à travers le monde: leurs politiques et les questions qui les entourent. Il est rédigé dans une optique américaine et il met l'accent sur le rôle que jouent les Etats-Unis au sein de ces organismes. La deuxième partie examine le rôle réel et potentiel des ONG (occidentales et locales) dans le développement. La dernière partie regroupe près de cinquante analyses de documents récents consacrés à des questions cruciales pour le Tiers-monde. Ces analyses représentent une large gamme de documents provenant de pays occidentaux et du Tiers-monde mais elles se concentrent essentiellement sur des travaux relatifs à des questions d'intérêt général comme les relations entre les Etats-Unis et les pays en développement, la famine et la pauvreté, l'endettement, la population et l'environnement.

075. Mung'ala, P. et Arum, G. 1991. "Institutional Aspects of Environmental Research and Extension in Kenya: The Department of Forestry and Kenya Energy and Environment Organizations." Agricultural Administration Network Paper 22. Londres: Institut pour le développement outremer, 30 p. ISSN 0951-1873.

Avec en toile de fond une augmentation, ces dix dernières années, des activités de développement environnemental et du nombre des ONG basées sur le terrain au Kenya, la recherche s'est concentrée sur les arbres indigènes des zones arides et semi-arides, l'agroforesterie, et la conservation des sols et des ressources hydrauliques. Tandis que les activités de recherche sont effectuées par l'Institut kényan de recherche forestière (KEFRI), le Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF) et plusieurs autres ONG nationales et internationales, la vulgarisation et la formation des petits exploitants et des associations paysannes en sylviculture et conservation de l'environnement sont assurées par le Ministère de l'agriculture, de l'environnement et des ressources naturelles, et par un nombre important d'ONG.

La première étude de cas retrace le passage de la stratégie 'du sommet à la base' du

Projet de vulgarisation et de boisement du Département des forêts à une autre de la Division des services de vulgarisation forestière plus axée sur le paysan. Les principaux facteurs ayant contribué à ce changement sont: les méthodes de vulgarisation modernes lancées par les bailleurs de fonds bilatéraux et les projets d'ONG, l'augmentation régulière des ressources provenant de projets de boisement et les innovations des ONG en ce qui concerne la méthodologie de la vulgarisation. La deuxième étude de cas décrit les programmes de recherche et de vulgarisation de l'une de ces ONG, l'Association kényane des organisations non gouvernementales en matière d'énergie et d'environnement (KENGO). Bien que la collaboration de celle-ci avec les organisations gouvernementales ait donné des résultat inégaux, quelques succès limités ont été enregistrés, en raison notamment des méthodes de recherche de KENGO qui sont orthodoxes mais peu rigoureuses, de l'avis de certains.

076. Mungate, D. et Mvududu, S. 1991. "Government and NGO Collaboration in Natural Resources in Zimbabwe." Agricultural Administration Network Paper 24. Londres: Institut pour le développent outremer, 39 p. ISSN 0951-1873.

Depuis l'indépendance du Zimbabwe, les politiques et les attitudes du gouvernement envers les ONG, qui étaient initialement hostiles et indifférentes, sont devenues positives et encourageantes. Le premier article de ce volume traite du rôle du Ministère des terres, de l'agriculture et de la réinstallation rurale dans la planification des projets d'ONG pour s'assurer qu'ils soient conformes aux grandes priorités de développement national, et que les services de soutien nécessaires soient disponibles. Bien que la participation des ONG à la structure de planification des pouvoirs publics soit limitée, l'aptitude des ONG à effectuer des activités de recherche et de vulgarisation complémentaires ou nouvelles par rapport à celles des pouvoirs publics est de plus en plus reconnue. En outre, les institutions du secteur agricole public s'orientent également de l'approche traditionnellement axée sur les produits de base et les marchés vers les petits exploitants qui cultivent des terres communales, mais elles se heurtent à des difficultés considérables en raison de leurs ressources limitées. Il y a donc des possibilités d'améliorer la collaboration entre les ONG et les pouvoirs publics en ce qui concerne l'expérience paysanne et la vulgarisation, et la diffusion des résultats de la recherche auprès des communautés rurales.

Le deuxième article porte sur la collaboration entre la Commission forestière et les ONG. Cette collaboration dans l'établissement de pépinières, la formation et la vulgarisation a réussi lorsque les deux parties avaient des objectifs analogues. En matière de recherche, elles partent de bases de connaissances similaires et elles sont censées se renforcer mutuellement. Le Projet de développement agricole de Mutoko est examiné en tant qu'exemple ayant permis des progrès importants pour réduire le fossé entre diverses institutions agricoles et forestières du terrain et pour consolider les organisations paysannes.

077. Musyoka, J., Charles, R.A. et Kaluli, J.W. 1991. "Inter-Agency Collaboration in the Development of Agricultural Technologies at National and District Level in Kenya." Agricultural Administration Network Paper 23. Londres: Institut pour le développement outremer, 35 p.

Ce volume contient trois articles qui illustrent les différents aspects du rôle des ONG dans le développement agricole au Kenya, et la nature de la collaboration entre le gouvernement et les ONG, au niveau national ainsi que dans deux districts. Le premier article montre, à travers l'expérience du Ministère de l'agriculture, l'évolution dans la manière dont les ONG sont perçues par le gouvernement. Jusqu'à présent, la collaboration du ministère avec les ONG s'est limitée pour l'essentiel à des activités de formation et de vulgarisation. Tandis que les ONG n'ont guère eu d'impact majeur sur la recherche du ministère, les domaines nouveaux tels que l'agroforesterie, la foresterie sociale et la recherche sur les cultures et le bétail ont une structure solide mais manquant de ressources. Les ONG sont très présentes sur le terrain dans les régions arides et semi-arides du Kenya qui ont moins attiré l'attention des chercheurs du secteur public. Plusieurs ont également d'importants programmes de recherche en dehors de l'agriculture traditionnelle, notamment dans les secteurs de la culture organique, des fruits de l'endroit et des légumes. La collaboration dans ces domaines pourrait être renforcée, bien qu'il existe des difficultés provenant essentiellement de différences de styles entre le secteur privé et les ONG pour ce qui est de la gestion, des systèmes de récompense, des mécanismes de financement, ainsi que de la manière d'appréhender la recherche.

Les études relatives aux deux districts examinent la nature et l'ampleur des activités des activités agricoles et environnementales, et les institutions qui les exécutent. Il y a eu des interventions considérables des pouvoirs publics, d'organismes internationaux et d'ONG dans les deux districts de Siaya et de Machakos. Les ONG assument nombre d'activités de recherche, de vulgarisation et de formation, et leurs relations avec les pouvoirs publics semblent satisfaisantes. C'est entre les ONG elles-mêmes que les rapports laissent à désirer, en partie parce que l'établissement de contacts individuels prend du temps et qu'il n'existe pas de forum pour une collaboration. Il est souligné que le forum des ONG mis en place autour du Bureau forestier de Nyanza Sud pourrait constituer un modèle utile pour d'autres districts.

078. National Environment Secrétariat (Secrétariat national pour l'environnnement), Egerton University, Clark University et Centre pour le développement international et l'environnement de l'Institut pour les ressources mondiales. 1990. *Participatory Rural Appraisal Handbook: Conducting PRAs in Kenya. Natural Resource Management Support Series*, N° 1. Washington, D.C.: Institut pour les ressources mondiales (WRI), 84 p.

Ce manuel présente une option de remplacement à l'approche conventionnelle 'du sommet à la base' ou de l'approche du photocalque du développement rural, et il se fonde sur des expériences villageoises dans lesquelles les communautés s'emploient efficacement à gérer des ressources naturelles. La méthodologie de l'Evaluation rurale participative (ERP) suppose: une participation populaire qui serait une composante cruciale de la planification de

projets; des techniques maintenues localement, ainsi que des systèmes économiques, politiques et écologiques durables qui seraient déterminants pour inverser le déclin actuel de l'Afrique; et des initiatives réellement durables qui incorporeront des approches que les communautés locales elles-mêmes pourraient gérer et contrôler. Le manuel sert d'introduction au principe et à la méthodologie de l'ERP. Les techniques d'ERP sont déjà utilisées pour mobiliser les communautés et l'aide au développement dans les districts kényans de Machakos, Nyeri, Taita Taveta et Siaya. Bien que l'ouvrage utilise des exemples kényans, l'ERP est applicable à d'autres contextes culturels, socioéconomiques et écologiques en Afrique subsaharienne et dans tout le Tiers-monde.

079. Ndiweni, M., MacGarry, B., Chaguma, A. et Gumbo, D. 1991. "Involving Farmers in Rural Technologies: Case Studies of Zimbabwean NGOs." Agricultural Administration Network Paper 25. Londres: Institut pour le développement outremer, 54 p. ISSN 0951-1873.

Trois ONG du Zimbabwe sont étudiées dans ce document. Les deux premières (l'Organisation des associations rurales pour le progrès (ORAP) et Silveira House) apportent un soutien technique et institutionnel crucial aux organisations locales, tandis que la troisième (Activités pour l'environnement et le développement) se concentre sur des activités environnementales. Cette dernière, ENDA-Zimbabwe, gère un solide programme de recherche dans des domaines jusqu'à présent négligés par le secteur public - notamment les petites graines, les arbres locaux et l'habitat de base. Le programme de recherche d'ENDA est déterminé par une combinaison de divers besoins identifiés localement grâce un processus de planification communautaire, par ses propres priorités et par les priorités régionales.

L'ENDA a travaillé avec succès avec de nombreuses organismes dans la région, y compris le Ministère de l'agriculture. Le lancement du Réseau d'action sémencière (un réseau de quatre ONG qui comprend l'ORAP, Silvera House, l'ENDA et l'Association pour le développement du Manicaland (MDA)) au Zimbabwe, a permis à de nombreuses ONG locales de retirer des avantages mutuels de l'échange de matériel semencier. Toutefois, les différences au niveau technique des membres du réseau ont freiné le processus et l'ENDA assume maintenant davantage un rôle de renforcement institutionnel. En outre, l'ENDA a établi des relations avec les services agricoles du gouvernement, par exemple pour la réalisation d'essais comparatifs sur des varités de maïs à pollinisation ouverte avec des instituts de recherche et des compagnies semencières commerciales.

080. Nyoni, Sithembiso. 1987. "Indigenous NGOs: Liberation, Self-Reliance, and Development". In: Anne Drabek, dir. de pub., *Development Alternatives: The Challenge for NGOs. World Development*, (Supplément), 15: 51-56. Royaume-Uni: Pergamon Journals Ltd. ISSN 0305-750X.

Cet article, qui se fonde sur l'expérience d'une ONG, l'Organisation des associations rurales pour le progrès (ORAP) au Zimbabwe, affirme qu'on peut travailler efficacement avec les pauvres, en commençant au niveau local et en passant ensuite au niveau national et international.

Il met en exergue la nécessité pour la population de comprendre les processus historiques de changement social, politique et économique au niveau de ses communautés. La formation de groupes et d'associations rurales est considérée comme un moyen, pour les populations rurales, d'atteindre l'autosuffisance, d'examiner et de définir des priorités de développement. Ces ONG internationales qui ont pour mission d'aider les pauvres des campagnes doivent oeuvrer de concert avec les groupes locaux, basant leur rôle sur le genre de soutien que demandent les groupes locaux, plutôt que de chercher à promouvoir un 'développementalisme international'.

081. Oakley, P., et Marsden, D. 1989. *Approaches to Participation in Rural Development.* Fifth Impression. Genève, Suisse: Organisation internationale du travail, 91 p. ISBN 92-2-103594-8.

L'acceptation grandissante de la participation comme objectif de développement se traduit notamment par des références de plus en plus nombreuses, dans des documents officiels et des débats sur le développement, à la participation des populations. Il y a cependant un malentendu et une certaine confusion à propos de la signification de cette expression, de ses objectifs et des approches pour encourager une telle participation. Pour éclairir les idées, les auteurs citent: des définitions de la participation; plusieurs obstacles à sa promotion; et des projets et programmes ostensiblement conçus pour renforcer les aspects participatifs.

Deux interprétations de la participation sont mises en parallèle. La première est l'idée largement acceptée que la participation est un facteur de développement qui mobilise les populations, tandis que la seconde considère la participation comme un moyen de permettre aux pauvres des campagnes de jouer un rôle efficace dans le développement rural. Les cinq cas pris en exemple dans ce volume donnent une idée des éléments qui entrent en compte dans le processus de mobilisation. Ces cas montrent aussi de grandes différences pour ce qui est des objectifs initiaux, des méthodes utilisées pour promouvoir l'organisation et la participation, et des résultats obtenus. En conclusion, les auteurs font la synthèse des éléments communs à toute approche participative du développement. Tout en reconnaissant qu'il n'y a pas de mode universel de participation, ils mettent en évidence certains points pour une analyse plus complète de la théorie et de la pratique de l'approche participative du développement rural.

082. Obel, Elizabeth. 1989. "Women and Afforestation in Kenya." In: *Voices from Africa.* N° 1. Genève, Suisse: Service des Nations Unies pour les liaisons non gouvernementales, p. 15-26.

Les groupes de femmes au Kenya rendent un service important et précieux aux communautés locales, en leur fournissant des arbres qui leur donnent du bois de feu, des matériaux de construction, des fruits, de l'ombre et du fourrage pour le bétail. Maintenant que l'on se rend compte de plus en plus que la foresterie rurale est inconcevable sans une participation active des femmes, cet article recommande que les groupes de femmes reçoivent un maximum d'assistance, de soutien, de formation et de conseils en matière de boisement et de techniques agroforestières. Les groupes de femmes ont prouvé qu'ils constituent un moyen efficace de diffusion de la foresterie

rurale et d'autres activités rurales de développement indispensables à une gestion environnementale et à un développement national sains.

083. Ocloo, Vincentia. 1991. **Farmers' participation in extension projects in Africa: Some issues and prospects.** Rapport préparé pour la Division des relations économiques internationales. Banque mondiale, Washington, D.C., 24 p. + appendices.

Cette étude exploratoire sur la participation des agriculteurs à la vulgarisation agricole en Afrique a été commanditée par la Banque mondiale dans le cadre de ses efforts pour s'informer à propos de la participation populaire. Il est noté que les agriculteurs n'ont participé que de façon limitée aux programmes de Formation et de visites (F&V) en Afrique. Même lorsque l'on retient une définition au sens large, la participation des agriculteurs aux programmes de F&V a été faible et inégale à toutes les étapes de l'élaboration et de la gestion des programmes. Un certain nombre de facteurs sont entrés en ligne de compte: le manque de structures organisées, des problèmes inhérents aux attitudes des agriculteurs comme du personnel de vulgarisation, des problèmes en rapport avec l'organisation des programmes de vulgarisation dans le cadre de la F&V, le niveau de compétence du personnel de vulgarisation et le mode de fonctionnement de la Banque.

Le rapport recommande que la Banque entame l'élaboration de mécanismes pour la planification et la mise en oeuvre de programmes de vulgarisation en tenant compte de critères de rentabilité, de durabilité et de sensibilité aux besoins des paysans. Il faudra donc que la Banque appuie des efforts conjoints des institutions gouvernementales pertinentes (y compris les universités), des organisations d'agriculteurs, des ONG et d'autres organismes du secteur privé.

084. OECD (OCDE). 1992. *Directory of Non-Governmental Environment and Development Organizations in OECD Member Countries.* Paris, France: Organisation de coopération et de développement économiques, 409 p. ISBN 92-64-03536-2.

Cet annuaire spécialisé contient des renseignements sur 649 ONG de pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui se spécialisent dans l'environnement et le développement. Les profils des ONG présentées décrivent leurs buts, leur travail d'éducation et leurs actions dans les pays en développement. Des index de références croissées permettent d'avoir accès à des renseignements indiquant 'qui fait quoi et à quel endroit' dans ce domaine.

Cet annuaire qui fournit des détails sur une gamme étendue d'ONG intervenant dans des activités notamment d'éducation en matière d'environnement et de développement est un outil unique et exhaustif pour les praticiens et les planificateurs du développement, ainsi que pour tous ceux qui s'intéressent à l'environnement. Il complète le *Directory of Non-Governmental Development Organizations in OECD Member Countries*, qu'avait publié l'OCDE en 1990.

085. OECD (OCDE). 1990. *Directory of Non-Governmental Development Organizations in OECD Member Countries.* Paris, France: Organisation de coopération et de développement économiques, 708 p. ISBN 92-64-03373-4.

Cette édition remise à jour et améliorée de l'annuaire donne des descriptions concises des objectifs, du travail d'éducation environnementale et des activités de développement de 2.542 organisations non gouvernementales dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Des index de références croissées facilitent l'accès à des renseignements permettant de savoir 'qui fait quoi et à quel endroit' dans le domaine du développement. En documentant un large éventail de ces activités, l'annuaire est un guide unique et exhaustif pour les planificateurs et les praticiens du développement dans le monde entier.

086. OECD (OCDE). 1988. *Voluntary Aid for Development: The Role of Non-Governmental Organizations.* Paris, France: Organisation de coopération et de développement économiques, 154 p. ISBN 92-64-13153-1.

Une approche historique a été adoptée pour présenter des ONG de pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques et leur évolution dans le domaine environnemental jusqu'à présent. L'examen des ONG des pays en développement met l'accent sur les types d'organisations, comme les groupes d'entraide au niveau communautaire et leurs fédérations, les institutions et les organisations qui encouragent et appuient les groupes d'entraide en leur fournissant assistance technique, formation, crédits, etc., et conseils consultatifs d'ONG. Certaines questions sont d'un intérêt particulier pour les activités de développement des ONG: la réproductibilité, le renforcement institutionnel, l'impact, les liens entre le microniveau auquel elles opèrent habituellement et les politiques de développement, et les genres d'évaluation les mieux adaptés aux ONG partenaires dans les pays en développement.

En outre, le rapport donne les résultats de recherches et d'expériences concernant d'autres aspects intéressants à l'heure actuelle, comme le rôle des ONG dans la promotion de technologies appropriées, les 'opérations triangulaires' qui sont recommandées par les ONG pour faire face aux besoins alimentaires de certains pays africains, et les nouveaux instruments financiers qui sont mis au point par les ONG. Les dispositions prises pour institutionnaliser un dialogue entre les ONG et le Comité d'aide au développement de l'OCDE, et pour le cofinancement d'activités de développement des ONG par tous les pays membres sont également passées en revue. Le document résume des recommandations issues de diverses évaluations pertinentes pour les performances des ONG en tant qu'organismes de développement, et l'utilité des programmes et des dispositions actuelles pour une collaboration entre les ONG et le secteur public. Autres points également abordés: la participation des ONG à l'information du public par l'éducation pour le développement et les défis et implications d'une interaction plus poussée entre le secteur bénévole et le secteur public.

Oleson, J., voir 020
Ofusu-Amaah, voir 070

087. Opsal, K. et Talbott, K. 1989. **Rwanda environmental action plan/NGO component**. Compte rendu de mission (27 février - 10 mars 1989). Banque mondiale et Institut pour les ressources mondiales (WRI), Washington, D.C., 17 p. + appendices.

Le document fait un résumé analytique d'entretiens avec des représentants d'ONG au Rwanda lors d'une mission financée par la Banque mondiale et l'USAID. Il se concentre sur la composante ONG de la Stratégie nationale environnementale du Rwanda (SNER/PAE). Les résultats de ce travail de terrain sont précédés par de brèves descriptions du processus SNER/PAE, du cadre institutionnel d'organisations informelles et locales, et du rôle des ONG dans le développement au Rwanda. La conclusion présente des options pour une participation accrue des ONG au SNER/PAE.

088. Osborn, T. 1990. "Multi-Institutional Initiatives to Participatory Technology Development: A Case Study from Senegal." Agricultural Administration Network Paper 13. Londres: Institut pour le développement outremer, 32 p.

La baisse de la pluviométrie au Sénégal signifie que les variétés traditionnellement cultivées par les agriculteurs ne conviennent peut-être plus aux conditions climatiques. Souvent, de nouvelles variétés potentiellement mieux adaptées à ces conditions ont été mises au point par les chercheurs mais elles n'ont pas été convenablement testées au niveau du paysan. L'auteur décrit le travail du Projet semencier paysan pour identifier les exigences variétales de deux des principaux groupes de riziculteurs de Casamance, l'introduction de nouvelles variétés à titre pilote, les modifications des pratiques culturales en découlant et les réactions des agriculteurs. Ce travail particulièrement novateur a permis d'associer des organismes du secteur public et extérieurs à ce secteur pour tester le nouveau matériel.

089. Ostrom, Elinor. 1990. *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge, Royaume-Uni: Cambridge University Press, 280 p. ISBN 0-521-37101-5.

La bonne gestion des ressources naturelles pratiquée en commun par un nombre important de gens suscite un intérêt croissant chez beaucoup d'analystes. Tant le contrôle de l'Etat que la privatisation des ressources sont des solutions qui ont été recommandées mais, ni l'une ni l'autre, n'ont pleinement réussi à résoudre les problèmes afférents à la gestion de ce bien commun. Après une critique des fondements de l'analyse telle qu'elle est appliquée aux ressources naturelles, l'auteur présente un ensemble remarquable de données empiriques pour examiner les conditions qui ont permis - ou n'ont pas permis - de surmonter ou non les problèmes associés à la gestion du patrimoine commun.

L'auteur décrit d'abord les trois modèles les plus souvent utilisés comme point de départ pour recommander des solutions axées sur l'Etat ou le marché. En deuxième lieu, il propose d'autres formules théoriques ou empiriques pouvant se substituer à ces modèles afin d'illustrer la multitude de solutions possibles. Les chapitres suivants font appel à l'analyse institutionnelle pour examiner différentes manières - qui donnent de bons ou de mauvais résultats - de gérer

un bien commun. Par opposition aux propositions de la théorie de la 'tragédie du bien commun', les problèmes relatifs au patrimoine commun sont souvent résolus par des organisations bénévoles, plutôt que par d'Etat qui impose ses volontés. Parmi les cas envisagés figurent l'administration communale des pâturages et des forêts, les associations d'irrigation, d'autres droits d'accès à l'eau, et les pêches.

090. Otto, Jonathan. 1992. **How does your garden grow: An inquiry into NGO promotion of dry season agriculture in Niger.** *The Impact Reports of the PVO/NGO Initiatives Project.* DATEX, Inc., Washington, D.C., 21 p.

Les OPB américaines et les ONG nigérianes, ainsi que leurs activités à l'appui du maraîchage, sont au centre de cette étude. Celle-ci souligne les divers types de relations que les OPB et les ONG utilisent pour soutenir le maraîchage qui est la spécialité de nombreuses ONG au Niger et qui se trouve à la croisée de leurs actions dans les domaines de la gestion des ressources naturelles, de la sécurité alimentaire, de la santé et de la nutrition, des technologies appropriées, des petites entreprises et du développement communautaire. Appuyer l'agriculture intensive de contre-saison est une intervention de développement qui est techniquement et financièrement à la portée de la plupart des ONG, comme en atteste l'exemple du Niger.

La première partie de cette étude traite de l'environnement politique, écologique et organisationnel des ONG et du maraîchage au Niger. Elle est suivie d'une série de mini-études de cas qui examinent les principaux aspects de divers efforts en faveur du maraîchage. La dernière partie évalue l'impact des ONG, le rôle de la collaboration, des observations concernant l'avenir et elle propose des suggestions pour améliorer les interventions dans ce secteur.

091. Otto, J., et Drabek, A. 1992. **Designs for collaboration: A study of PVO/NGO umbrella projects in Africa.** *The Studies of the PVO/NGO Initiatives Project.* DATEX, Inc., Washington, D.C., 142 p. + appendices.

Cette étude fait le bilan des résultats obtenus ces derniers temps en Afrique par des projets-parapluie OPB/ONG, avec le concours de l'USAID, pour: documenter la pluralité d'approches possibles, identifier les aspects des projets qui ont réussi, échoué ou n'ont pas bien marché, et jeter des bases pour l'élaboration de stratégies en liaison avec ce mécanisme de financement. L'objectif est de permettre à l'USAID et à ses partenaires au sein de la communauté des OPB/ONG d'améliorer leur efficacité dans le cadre de projets-parapluie, présents et futurs, et d'appliquer les leçons apprises à d'autres formes de collaboration USAID/OPB/ONG.

L'étude conclut que les projets-parapluie sont un mécanisme souple pour étendre les opérations des OPB/ONG, améliorer leurs capacités et ouvrir des possibilités qui permettrait à l'USAID de coopérer avec des groupes bénéficiaires difficiles à atteindre par d'autres approches de programmation. Les aspects conception et collaboration qui affectent l'efficacité et limitent les possibilités des projets-parapluie occupent une place importante dans l'analyse.

092. Otto, Jonathan. *et al.* 1988. **Natural Resource Management Support (NRMS) Project: Final report on support to PVOs/NGOs in Africa in natural resource management in Sub-Saharan Africa.** Institut international pour l'environnement et le développement, Institut pour les ressources mondiales (WRI), Washington, D.C. 58 p.

Cette étude cherche à fournir des recommandations pour la gestion et la conception du mécanisme permettant de décaisser les fonds du Projet d'appui à la gestion des ressources naturelles (NRMS) pour renforcer les OPB américaines et les ONG du domaine de la gestion des ressources naturelles par la prestation de services techniques et de formation. Les principales conclusions de cette étude, ses suggestions pour la conception et ses recommandations de gestion sont présentées en détail dans le rapport.

093. PACT. 1990. **Partnership and popular participation in natural resource management in the Sahel.** Compte rendu relatif sur la Conférence à Levis, Québec, 13-16 novembre 1990. Private Agencies Collaborating Together, Inc., Washington, D.C., 13 p.

La conférence avait pour but d'examiner des thèmes de développement particuliers et de soumettre des suggestions à la suite de la Table ronde de Ségou (Mali, 1989). Cette table ronde avait eu une incidence certaine sur les pays donateurs faisant partie du Club du Sahel, ainsi que sur les membres bénéficiaires du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), mais elle avait eu un impact moindre sur la communauté plus large des ONG. Toutefois, cette réunion, et celle ultérieure d'Arusha (Tanzanie, février 1990) étaient importantes dans la mesure où elles ont mis l'accent sur des sujets essentiels pour l'avenir du processus de développement en Afrique.

Pour étoffer les progrès accomplis lors de ces réunions, Private Agencies Collaborating Together (PACT) et Solidarité Canada Sahel (SCS) ont pris l'initiative d'organiser cette conférence pour les ONG sahéliennes, américaines et canadiennes, pour l'USAID et l'Agence canadienne de développement international (ACDI). PACT et SCS ont ainsi fourni un forum qui a permis aux ONG de décrire et d'analyser leurs partenariats, et de mettre au point des principes directeurs qui inspireraient et amélioreraient leurs relations futures. Le rapport de synthèse reflète les évaluations des participants à la conférence et démontre l'importance d'avoir des discussions sur la dimension stratégique de la gestion des ressources naturelles afin de pouvoir établir un partenariat. La décentralisation administrative, la gestion territoriale et la participation populaire sont également traitées dans ce compte rendu. Il comprend aussi des résumés de communications, les conclusions de la conférence et des recommandations générales des participants.

094. Paul, Samuel. 1988. "Governments and Grassroots Organizations: From Co-Existence to Collaboration". In: J.P. Lewis, dir. de pub., *Strengthening the Poor: What Have We Learned?*. New Brunswick, New Jersey: Transaction Books, p. 61 à 71.

Les pays en développement peuvent suivre des stratégies institutionnelles très différentes pour éliminer la pauvreté. Tandis que certains étaient très tributaires du marché pour promouvoir la croissance et

atténuer la pauvreté, d'autres ont largement eu recours à des interventions du secteur public et aux hiérarchies publiques. Ces dernières années, on a assisté à un regain d'intérêt, chez plusieurs donateurs et parmi les pays en développement, pour les organisations du niveau communautaire considérées comme étant le moyen de choix pour donner plus de poids aux pauvres. Les groupes communautaires, les ONG, les coopératives et les organismes des collectivités locales appartiennent tous à cette catégorie.

Les organisations communautaires sont souvent issues d'initiatives locales et, dans de nombreux pays, de tels groupes font partie intégrante de la tradition sociale. Par contre, les ONG tendent généralement à être des 'intervenants' externes pouvant notamment créer et appuyer de tels groupes communautaires. Les coopératives peuvent avoir des origines locales ou découler d'initiatives des pouvoirs publics ou d'ONG. Les collectivités locales sont généralement des entités élues, habilitées par l'Etat à exécuter des fonctions locales particulières. Toutes ces organisations communautaires appuient l'action collective par la participation des populations locales. Les défenseurs de l'option institutionnelle au niveau communautaire ont généralement des doutes quant à la capacité du marché et de l'Etat central de réagir efficacement aux défis de la lutte contre la pauvreté.

095. Paul, S. et Israel, A., dir. de pub. 1991. *Non-Governmental Organizations and the World Bank: Cooperation for Development. World Bank Regional and Sectoral Studies*. Washington, D.C.: Banque mondiale, 162 p. ISBN 0-8213-1924-8.

Ces dernières années, les ONG sont devenues des éléments beaucoup plus visibles et puissants sur la scène du développement international. Elles ont non seulement défendu et financé les causes de la protection de l'environnement, de l'atténuation de la pauvreté et autres préoccupations sociales, mais elles ont aussi milité activement dans ces domaines ainsi que dans d'autres. Avec l'avènement d'une collaboration entre les ONG des pays industrialisés et des pays en développement pour des initiatives de développement, un schéma nouveau et crucial d'interactions se dessine entre les ONG et les autres agents de développement.

Dans les pays du Tiers-monde, les ONG commencent à travailler avec les pouvoirs publics, alors que, au plan international, les donateurs bilatéraux et multilatéraux collaborent de plus en plus avec les ONG. En raison de la relative nouveauté de ce phénomène, il reste beaucoup à apprendre quant à la nature de ces interactions, leur déroulement et leurs résultats. Dans ce contexte, le livre s'efforce de faire le bilan de la coopération de la Banque mondiale avec les ONG ces dernières années, surtout compte tenu de l'évolution du rôle des ONG en matière de développement. Le livre reprend une série de documents sur le rôle et les limitations des ONG dans ce domaine. Il fait la synthèse ce que sont les ONG à l'échelle mondiale - et de ce qu'elles pourraient accomplir dans le processus de développement -, tout en analysant

l'expérience de travail d'un organisme international de développement, la Banque mondiale, avec les ONG.

096. Peuker, Axei. 1990. **Debt-for-nature swaps**. Banque mondiale, Washington, D.C.

Examen de certaines questions importantes en rapport avec la conversion de dettes en investissements pour l'environnement. Bien que cette formule ne soit pas un remède miracle pour l'endettement ou les problèmes écologiques, elle peut être attrayante pour les ONG des pays tant créanciers que débiteurs. Le concept d'échange 'dette/nature' est présenté, ainsi qu'une description de quelques exemples. En outre, deux transactions entreprises à Madagascar sont présentées en détail, de même que leurs avantages pour les diverses parties concernées. L'auteur s'intéresse aussi au rôle d'organismes multilatéraux de développement pour la promotion de tels échanges.

S'il est vrai que les avantages et les motivations ne sont pas les mêmes pour tous les intervenants, il y a dans l'ensemble de bonnes raisons économiques, politiques et publicitaires de vouloir effectuer de telles opérations. Les ONG en sont les principaux bénéficiaires. Les pays créanciers peuvent s'en servir comme mécanismes pratiques pour amener le public à accepter des allégements de dettes officielles, tout en contribuant à la préservation d'écosystèmes fragiles qui sont souvent d'une importance mondiale. Pour leur part, les pays débiteurs peuvent ainsi attirer des fonds supplémentaires qu'ils peuvent utiliser pour des activités environnementales conformes à leurs intérêts à long terme. Les organismes multilatéraux de développement pourraient servir d'intermédiaire et fournir des renseignements et une assistance technique à propos de conversions de dettes en investissements écologiques.

Purcell, R.B., voir 74

097. Resch, T., Gulick, F. et Catterson, T. 1986. "Analysis of PVO Activities in Africa in the Area of Natural Resources/Environment/Agriculture: A Review of Current Situation." Communication présentée lors d'un atelier intitulé La gestion des ressources naturelle comme point de départ pour un développement durable en Afrique: un séminaire de recherche sur le rôle des organisations privées, non gouvernementales, Washington, D.C., 21 mars 1986. Washington, D.C.: Service de recherche du Congrès, 10 p.

Pour trois raisons - la sécheresse qu'a connue le Sahel de 1968 à 1974, puis au début des années 80; une plus grande sensibilisation au niveau national; et l'augmentation de l'aide à l'Afrique - les ONG sont devenues d'importants acteurs dans la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, ainsi que dans l'agriculture. Cette étude passe en revue quatre catégories d'ONG privées: les organisations bénévoles privées de développement international qui sont basées aux Etats-Unis, les ONG autochtones, les organisations de défense de l'environnement qui sont sises aux Etats-Unis et ont des programmes internationaux, et d'autres organisations privées qui s'intéressent au développement international.

Bien qu'ont ait des preuves des atouts institutionnels fondamentaux de ces organisations pour promouvoir un développement rural écologiquement

durable, il y a aussi le risque qu'un apport massif d'assistance sur une brève période puisse entraîner un gaspillage de ressources qui sont limitées (on l'a vu lorsque l'aide au développement dépassait les capacités d'absorption des gouvernements de l'Afrique sèche). Donc, les activités de la communauté du développement en conjonction avec des ONG doivent être mesurées et réfléchies.

098. Ross, Bruce. 1987. **Support for technology transfer to NGOs and PVOs promoting forestry and agroforestry in Africa.** Document conceptuel. Energy/Development International, Washington, D.C., 35 p. + appendice.

Les OPB/ONG gèrent plus d'un quart des activités de plantation d'arbres sous l'égide de l'USAID en Afrique, et on estime que la mise en oeuvre du Plan d'appui à la gestion des ressources naturelles en Afrique subsaharienne (PNRM) s'accompagnera d'un accroissement des investissements forestiers de l'USAID et d'un plus grand recours de celle-ci à des OPB/ONG pour la prestation d'une assistance technique. Dans ce contexte, cette étude fait des recommandations pour un plan d'action en liaison avec le transfert de la technologie agroforestière qui serait exécuté soit dans le cadre du Projet d'appui à la gestion des ressources naturelles (NRMS) au sein du Bureau Afrique de l'USAID, soit au niveau des Missions de l'USAID, par le biais du plan de ce Bureau en faveur de la gestion des ressources naturelles en Afrique subsaharienne.

L'explication détaillée du transfert de la technologie agroforestière qui est donnée devrait servir à la formulation de la composante 'appui aux OPB' du Projet PNRM. Le rapport fait également des suggestions concrètes pour des actions au sein de projets et programmes de gestion des ressources naturelles au niveau des Missions de l'USAID.

099. Ross, B. et Getahun, A. 1987. **Support for technology to NGOs and PVOs promoting forestry in Africa.** Document conceptuel. Energy/Development International, Washington, D.C.

Cette étude cherche à faciliter le développement d'interventions de l'USAID en réponse aux besoins de transfert de technologie des projets d'ONG et d'OPB. Etant donné que les mécanismes existants sont insuffisants, l'USAID devrait créer le poste de facilitateur du transfert de technologie. Ces facilitateurs seraient chargés notamment d'ateliers, de bulletins, d'échanges d'information, de la promotion d'une planification exhaustive des transferts de technologie et de la surveillance de leur mise en oeuvre. En outre, les OPB/ONG ne seront vraisemblablement pas en mesure d'élaborer des transferts de technologie satisfaisants sans une intervention de l'USAID ou d'autres donateurs. Le transfert de technologie devrait donc se faire sur une base nationale et impliquant plusieurs pays, plutôt qu'en fonction de zones écologiques. Il faut ajouter à cela que les transferts de technologie vers les promoteurs de la foresterie paysanne en Afrique ne se font pas convenablement car la plupart des conditions nécessaires pour ce transfert ne sont pas réunies.

Ces conditions sont les suivantes: des gens ayant des connaissances et qui sont compétents, en amont et en aval du transfert; la participation d'un facilitateur qui comprenne la démarche du transfert, le

marché de la technologie et ses produits, et les contraintes et possibilités qui ont une incidence sur les autres intervenants; la participation des utilisateurs et d'agents de transfert pour décider des technologies à transférer, ainsi que pour planifier le déroulement du transfert; et des démonstrations dans des contextes matériels, sociaux et financiers où les ressources seraient suffisantes pour faciliter le transfert de technologie jusqu'à ce que ce processus puisse se financer de lui-même.

100. Shaikh, Asif, dir. de pub. 1989. **The Segou Roundtable on local level natural resources management in the Sahel.** Compte rendu relatif à la Table ronde de Ségou, Mali, 22-27 mai 1989. Energy/Development International, Washington, D.C., 27 p. + appendices.

Ce compte rendu fait suite à une réunion conjointe sous l'égide du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et du Club du Sahel au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en 1989, pour permettre aux groupes locaux, aux gouvernements et aux organisations internationales (bailleurs de fonds du secteur public et OPB) de procéder à un échange de vues sur la gestion des ressources naturelles dans le Sahel. Le document raconte le déroulement de la Table ronde de Ségou, il évoque les événements qui ont conduit à la réunion, les participants et les discussions en sous-groupes.

Huit principes qui, s'ils étaient appliqués, créeraient les conditions nécessaires pour une gestion durable des ressources naturelles dans le Sahel, ont été établis: une augmentation des investissements pour la remise en état des terres, une plus grande participation des communautés locales à la gestion des ressources, une gestion décentralisée pour davantage d'efficacité, un système foncier plus fiable, des investissements locaux accrus grâce à des crédits locaux et à la mobilisation de l'épargne, une plus grande participation des femmes, des progrès dans l'échange d'information et une stabilisation du déséquilibre entre la croissance démographique et les capacités de production. La fin du document explique comment la Déclaration de Ségou a redéfini les priorités en matière de gestion des ressources naturelles au Sahel, et les efforts de suivi qui sont nécessaires pour que Ségou ait un impact sur le terrain.

Singer, A., voir 018
Singh, R., voir 055

101. Smith, Brian, H. 1987. "An Agenda of Future Tasks for International and Indigenous NGOs: Views from the North." In: Anne Drabek, dir. de pub., *Development Alternatives: The Challenge for NGOs. World Development*, (Supplément), 15: 87-93. Royaume-Uni.: Pergamon Journals Ltd. ISSN 0305-750X.

Il existe des différences d'opinions au sein du réseau des ONG à propos de questions critiques qui affecteront à l'avenir la répartition des rôles entre ONG internationales et locales. Un point de vue (très répandu dans le Sud) est qu'il faudrait confier aux ONG locales davantage de responsabilités dans l'affectation des ressources, l'approbation des projets et la surveillance de routine. Une autre idée (dominante dans le Nord) est qu'il faudrait professionnaliser davantage la gestion institutionnelle, les méthodes d'évaluation et de compte rendu, et fournir un soutien

financier plus important pour les projets envisagés dans le Sud. Les ONG internationales sont soumises à des pressions grandissantes de la part de leurs opinions publiques qui réclament des améliorations sur ces fronts. A leur tour, elles font pression sur les ONG locales pour qu'elles coopèrent afin de relever ces défis. Elles estiment que la décentralisation de l'autorité au sein du réseau des ONG ne suffira pas, à elle seule, pour y parvenir.

102. Smuckler, R.H., Berg, R.J. et Gordon, D.F. 1988. *New Challenges, New Opportunities: U.S. Cooperation for International Growth and Development in the 1990s*. East Lansing, Michigan: Centre d'études supérieures pour le développent international, Michigan State University, 40 p.

Le rapport a pour point de départ un projet national organisé par la Michigan State University pour étudier les politiques des Etats-Unis en matière de coopération économique avec le Tiers-monde dans les années 90, et pour fournir des recommandations à cet égard. Trois objectifs essentiels sont identifiés - une croissance aux larges assises, une lutte efficace contre la pauvreté et l'arrêt de la destruction de l'environnement - qui exigent un réexamen et un recentrage des politiques et programmes américains dans le domaine du développement, car on considère de plus en plus que l'accomplissement de progrès dans le Tiers-monde est important pour les Etats-Unis. Alors que les pays en développement, pris individuellement, présentent des défis différents, les auteurs soulignent la nécessité d'évoluer vers une stratégie de coopération avec les pays qui progressent rapidement, alors que, dans le cas des pays moins développés, il conviendrait de maintenir l'aide, tout en préparant le terrain pour des modes nouveaux de coopération qui seraient appliqués ultérieurement.

Des recommandations spécifiques sont faites dans la perspective de ces objectifs et pour une redéfinition de la coopération américaine qui exigerait des actions dépassant de loin les possibilités de toute agence américaine prise individuellement - ces actions dépasseraient le cadre de la politique internationale et elles amélioreraient la coordination des ressources nationales. Pour mettre au point de nouveaux modes de coopération, il faut faire la distinction entre les fonds de développement et ceux de l'aide politique et militaire à court terme, ce qui permettra aux tenants du développement durable de consolider leurs positions. Le rapport indique que les programmes américains devraient évaluer davantage les leçons de la communauté des ONG pour aider à définir les programmes et politiques futurs des Etats-Unis.

103. Staudt, Kathleen. 1991. *Managing Development: State, Society and International Contexts*. Londres: Sage Publications, 282 p.

Ce livre fait la synthèse de nombre de facteurs différents qui influent sur les attitudes, cultures, styles et approches des institutions qui s'intéressent au développement. Il regroupe de nombreux commentaires et critiques au sujet de ces institutions - locales, nationales, internationales et ONG. Il examine d'abord les contextes: les concepts de base en fonction de divers points de vue, les aspects culturels et les aspects politiques. La deuxième partie est consacrée aux

institutions mentionnées plus haut. Enfin, les problèmes particuliers associés à la gestion du développement sont soulignés tout au long du livre, mettant en évidence quelques unes des faiblesses les plus manifestes du développement de deux secteurs qui appellent à des interventions, à savoir l'agriculture et la santé.

104. Stremlau, Carolyn. 1987. "NGO Coordinating Bodies in Africa, Asia, and Latin America." In: Anne Drabek, dir. de pub., *Development Alternatives: The Challenge for NGOs. World Development*, (Supplément), 15: 213-225. Royaume-Uni: Pergamon Journals Ltd. ISSN 0305-750X.

Les ONG, les gouvernements et les organismes internationaux d'assistance qui s'efforcent de voir comment renforcer les capacités des ONG se tournent de plus en plus vers des mécanismes de coordination des ONG. Ces organisations par adhésion assument diverses fonctions pour les ONG, servant notamment de forum, fournissant des services, facilitant le contact entre les pouvoirs publics et les ONG, et allouant des fonds des donateurs à divers projets d'ONG. La plupart de ces entités de coordination sont des organisations relativement nouvelles, qui sont encore en train de définir leurs rôles et leurs fonctions. Au fur et à mesure qu'elles se développent, elles doivent trouver un juste milieu entre les besoins de leurs membres et les attentes des gouvernements et des donateurs.

Talbot, L., voir 41

105. Talbott, Kirk. 1988. **Report on PVO/NGO survey for West Africa: IIED/USAID/NRMS Project.** Institut international pour l'environnement et le développement de Institut pour les ressources mondiales (WRI), Washington, D.C., 39 p.

Résumé d'entretiens qui ont eu lieu en Afrique de l'Ouest avec des Missions de l'USAID, des représentants d'OPB américaines et d'ONG connaissant bien les stratégies et actions d'appui à la gestion des ressources naturelles (NRMS) qui sont pertinentes pour l'initiative NRMS du Bureau Afrique de l'USAID. Le document récapitule l'échange d'information qui s'est produit lors de ces entretiens avec les représentants des différents pays. En décrivant les résultats de l'enquête effectuée auprès d'un certain nombre d'OPB/ONG en Afrique de l'Ouest, le rapport s'intéresse aux catégories suivantes de renseignements concernant à la fois les OPB américaines et les ONG africaines: les résultats obtenus, les expériences particulières de gestion des ressources naturelles, l'intégrité financière et professionnelle, l'intérêt suscité par le projet et les besoins d'assistance technique en résultant, et les avantages que l'organisation peut offrir pour la gestion de projets. Le document contient aussi certains jugements de valeur à propos d'organisations particulières, des mécanismes généraux de NRMS et des possibilités de faire appel aux réseaux existants d'OPB/ONG.

106. Talbott, K. et Furst, M. 1991. **Ensuring accountability: Monitoring and evaluating the preparation of National Environmental Action Plans in Africa.** Centre pour le développement international et l'environnement; et Institut pour les ressources mondiales (WRI), Washington, D.C., 17 p.

Analyse exhaustive des plans nationaux d'action environnementaux (PNAE) en Afrique. Soulève aussi divers points et questions en rapport avec le besoin de surveillance et d'évaluation de ce processus. Jusqu'à présent, il y a peu de documents sur la manière d'évaluer les progrès dans la préparation des plans nationaux d'action pour l'environnement. Il est difficile d'appliquer à un tel processus des données solides, des indicateurs mesurables et des critères totalement objectifs. Pour obtenir un certain niveau de responsabilité, il faut disposer d'un système efficace de surveillance et d'évaluation de la préparation et de la mise en oeuvre ultérieure des PNAE. Le document fait quelques suggestions pour aider les responsables de PNAE à surmonter les difficultés auxquelles on se heurte dans la difficile tâche consistant à formuler un PNAE participatif, intersectoriel et à long terme. En outre, il soulève des questions cruciales et suggère certains indicateurs et critères se rapportant à la mesure, à la surveillance et à l'évaluation rétrospective des objectifs déclarés du processus de PNAE.

Talbott, K., voir également 069, 087
Tall, M.M., voir 108
Tanjong E., voir 001

107. Thomas-Slayter, B., Kabutha, C. et Ford, R. 1991. **Traditional village institutions in environmental management: Erosion control in Katheka, Kenya.** *From the Ground Up Case Study Series*, N° 1. Washington, D.C.: Institut pour les ressources mondiales (WRI).

Les résidents de la *Katheka Sublocation*, dans le district de Machakos, au Kenya, ont participé par deux fois à la construction de terrasses en plateau pour lutter contre l'érosion et pour stabiliser la production agricole. Alors que la première expérience avait été imposée, qu'elle s'était heurtée à des résistances et qu'elle avait été abandonnée, la deuxième a fait appel à des groupes bénévoles traditionnels. Ils ont construit plus de 20 km de terrasses, et le travail se poursuit. Sachant bien que les familles, prises individuellement, n'ont pas les connaissances nécessaires pour enrayer la dégradation des ressources naturelles dans le secteur, les groupes d'entraide *mwethya* ont été redynamisés et mobilisés. Ces groupes qui antérieurement avaient prêté main forte à la communauté lors de catastrophe ont donc été choisis pour être la force sociale motivante de la construction de terrasses. Ils étaient essentiellement constitués de femmes, ce qui est conforme à leur rôle traditionnel dans le développement agricole et la gestion des ressources.

Le rôle dirigeant de ces groupes est considéré comme déterminant. Leurs membres organisent des réunions, tiennent la comptabilité, répartissent les tâches entre individus et groupes, fixent des quotas pour les gens, établissent des systèmes de rotation entre les membres, apportent leur médiation à des conflits en rapport avec l'utilisation des ressources et les activités y afférent, et introduisent de nouvelles techniques de

conservation et de commercialisation. Les groupes *mwethya* ont bénéficié de l'appui et de l'encouragement des responsables villageois traditionnels, gouvernementaux et non gouvernementaux. Le chef adjoint est particulièrement important dans ces rapports: il organise le débat public au sujet des priorités de la communauté, il fait l'éloge du travail accompli par les groupes, il informe la communauté des progrès réalisés par le projet et il facilite la communication entre les villageois et les institutions extérieures. Les villageois et les groupes *mwethya* se heurtent à une force extérieure pour le contrôle d'une ressource essentielle: l'eau. En effet, les entreprises en bâtiment de Nairobi, munies d'autorisations en bonne et due forme, draguent le sable des lits des rivières, ce qui réduit la capacité de rétention de l'eau et affaiblit les terrasses. Cette étude montre comment les populations rurales du Kenya peuvent se mobiliser lorsqu'elles doivent faire face à des entreprises riches, associées à l'élite politique.

108. Thomson, J.T. et Tall, M.M. 1991. **Non-centralized provision of public services and governance and management of renewable natural resources in contemporary Mali.** Volume I, Rapport final. *Studies on Decentralization in the Sahel.* Associates in Rural Development, Inc., Burlington, Vermont, 14 p. + appendices.

Ce volume résume les résultats des études effectuées au Mali à l'invitation du gouvernement de ce pays et sous les auspices du Club du Sahel et du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS). Le rapport met l'accent sur les stratégies qu'adoptent les populations locales pour fournir des services publics et pour maintenir les ressources renouvelables indispensables à leur survie dans un lieu donné. Alors que certaines de ces stratégies sont typiques de la région, les autres sont le résultat d'une collaboration continue et d'un travail en commun avec des techniciens de l'Etat, des employés de projets et des agents d'ONG.

De nombreuses communautés locales mobilisent d'importantes ressources (main-d'oeuvre, matériaux et argent liquide) et de telles initiatives illustrent les capacités et les limites de ces entités pour la prestation de services publics, le contrôle et la gestion des ressources naturelles renouvelables (RNR). Ces initiatives mettent aussi en évidence l'impact des institutions, des règlements et des pratiques au niveau national sur les efforts locaux pour la prestation de services, le contrôle et la gestion des RNR. Le rapport, après un examen des résultats et des conclusions de recherches appliquées, formule plusieurs suggestions pour des activités de suivi.

Thomson, J.T., voir aussi 036

109. Treville, Diana de. 1990. **An assessment of the prescriptive revegatation project encompassing site visits in Senegal, Mali and Burkina Faso.** Institut international Winrock pour le développement agricole, Morrilton, Arkansas, 28 p. + appendices.

Cette étude effectuée pour le Conseil de la science et la technologie pour le développement international (BOSTID) au sein du Conseil national de recherche évalue les résultats du Projet indicatif pour la restauration du couvert végétal. Ce projet a pour but d'aider le BOSTID à entreprendre

un programme de distribution de semences et d'évaluation des espèces au Sahel. L'activité doit permettre un approvisionnement satisfaisait en semences des chercheurs du Sahel et d'autres régions semblables pour des essais sur des variétés.

Dans ce programme, le BOSTID cherche à identifier les espèces qui donneront de bons résultats en milieu aride et semi-aride, et à partager cette information, ainsi que du plasma germinatif, avec d'autres institutions et organisations (dont des ONG) qui interviennent dans la multiplication, le stockage et la distribution de plasma germinatif. Une réorientation majeure de la recherche serait en cours pour mettre l'accent sur la gestion des ressources naturelles, la foresterie et l'agroforesterie. Cette évolution tiendrait à une conviction de plus en plus ferme qu'il faut sérieusement réévaluer les types et les méthodologies des recherches utilisés jusqu'à présent. Le rapport présente en détail des recommandations qui sont en phase avec ce changement.

110. Treville, Diana de, dir. de pub. 1990. **Research-client linkages: The role of NGOs in agroforestry and natural resource management technology development and transfer with case studies of Winrock projects from Sudan - Senegal - Kenya**. Document de travail. Centre d'études pour le développent, Institut international Winrock pour le développement agricole, Morrilton, Arkansas.

Présente une vue d'ensemble du sujet, puis une analyse des avantages de liens de collaboration entre les ONG et les établissements de recherche. Le document examine brièvement ce qu'on peut attendre de chacun des trois groupes d'intervenants: les ONG, les établissements de recherche et les clients de la recherche. Une étude comparative et une matrice sont préparées à partir de trois études de cas de projets de Winrock. Enfin, des recommandations pour des actions futures sont présentées. Les exemples fournis sont tirés d'un certain nombre de projets en Afrique sub-saharienne et dans le Sahel qui comportent des volets de recherche en agroforesterie et/ou en vulgarisation que connaissent les auteurs pour les avoir évalués ou pour avoir participé à leur mise en oeuvre.

111. Twose, Nigel. 1987. "European NGOs: Growth or Partnership?." In: Anne Drabek, dir. de pub., *Development Alternatives: The Challenge for NGOs. World Development*, (Supplément), 15: 7-10. Royaume-Uni: Pergamon Journals Ltd. ISSN 0305-750X.

Traite d'un certain nombre de dilemmes auxquels se heurtent les ONG européennes aujourd'hui, en particulier celles qui travaillent en Afrique. Au nombre de ces dilemmes figurent les tensions qui accompagnent constamment les activités de collecte de fonds, le rôle que les ONG jouent actuellement, compte tenu de plusieurs facteurs: l'importance croissante accordée aux stratégies de développement du secteur privé, la nature de l'interaction entre les ONG du Nord et les pays moins avancés (PMA), y compris le lien entre les activités des ONG et les plans officiels de développement, et la position des ONG du Nord par rapport aux ONG du Sud et aux populations cibles. L'auteur souligne que les ONG européennes doivent faire un plus gros effort pour rallier, parmi les classes éduquées, des soutiens en faveur du développement.

112. UNDP (PNUD). 1992 **Progress report on the Africa 2000 Network.** Programme des Nations Unies pour le développement, New York, 29 p.

Ce document, qui est le rapport annuel du Réseau Afrique 2000, examine brièvement les structures et le fonctionnement dudit réseau, et présente sous une forme succincte les recommandations faites par le Groupe consultatif du réseau et par l'évaluation à mi-parcours. La partie suivante décrit les progrès accomplis par les programmes en 1991, mettant en exergue notamment le lien entre l'approche adoptée et les activités. Tous les changements qui ont eu lieu, tant dans les structures du Réseau que dans le choix des activités financées, découlent des principes fondamentaux de cet organisme.

Le Réseau cherche, d'une part à aider les communautés dans leurs efforts pour mettre en oeuvre un développement durable respectueux de l'environnement, et d'autre part il encourage l'établissement de réseaux pour faciliter l'échange d'expériences entre communautés vivant dans des conditions semblables, et permettre à ces communautés d'avoir accès au soutien technique dont elles ont besoin. Enfin, le rapport contient un bilan pour l'année civile 1991, qui examine les perspectives d'avenir du Réseau.

113. UNDP (PNUD). 1991. **Project summary report 1989-1990.** Compte rendu du Réseau Afrique 2000. Programme des Nations Unies pour le développement, New York, 52 p.

Le Réseau Afrique 2000 a commencé son programme de terrain en 1989 et il couvre actuellement un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest. Il apporte son concours à des activités issues de la population elle-même, surtout des activités auxquelles les gens accordent une haute priorité dans leur existence de tous les jours, dans leur vie sociale et économique. Ces initiatives devraient conduire à la protection de l'environnement et à promouvoir un développement durable.

Au 31 décembre 1990, le Réseau avait financé 105 projets - quatre-vingt-cinq d'entre eux impliquaient directement environ 820 communautés villageoises. Les autres étaient des projets de formation, ou des projets régionaux qui concernaient plusieurs communautés. Les projets appuyés par le Réseau portaient sur les domaines suivants: boisement, gestion de l'eau et des sols, conversation des produits agricoles et formation. Ce rapport sommaire contient une description, pays par pays, de projets qui bénéficient d'un concours du Réseau.

114. UN/NGLS (NU/SLNG). 1990. *Environment and Development Newssheet.* N°s 5, 6 et 7. Genève, Suisse: Service des Nations Unies pour les liaisons non gouvernementales.

Ces fiches d'information du rapport de novembre 1990 du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) mettent l'accent essentiellement sur les liens entre deux problèmes cruciaux de notre monde aujourd'hui: environnement et développement. Bien qu'elles soient de dimension modeste, elles représentent une étape importante vers la reconnaissance du rôle des ONG comme partenaires privilégiés de toute forme de développement véritablement participatif.

115. UN/NGLS (NU/SLNG). 1990. *Voices from Africa: NGOs and Grassroots Development*. N° 2. Genève, Suisse: Service des Nations Unies pour les liaisons non gouvernementales, 114 p.

Cette publication contient dix articles de militants d'ONG de différents pays africains, organisés autour du thème du rôle des ONG impliquées dans des activités de développement au niveau communautaire en Afrique. Dans l'ensemble, ces articles reflètent les origines récentes et la nouveauté relative du monde des ONG africaines, présentent les différents aspects du rôle multiple des ONG dans le développement de l'Afrique, et traitent des défis à surmonter pour que les ONG africaines puissent réaliser leur potentialités. Au nombre des préoccupations et questions majeures abordées figure l'évolution des relations entre les ONG et les communautés, les gouvernements et les donateurs, ainsi qu'entre ONG. Les auteurs sont généralement mécontents que le terme d'ONG soit employé dans le contexte africain. Ils estiment que sa connotation négative pourrait être interprétée comme signifiant une opposition aux pouvoirs publics.

116. UN/NGLS (NU/SLNG). 1989. **United Nations and Sub-Saharan Africa: Profiles of United Nations system agencies, funds, programmes and services and their work for the development of Sub-Saharan Africa**. Service des Nations Unies pour les liaisons non gouvernementales, Genève, Suisse, 145 p.

Cette collection de profils a pour but de compléter le volume *Non-Governmental Organizations & Sub-Saharan Africa: Profiles of Non-Governmental Organizations based in Western Europe, Australia and New Zealand and their Work for the Development of Sub-Saharan Africa*, publié en 1988 par le Service des Nations Unies pour les liaisons non gouvernementales. Ce compendium s'efforce de contribuer à une compréhension plus précise et plus exhaustive du travail opérationnel effectué en Afrique subsaharienne par les Nations Unies et leurs divers organismes, fonds et programmes, et de certaines de leurs autres activités, comme la formulation de politiques, la formation, l'éducation/information pour le développement et les publications. Ce volume décrit aussi des possibilités de collaboration avec des ONG. L'annexe donne des adresses d'organisations et de services des Nations Unies dont le profil n'est pas présenté.

117. UN/NGLS (NU/SLNG). 1988. **List of NGO members of the Sahelian Consortia: Sahel Information System NGO Network.** Service des Nations Unies pour les liaisons non gouvernementales, New York, 66 p. [Français].

Cet annuaire dresse une liste, par pays (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal), des ONG membres de consortiums sahéliens. Il apporte des renseignements relatifs à l'organisation de chacune de ces ONG membres, y compris leur nom, leur adresse, la personne à contacter, l'endroit où se trouve leur siège, la date de création et les principaux domaines d'activité. Cet annuaire comporte aussi des index par organisations et types d'activité.

118. UN/NGLS (NU/SLNG). 1987. *A Directory: NGOs in the Forestry Sector.* Second Africa Edition. New York: Service des Nations Unies pour les liaisons non gouvernementales, 256 p. + appendices.

Profils d'ONG axées sur la forêt dans toute l'Afrique. Les objectifs du livre sont les suivants: faciliter le partage de l'information, l'échange de compétences et autres liaisons entre ONG en Afrique, servir d'outil pour aider les ONG dans leurs activités de plantation d'arbres, contribuer au processus en répertoriant les ressources qui serviront aux ONG intervenant dans des activités de foresterie en Afrique, et aider à l'établissement d'un réseau panafricain d'ONG.

L'annuaire est divisé en trois parties: la première contient des profils d'ONG endogènes et occidentales en Afrique, classées alphabétiquement, par pays et organisations, alors que la deuxième partie indique des sources pour l'obtention de renseignements pratiques, techniques et de politique générale, en rapport avec des activités de plantation d'arbres et des activités environnementales. La troisième partie est une série d'index sommaires qui fournissent des renseignements essentiels, de manière synoptique - elle donne une liste d'activités primaires et des principaux domaines d'intérêt des ONG, alphabétiquement, par pays.

119. Uphoff, Norman. 1986. *Local Institutional Development: An Analytical Sourcebook with Cases.* West Hartford, Connecticut: Kumarian Press, 421 p. ISBN 0-931816-45-9.

Tandis que les organismes des bailleurs de fonds commencent à reconnaître l'importance du développement institutionnel local (DIL) pour la réussite du développement en général, peu de recherches ont été faites quant aux modèles qui conviendraient le mieux pour telle ou telle tâche et quant aux moyens de les financer. Pour tenter de remédier à cette lacune, le livre procède à une analyse systématique du DIL, recherchant un juste milieu entre les préoccupations des chercheurs et des praticiens, au plan de la théorie comme de l'action. Le premier chapitre définit les institutions locales (politiques, bureaucratiques, par adhésion, institutions de services et à but lucratif) établissant un cadre pour la discussion de stratégies de DIL.

Les chapitres deux à six sont consacrés aux cinq aspects principaux du développement rural - à savoir la gestion des ressources naturelles, l'infrastructure rurale, les soins de santé primaires, l'agriculture et les entreprises non agricoles - pour permettre de mieux cerner les organisations locales et les combinaisons d'institutions locales qui donneraient les meilleurs ou les pires résultats. Les deux derniers chapitres décrivent des stratégies de développement institutionnel local et de renforcement des capacités locales pour mobiliser et gérer les ressources financières. Le livre comprend quatre-vingt-un résumés analytiques de divers secteurs représentant les différentes régions du monde.

120. USAID. 1992. **Plan for supporting natural resources management in Sub-Saharan Africa.** Stratégie environnementale régionale pour le Bureau Afrique. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 53 p.

Bien que la complexité, la gravité et le caractère unique de la situation de l'Afrique subsaharienne, des points de vue du développement et de l'environnement, soient difficiles à saisir, le lien de cause à effet entre la souffrance humaine et la dégradation de l'environnement est évident. Depuis quinze ans, l'USAID est l'un des principaux donateurs qui apportent leur concours à des programmes environnementaux et de gestion des ressources naturelles en Afrique. Malgré les succès enregistrés et les leçons apprises, les problèmes environnementaux de l'Afrique restent difficiles à résoudre et les potentialités qu'offrent les ressources naturelles de ce continent pourraient servir de point de départ pour une relance de l'économie agricole rurale et pour encourager une croissance aux larges assises.

La volonté de maintenir un engagement à long terme en faveur de l'Afrique et le besoin d'articuler et d'harmoniser l'approche de l'USAID en fonction des problèmes de ce continent ont débouché sur l'adoption du Plan d'appui à la gestion des ressources naturelles en Afrique subsaharienne (PNRM). Le plan guidera l'USAID, ses Bureaux et Missions, dans l'analyse, le choix et l'intégration des programmes et activités relatives aux ressources naturelles comme éléments d'une vaste stratégie de développement pour la région.

121. USAID. 1992. **The A.I.D.-PVO partnership: Sharing goals and resources in the work of development.** Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 20 p.

L'USAID appuie depuis longtemps la contribution importante des OPB aux efforts de développement dans les pays moins développés. La législation qui régit la politique américaine d'aide au développement reflète la progression du rôle et du niveau de participation des OPB au processus de développement.

Cette publication du Bureau de la coopération privée et bénévole (PVC) est un document de référence qui retrace l'histoire de la coopération de l'USAID avec les OPB et qui fournit une description concise des divers types de soutien offerts par l'USAID aux OPB. Le document contient notamment des renseignements utiles concernant les formalités d'agrément des OPB qui souhaitent obtenir des crédits de l'USAID, les conditions et les critères d'agrément, plusieurs sources de soutien à l'intérieur de l'USAID pour les programmes des OPB, et de brèves descriptions des programmes de dons qui financent les activités d'OPB.

122. USAID. 1992. **The shape and direction of private voluntarism: A changing international role.** Résumé analytique de la cinquième réunion du Comité consultatif sur l'aide bénévole à l'étranger (septembre 1992). Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C. 7 p. + appendices.

Ce résumé analytique fait la synthèse des préoccupations principales exprimées lors des débats, et il présente également les

principales conclusions des participants. Les deux premières réunions de cette série ont examiné les rapports entre l'USAID et les OPB américaines dans l'optique de l'USAID. Les réunions ont passé en revue les tendances de développement à long terme et leurs implications opérationnelles, tant pour l'USAID que pour les OPB américaines. Les troisième et quatrième réunions ont examiné les rapports dans la perspective des OPB américaines. La cinquième réunion a fait le bilan des précédentes en se concentrant sur les questions ayant trait à la programmation et aux institutions.

La réunion s'est penchée sur plusieurs questions majeures: l'évolution de la communauté des OPB américaines au cours des dix dernières années, et les forces et les faiblesses du point de vue de la programmation et des institutions; l'impact des nouvelles capacités des OPB sur les relations de travail entre le secteur bénévole privé et l'USAID; l'incidence de l'émergence d'un secteur local indépendant fort sur le rôle des OPB américaines; et les types de relations et d'alliances nouvelles qui se forment - ou devraient se former - entre les OPB américaines et les autres groupes intérieurs ou étrangers. La réunion elle-même a été divisée en trois parties: la première a porté sur le rôle nouveau du bénévolat privé dans le développement international, la deuxième a été consacrée à l'évolution de la relation entre les OPB américaines et les organisations locales, et la troisième a mis l'accent sur la gestion interne, les alliances stratégiques et les priorités concurrentes.

123. USAID. 1992. **Voluntary foreign aid programs.** Rapport des organismes bénévoles américains intervenant dans des actions de secours et de développement à l'étranger qui sont agréés par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 91 p.

Ce rapport fait une présentation à jour du travail effectué par les OPB américaines qui sont agréées par l'USAID. Il comprend des renseignements concernant les caractéristiques géographiques et sectorielles de chaque OPB, et résume leurs sources de soutien, leurs revenus et leurs dépenses. En octobre 1991, 301 OPB étaient agréées par l'USAID. Celles qui étaient tenues de fournir à l'USAID des données relatives à leurs financements et à leurs recettes ont apparemment reçu 2.109.644.936 dollars en contributions privées, et le gouvernement des Etats-Unis leur a fourni 1.097.035.599 dollars sous forme de dons, de contrats, de surplus appartenant à l'Etat, de subventions pour le transport maritime et de dons de vivres dans le cadre de la P.L. 480.

124. USAID. 1991. **Development issues 1991: U.S. actions affecting developing countries.** Rapport annuel du président du Comité de coordination du développement. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 131 p.

Un aperçu des programmes d'aide économique dirigés et coordonnés par l'USAID durant l'exercice 1990. Le chapitre un identifie les priorités de l'USAID, telles que l'économie de marché, une croissance économique aux bases solides, le bien-être économique et social

des populations, la démocratie, des politiques environnementales prudentes et la gestion des ressources naturelles, les problèmes transnationaux et l'aide humanitaire d'urgence. Le chapitre deux examine les effets du contexte légal, réglementaire et judiciaire sur l'affectation des ressources et l'esprit d'entreprise, tandis que le chapitre trois donne une vue d'ensemble des questions économiques mondiales, y compris les politiques commerciales américaines et les investissements étrangers directs.

Le chapitre quatre examine les progrès et les problèmes dans divers domaines: alimentation et agriculture, ressources humaines, femme et développement, énergie et environnement, développement institutionnel et urbain, entreprises privées, aide en cas de catastrophe et aide aux réfugiés. Le chapitre cinq résume les programmes destinés à promouvoir la croissance, y compris l'aide économique bilatérale des Etats-Unis; les programmes de la Société des investissements privés outremer (OPIC), du Corps de la paix et des OPB; le Programme commerce et développement des Etats-Unis; et les programmes qui aident les fondations régionales de développement. Le dernier chapitre examine le soutien apporté par les Etats-Unis aux Nations Unies, aux organisations interaméricaines, au Comité d'aide au développement et aux banques multilatérales.

125. USAID. 1991. **The environment initiative: Progress update.** Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 5 p.

L'expansion des activités environnementales de l'USAID a été encouragée par le Congrès des Etats-Unis, le gouvernement américain, une communauté des ONG environnementales qui sait se faire entendre et un nombre croissant de pays en développement. Le but de cette initiative est de commencer à mettre l'accent sur les interventions de l'USAID dans le domaine des ressources environnementales et naturelles. L'initiative a été élaborée par le Groupe de travail sur l'environnement qui formulera également pour l'agence un plan d'action environnemental ayant un caractère plus opérationnel. Le plan d'action s'accompagnera d'une déclaration de stratégie. Ces deux documents définiront les grands axes des interventions environnementales de l'USAID pour les cinq prochaines années. En faisant participer les ONG à la formulation de la stratégie, l'USAID espère renforcer ses relations avec la communauté des ONG, et profiter des recommandations les plus pertinentes de celle-ci pour l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes.

126. USAID. 1990. **Concept paper for project in natural resources and tourism management.** Document conceptuel. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 16 p. + annexes.

Ce document justifie un projet qui stimulerait et organiserait le tourisme en Ouganda, tout en veillant à la pérennité des ressources naturelles à l'intérieur et à leur périphérie des parcs et des aires protégées. Constitué de trois volets, le projet serait mis en oeuvre par le Ministère du tourisme et de la faune sauvage, par des organismes gouvernementaux connexes et par plusieurs ONG américaines. Le ministère recevrait une assistance pour la planification du tourisme et l'élaboration de politiques, la

réhabilitation de l'industrie et des équipements touristiques, la promotion de l'Ouganda comme lieu touristique, et la formation de prestataires de services.

En outre, la réhabilitation de divers parcs et réserves de gibier est envisagée, ainsi que le développement des capacités du Département ougandais des parcs nationaux et de la chasse. Un inventaire des ressources en parcs et gibier serait également inclus dans ce volet. Qui plus est, des OPB américaines, comme le Fonds mondial pour la nature (WWF) et CARE, aideraient à la préservation des habitats en dehors des zones protégées en oeuvrant pour des activités axées sur l'agriculture durable, la plantation d'arbres et l'éducation pour la conservation.

127. USAID. 1990. **Responding to change: Private voluntarism and international development.** Rapport 1990 du Comité consultatif sur l'aide bénévole à l'étranger. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 44 p.

Ce rapport analyse les vues des membres du Comité consultatif à propos des tendances mondiales ayant une incidence sur le bénévolat privé, et le rôle de ce bénévolat dans le cadre du programme de développement international des Etats-Unis. Les tendances politiques, économiques, sociales et environnementales discutées dans le document se manifestent déjà et elles influent sur les rapports entre les Etats-Unis et les pays en développement. Elles entrent en ligne de compte pour déterminer les endroits, les raisons et les méthodes des interventions des OPB américaines à l'étranger.

Le thème dominant de ce rapport est l'ascendant et la vitalité du secteur privé à l'échelle mondiale qui fournissent des choix sociaux, économiques et politiques. Alors que les conditions fondamentales qui ont façonné et soutenu le programme américain d'aide à l'étranger ont profondément changé, il est important de repenser ce programme pour refléter cette évolution. Un programme recentré, qui accorderait un rôle primordial aux OPB, apporterait aux Etats-Unis un modèle de développement conforme à leurs valeurs traditionnelles et à leurs intérêts nouveaux en matière de sécurité nationale.

128. USAID. 1990. **Sustainable approaches to viable environmental protection management.** Document de projet. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 316 p.

Ce projet cherche à identifier et à mettre en place des systèmes pour la gestion des zones protégées de Madagascar. Une Association nationale pour la gestion des aires protégées (ANGAP) serait établie dans le cadre du projet et les OPB recevraient un soutien pour des activités de conservation et de développement, de grande ou de petite envergure, au niveau communautaire. Le projet fournirait aussi à l'ANGAP une assistance technique à long et à court terme: il aiderait à définir une politique de la diversité biologique en collaboration avec l'Office national de l'environnement; coordonnerait la gestion des aires protégées et le développement de leurs zones périphériques; mettraient au point des systèmes financiers, administratifs et comptables au niveau interne; établirait des réseaux d'éducation, de formation et de communication; et établirait un système

informatisé pour la surveillance des activités de gestion environnementale. L'une des tâches principales incombant à l'ANGAP serait la création d'un Service de planification de la biodiversité qui serait chargé des études de diagnostic, de la collecte de données et de la surveillance des activités de conservation et de développement.

129. USAID. 1989. **A.I.D. grant to African Wildlife Foundation to support the broad goal of increasing the effective conservation of natural resources.** Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 13 p.

La Fondation pour la faune africaine (AWF), dont le siège se trouve au Kenya, va bénéficier d'un concours pour apporter un soutien institutionnel à l'Uvumbuzi Wildlife Club (Club de faune Uvumbuzi), une organisation kényane de protection de la nature, conçue en 1983, pour réunir d'anciens membres des Wildlife Clubs of Kenya (Clubs de faune kényans) qui sont, eux, destinés aux plus jeunes. Pendant la première phase du projet, l'AWF mettrait l'accent sur le développement institutionnel avec des activités telles que: l'organisation du secrétariat de l'Uvumbuzi; l'examen des candidatures et l'augmentation du nombre des adhérents; la formation des adhérents par des visites de sites, des ateliers et des séminaires; et le renforcement des compétences de gestion et d'élaboration de programmes, et l'obtention de ressources. Durant la deuxième phase, l'AWF aiderait les membres de l'Uvumbuzi à mettre en oeuvre un programme pour un certain nombre de clubs de jeunes qui s'intéressent à la faune.

130. USAID. 1989. **Debt-for-nature swap.** Document de project. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 24 p. + appendices.

Le projet cherche à accroître les ressources financières et techniques de Madagascar pour la protection de l'environnement en fournissant des fonds pour un programme de conversion de dettes en investissements écologiques devant être exécuté par le Fonds mondial pour la nature (WWF). Un programme pour la gestion des aires protégées serait établi et ses activités comprendraient la démarcation des limites, l'élaboration de plans de développement, des projets d'infrastructure matérielle et de zones tampons, l'interprétation de la nature ainsi que l'éducation, la recherche et la formation dans le domaine environnemental.

Les parcs nationaux et les réserves spéciales et privées recevraient une haute priorité en raison de leur importance pour la préservation de la diversité biologique. Le WWF fournirait une assistance technique pour identifier les domaines clés pour la protection de la diversité biologique en dehors des parcs et des réserves existants. En outre, de nouveaux projets de conservation seraient formulés et exécutés dans ces endroits. Le Service des eaux et forêts du gouvernement de Madagascar, qui est responsable des aires protégées, du choix des espèces et de la gestion des forêts, recevrait un soutien institutionnel pour couvrir les salaires, la formation, le matériel et l'équipement. Il y aurait en outre des ateliers dans le pays-même et des cours sur le terrain pour les spécialistes malgaches de la conservation.

131. USAID. 1989. **Development and the national interest: U.S. economic assistance into the 21st century**. Rapport de l'Administrateur. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 121 p. + annexes.

Les questions qui se font jour en matière de développement et leurs répercussions sur les intérêts américains sont au centre de ce rapport. Celui-ci soulève certaines considérations sérieuses pour l'avenir, pour que les Etats-Unis continuent de jouer un rôle majeur pour le progrès et l'amélioration des conditions économiques dans le monde d'aujourd'hui et de demain. Le rapport reconnaît la diversité des pays en développement, le fait que les ressources des pays donateurs sont limitées et qu'il est donc impossible de poursuivre, simultanément et en un même endroit, une multitude d'objectifs de développement.

Le rapport s'efforce d'évaluer les résultats et d'envisager ce qu'on pourrait faire pour aider au maximum les hommes et les femmes du monde entier qui oeuvrent pour de meilleures conditions de vie. Il demande un dialogue national auquel participeraient les branches législative et exécutive du gouvernement américain et, en fin de compte, le peuple américain lui-même.

132. USAID. 1989. **Eastern refugee reforestation project, Eastern region: Project completion report**. Rapport final. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 5 p. + annexe.

Les objectifs de ce projet conjoint de CARE et du Service forestier du gouvernement soudanais étaient d'encourager la plantation d'arbres et d'autres pratiques de conservation pour compenser la déforestation et la dégradation générale de l'environnement dans une zone de réfugiés de l'est du Soudan. Des paysans soudanais et les réfugiés étaient recrutés pour la création de pépinières et de plantations d'arbres utilitaires, d'arbres d'agrément et fruitiers qui étaient produits annuellement pour être distribués à des particuliers et à des organisations. En raison de lacunes dans sa conception, le projet a connu certaines difficultés sur plusieurs fronts: l'identification de techniques agroforestières adaptées, la réduction des taux de mortalité des plants, le manque d'interventions techniques valables pour la prestation de services de vulgarisation, l'éloignement du siège du projet par rapport au lieu des activités, et le fait qu'il n'y ait pas eu d'exercices appropriés pour la surveillance.

Il faut ajouter à cela que le projet, dans sa conception, ne prévoyait rien dans le sens de son objectif qui était de combattre le problème immédiat du chômage dans les régions ciblées. Toutefois, des essais portant sur la gestion et la collecte des eaux de pluie ont donné de bons résultats. Bien que le Service forestier ait bénéficié d'une formation technique et administrative et d'un soutien d'infrastructure, l'importance de l'infrastructure fournie aux organismes hôtes dans le cadre du renforcement institutionnel a parfois été sous-évaluée. Il est souligné que le projet devrait assurer le remplacement des véhicules et du matériel durant ses derniers mois pour doter l'organisme hôte d'un équipement de qualité. Dans ce cas particulier, l'assistance institutionnelle au Service forestier devait être précisée pendant la phase de suivi du projet.

133. USAID. 1989. **Participation and the role of local organizations in the management of natural resources in the Sahel.** Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 12 p.

Le rapport résume les résultats d'une conférence sous l'égide du Conseil américain pour une l'action bénévole internationale (InterAction), de Solidarité Canada Sahel, de l'USAID et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), avec les objectifs suivants: permettre aux OPB/ONG canadiennes et américaines, ainsi qu'aux représentants de l'ACDI et de l'USAID, de procéder à un échange de vues à propos de leurs stratégies de gestion des ressources naturelles au Sahel; discuter des moyens de mieux cerner la capacité d'organisation des populations rurales pour gérer leurs propres bases de ressources; et organiser un atelier sur ces questions avant d'en discuter lors d'une 'rencontre' régionale à Ségou, au Mali, où les organisations rurales, les gouvernements sahéliens et les donateurs devaient débattre de la gestion des terroirs villageois au Sahel. Les participants à l'atelier sont convenus qu'il devrait y avoir davantage de conférences internationales sur une base régulière pour réunir donateurs et ONG. Ils ont exprimé l'espoir que cet événement bilatéral serait un point de départ pour des conférences multilatérales ultérieures en vue de la création d'un réseau unifié d'ONG internationales travaillant avec leurs partenaires pour une gestion durable des ressources naturelles.

134. USAID. 1989. **Project assistance completion report: CDA forestry phase I, refugees area project.** Rapport final. Agence des Etats-Unis pour le développent international, Washington, D.C., 10 p.

Destinée à promouvoir la reforestation et la production de bois de feu dans des camps de réfugiés en Somalie et dans leurs environs, cette initiative conjointe de CARE et d'autres OPB n'a pas atteint tous les objectifs quantitatifs fixés, mais elle a contribué à une prise de conscience accrue des activités forestières chez les organismes gouvernementaux, les donateurs potentiels et les bénéficiaires. L'initiation des réfugiés à la plantation d'arbres d'ombrage, l'emploi créé par les activités des pépinières et des plantations, l'introduction de haies vives, la fixation de dunes, la conservation du bois de feu et les enquêtes au sujet de l'utilisation des ressources/des terres sont des volets qui ont donné de bons résultats. Les plantations à grande échelle et les plantations en bosquets ou en bandes sur des terroirs publics ont moins bien réussi pour plusieurs raisons: un climat difficile, un choix d'essences peu judicieux, une mauvaise gestion des pouvoirs publics et des incertitudes concernant la propriété des bosquets.

Les actions entreprises pour renforcer l'Agence nationale des parcours, les visites de formation et d'étude organisées par les OPB à l'intention du personnel des échelons inférieurs et moyens ont été positives. Plusieurs enseignements ont été tirés: les conditions locales (climat et régime foncier) doivent être prises en compte lors de la conception des projets, il faut prévoir des délais suffisants pour atteindre les résultats escomptés, la pérennité doit être en vue et les spécialistes expatriés devraient avoir les

compétences techniques voulues en matière de gestion de la foresterie sur terres sèches et en zone aride.

135. USAID. 1988. **Environment and natural resources.** Document de politique générale de l'A.I.D. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 12 p.

Les politiques de l'USAID dans le domaine de l'environnement et des ressources naturelles se concentrent sur la croissance démographique rapide, la pauvreté extrême, l'accès équitable à la terre et aux autres ressources, la pollution de l'air et de l'eau, la toxicité et l'érosion des sols, les politiques économiques à courte vue et l'instabilité politique et économique qui constituent de sérieuses menaces pour l'environnement et qui ont pour conséquence immédiate la dégradation de l'environnement. L'objectif écologique central de l'USAID est de promouvoir une croissance économique saine du point de vue environnemental et à long terme, en aidant les pays en développement à conserver et à protéger l'environnement, et à bien gérer des ressources surexploitées pour en tirer des rendements durables.

L'aide de l'USAID continuera de mettre l'accent sur trois grands thèmes de programmes environnementaux: la production durable, le maintien des écosystèmes naturels et la satisfaction des besoins humains en améliorant la qualité de l'environnement. Les priorités stratégiques et le dosage des programmes varieront d'un pays à l'autre, en fonction du contexte local, des besoins et des domaines les plus prometteurs. Les programmes de l'USAID dans les catégories environnement et ressources naturelles sont mis en oeuvre en collaboration avec d'autres organismes et organisations américaines et internationales, y compris des ONG, des OPB, des entreprises privées, des universités américaines, le Corps de la paix et des agences techniques du gouvernement des Etats-Unis.

136. USAID. 1988. **The effectiveness of private voluntary organizations.** Rapport 1988 du Comité consultatif sur l'aide bénévole à l'étranger. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 36 p.

Le rapport traite de l'efficacité institutionnelle des OPB, en particulier de celles qui se consacrent avant tout au développement économique et social du Tiers-monde. Les OPB mènent des actions humanitaires à l'étranger depuis plus d'un siècle et elles apportent un complément important aux initiatives d'aide à l'étranger du gouvernement américain à cause de leurs liens directs avec des institutions publiques et privées locales et des personnalités du monde en développement.

Au fil des années, les OPB ont pris de l'ampleur, elles ont attiré un personnel professionnel et ont acquis de solides compétences de leadership pour la conception et la mise en oeuvre d'activités de développement. Maintenant que les OPB sont devenues d'importants acteurs sur la scène du développement, leur rôle d'agents de développement est réexaminé dans le cadre d'une réévaluation de la structure et du fonctionnement de l'aide économique américaine à l'étranger. Tandis que certains estiment que les OPB ont atteint des dimensions et un niveau de perfectionnement qui leur permettraient d'assumer un rôle plus ambitieux, d'autres pensent qu'elles

doivent encore se renforcer du point de vue institutionnel.

137. USAID. 1987. **Natural resources management support**. Document de projet. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 70 p. + annexes.

Ce document examine un projet visant à augmenter et à rehausser les activités de gestion des ressources naturelles dans les programmes (au niveau de pays ou au niveau régional) de l'USAID en Afrique subsaharienne et dans les programmes d'OPB financés par l'USAID. Le projet fournirait un soutien financier et technique, souple et étendu, pour aider les Missions de l'USAID et les OPB à planifier et à mettre en oeuvre des projets et activités de gestion des ressources naturelles. L'assistance particulière qui serait apportée dépendrait des besoins des pays pris individuellement et de leurs capacités institutionnelles. Les pays ciblés par ce projet sont divisés en trois groupes.

Pour appuyer les activités proposées, le projet comprendrait des études spéciales, des analyses et des séminaires; et une meilleure diffusion de l'information en rapport avec la gestion des ressources naturelles. Ce projet pourrait éventuellement être utilisé comme mécanisme pour la gestion d'un programme d'activités relatives à la diversité biologique, si un fonds spécial était créé à cette fin. Avec ou sans un tel fonds, le projet apporterait à la conservation de la diversité biologique un niveau de soutien égal à celui dont bénéficient les autres programmes de terrain pour la gestion des ressources naturelles.

138. USAID. 1985. **U.S. strategy on the conservation of biological diversity**. Rapport au Congrès d'un groupe de travail de plusieurs organismes gouvernementaux. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 54 p.

Le rapport, en s'appuyant sur l'expérience d'organismes gouvernementaux, d'entreprises, d'universités, de fondations privées, d'associations professionnelles, d'organisations internationales, de centres de recherches indépendants et de groupes environnementaux, définit une stratégie américaine pour la conservation de la diversité biologique dans les pays en développement. Etant donné que la diversité biologique est une indication des potentialités économiques ainsi que de la richesse génétique, le groupe de travail a notamment conclu que la planification du développement doit comprendre des dispositions relatives à la préservation de cette diversité.

Le Groupe de travail a organisé ses recommandations autour de sept thèmes stratégiques majeurs et au total soixante-sept principes d'action ont été énoncés. Ils sont regroupés en trois catégories à l'intérieur de chacun des sept thèmes stratégiques: actions gouvernementales et législatives, activités à mettre en oeuvre avec les ressources actuellement programmées et recommandations à plus long terme. Tandis que les pays en développement portent un intérêt croissant à la conservation de la diversité biologique, les Etats-Unis disposent de la plupart des connaissances techniques, programmes et capacités de gestion et de planification nécessaires pour mettre à exécution les recommandations du groupe de travail.

139. USAID. 1983. **Farmers associations and agribusiness development.** Rapport final. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 7 p.

Ce rapport fait le bilan des résultats obtenus grâce à l'appui fourni à des OPB venant en aide à des boulangers, des apiculteurs, des associations de pêcheurs, des coopératives avicoles, des coopératives de production et de raffinage de la canne à sucre, et des entreprises de vannerie et de sculpture sur bois au Ghana. Deux OPB/ONG américaines et cinq ghanéennes ont reçu une aide pour acheter des matières premières, dispenser une assistance technique et parrainer des activités de formation de participants dans le domaine du développement rural. La détérioration de l'économie ghanéenne, le manque d'organisation des OPB ghanéennes et l'absence de fonds de roulement ont contribué à l'échec du projet dans son ensemble et ont exigé de la part de la Mission de l'USAID au Ghana une quantité de temps démesurée.

On s'est rendu compte que les OPB locales peuvent être utilisées pour la promotion du développement rural, mais que les résultats sont généralement décevant en raison des lacunes des OPB. En conséquence, l'évaluation recommande que: les dons soient attribués à des OPB basées aux Etats-Unis, bien établies, en mesure d'appuyer des organisations locales agréées et de les aider à rédiger des soumissions, à documenter leurs activités et à mettre en oeuvre des dons; la Mission de l'USAID au Ghana continue de suivre les activités des OPB pour se faire une idée de la viabilité des projets de développement rural qui bénéficient d'une assistance; il n'y aura pas d'évaluation de fin de projet; et des projets de suivi ne sont pas envisagés à cause de contraintes macroéconomiques.

140. USAID. 1982. **A.I.D. partnership in international development with private and voluntary organizations.** Document de politique générale de l'A.I.D. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C., 12 p.

Au fil des ans, l'USAID a élaboré diverses formes de soutien aux OPB qui ont permis à celles-ci d'étendre leurs efforts de développement et leur ont évité, grâce à des formules de partage des coûts, de devenir trop tributaires de financements du gouvernement des Etats-Unis. Cette évolution s'est faite en réponse aux besoins des OPB et conformément aux intérêts de l'USAID. Cependant, les OPB, le Congrès des Etats-Unis et l'USAID elle-même reconnaissent que ce partenariat n'est pas accompagné d'une politique claire de l'USAID quant à ses relations avec les OPB, ni de méthodes cohérentes et bien structurées qui permettraient à l'USAID, compte tenu de ces nombreux domaines d'intervention, de traiter avec des OPB très différentes les unes des autres.

Le partenariat de l'USAID avec les OPB revêt deux dimensions principales: l'USAID traite avec les OPB à la fois comme intermédiaires dans la réalisation de programmes et comme entités indépendantes de plein droit. Ce principe est la pierre angulaire de son cadre d'action qui a quatre grands objectifs. Les directives opérationnelles complexes contenues dans ce document sont dérivées de ce cadre d'action. Le document incorpore aussi neuf principes et/ou obligations pour que les Bureaux et

Missions de l'USAID veillent à la mise en oeuvre de ces objectifs.

VanSant, J., voir 057
Veit, P.G., voir 037, 038

141. Volunteers in Technical Assistance, Inc. 1992. **Development of a database of organizations (public, private, NGOs, universities) involved in forestry.** Département technique Asie, Division agriculture, Unité des ressources terrestres, Banque mondiale, Washington, D.C.

La base de données fournit des détails concernant toutes les compagnies du secteur privé, les universités, les établissements de recherche et les OPB/ONG du monde entier qui sont actives dans les domaines de la foresterie tropicale et/ou subtropicale, et elle identifie tous les réseaux d'information existants en agroforesterie. Elle dresse une liste de consultants et de professionnels qui travaillent dans ce domaine, de projets agroforestiers, des résultats des projets et du travail de recherche et de développement en cours dans le secteur forestier. La base de données est disponible par l'intermédiaire du système de réseau de la Banque mondiale.

Wellard, K., voir 002

142. Williams, Aubrey. 1990. "A Growing Role for NGOs in Development." In: *Finance and Development*, (décembre): 31-33. Washington, D.C.: Banque mondiale.

L'article dresse un bilan de l'expérience de coopération de la Banque mondiale avec les ONG. Le nombre des celles-ci a considérablement augmenté ces dernières années et elles jouent aussi un rôle plus important dans les activités de développement. Leur influence s'est accrue au fur et à mesure qu'elles devenaient plus nombreuses et qu'elles décaissaient des montants plus importants. En 1983, les ONG du Nord ont fourni aux pays en développement des dons de quelque 3,6 milliards de dollars (soit treize pour cent de l'aide officielle au développement) qu'elles avaient obtenus elles-mêmes pour l'essentiel.

En 1987, ces ONG fournissaient environ 5,5 milliards de dollars - presque un milliard de dollars de plus que les crédits de l'Association internationale de développement en 1988. Actuellement, elles s'emploient, tant dans le monde développé que dans les pays en développement, à générer des fonds pour le développement et à fournir d'autres formes d'assistance. Bien que la Banque mondiale travaille essentiellement avec les gouvernements de ses pays membres, les ONG participent de plus en plus à des activités financées par cette organisation internationale. En 1990, des ONG collaboraient à une cinquantaine de projets bénéficiant de concours de la Banque, la plupart (près de vingt) se trouvant en Afrique. Cela représente une progression importante par rapport à une moyenne de quinze projets durant la période 1973-87. Cette expérience tente de fournir quelques réponses aux questions pertinentes qui se posent à propos des ONG et du développement.

143. Winterbottom, Robert. 1986. **Report on the NGO Mission to Nairobi, Kenya.** Institut international pour l'environnement et le développement, et Institut pour les ressources mondiales (WRI), Washington, D.C., 10 p. + annexes.

Résume les résultats de l'Atelier sur l'élargissement du rôle des organisations non gouvernementales dans les programmes

nationaux de foresterie en Afrique. Il s'agissait du premier d'une série de trois ateliers régionaux destinés à associer davantage les ONG au Plan d'action forestier tropical (PAFT). L'atelier avait plusieurs buts: servir de tribune aux ONG pour faire des commentaires au sujet des stratégies recommandées et des actions prioritaires en rapport avec le PAFT; stimuler le dialogue entre les ONG, les représentants de gouvernements africains et les organismes des bailleurs de fonds sur les capacités et les besoins des ONG du fait de leur rôle accru dans le domaine de la foresterie; arriver à un accord sur les activités de suivi dans le contexte du PAFT et de l'initiative Afrique 2000 de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), qui accroîtrait la contribution des ONG à la foresterie. Plusieurs recommandations sont formulées à la lumière des objectifs mentionnés ci-dessus. Les annexes présentent un résumé d'échanges de vues avec plusieurs ONG représentées à l'atelier.

144. Winrock International. 1991. **Toward sustainable agriculture in East Africa: Collaboration of NGOs and research institutes in participatory research.** Proposition pour un atelier. Institut international Winrock pour le développent agricole, Morrilton, Arkansas, 16 p. + annexes.

Les efforts de développement agricole ont bien du mal à accroître la production vivrière en Afrique et ils n'ont pas réussi à s'attaquer aux problèmes de gestion des ressources naturelles au-delà du niveau de l'exploitation agricole individuelle. Etant donné que la plupart des ressources naturelles de l'Afrique sont consacrées à l'agriculture et à l'élevage, il est important de mettre au point et d'appliquer des stratégies qui intègrent des objectifs de conservation à l'augmentation de la production agricole.

Les techniques améliorées élaborées par les chercheurs sont prometteuses mais leur impact plus général dépend de deux facteurs: la manière dont elles sont adaptées au niveau local en liaison avec les améliorations apportées aux pratiques de gestion des ressources agricoles et naturelles, et la définition d'approches de la vulgarisation plus exhaustives et d'un meilleur rapport coût-efficacité. Dans ce contexte, l'atelier voulait perfectionner les techniques agricoles adaptatives par une recherche participative qui implique les agriculteurs dans le processus de développement des technologique, et par une collaboration institutionnelle qui renforce les liens entre les ONG et les institutions de recherche agricole en fonction de leurs capacités complémentaires.

145. World Bank (Banque mondiale). 1992. **List of World Bank-financed projects with potential for NGO involvement.** Département des affaires extérieures, Banque mondiale, Washington, D.C., 34 p.

Il s'agit d'une liste de projets bénéficiant de concours de la Banque mondiale qui en sont à différents stades de leur cycle et qui conviendraient pour une participation des ONG. La liste a été préparée par les six Bureaux régionaux de la Banque mondiale: Afrique, Asie de l'Est et Pacifique, Asie méridionale, Europe et Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord, et Amérique latine et Caraïbes. A l'intérieur de ces régions, les articles sont organisés en fonction des Départements pays. Le document apporte des renseignements sur les

membres du personnel chargés de ces projets au siège de la Banque mondiale pour permettre aux ONG intéressées de contacter la Banque mondiale ou ses représentants pour tel ou tel pays.

146. World Bank (Banque mondiale). 1992. **Non-governmental organizations in Africa**. Département des affaires extérieures, Banque mondiale, Washington, D.C., 315 p.

Cet annuaire couvre plusieurs centaines d'ONG actives dans de nombreux pays d'Afrique. Il comprend à la fois des ONG locales et occidentales. Il donne des renseignements utiles concernant ces organisations, comme l'adresse, le type d'organisation, la spécialisation géographique, les priorités sectorielles, la mission de l'organisation et les secteurs d'intervention. Un index des organisations se trouve au début de l'annuaire.

147. World Bank (Banque mondiale). 1991. **African non-governmental organizations working in the environmental sector.** Département des affaires extérieures, Banque mondiale, Washington, D.C., 130 p.

Ce volume énumère les ONG autochtones et occidentales qui participent à des activités environnementales en Afrique. Les renseignements particuliers relatifs à ces ONG, notamment adresse, type, secteur géographique, priorités environnementales, buts recherchés et domaines d'intervention sont fournis par pays, par ordre alphabétique. Un index des organisations figure au début du livre.

148. World Bank (Banque mondiale). 1990. *National Environmental Action Plans in Africa.* Compte rendu d'un atelier organisé par le gouvernement irlandais, l'Institut environnemental, University College de Dublin et la Banque mondiale. Washington, D.C.: Banque mondiale, 104 p.

La gravité de la crise de développement que connaît l'Afrique exige des plans d'action nationaux mieux concertés dans de nombreux domaines et une meilleure coordination entre ces efforts nationaux et les programmes internationaux d'assistance en vigueur dans cinq pays africains. Maintenant que l'on comprend le caractère étendu des problèmes environnementaux de l'Afrique, la recherche de solutions efficaces est essentielle pour la croissance économique et le développement durable.

Pour se concentrer sur ces questions, plusieurs pays africains ont pris l'initiative de vastes processus participatifs, appelés Plans nationaux d'action environnementaux (PNAE). Ces PNAE multisectoriels sont axés sur des questions environnementales prioritaires pour les responsables de la planification nationale et pour les décideurs. Ils constituent un cadre stratégique pour effectuer les changements qui s'imposent en matière de politique générale et d'institutions, pour formuler des programmes particuliers d'investissement et d'assistance technique, et pour servir de mécanismes efficaces pour la coordination des donateurs. La première série de PNAE a débuté en 1987 avec Madagascar, Maurice et le Lesotho. Depuis, les communautés participantes (tant en Afrique qu'au plan international) préconisent un échange d'expériences sur une base plus large. Cet atelier a été utile à cet égard et il a emis plusieurs recommandations pour le

renforcement des PNAE.

149. WorldWise. 1992. *International Directory of Nongovernmental Organizations*. Sacramento, Californie: WorldWise et Friends of the Earth, 328 p. + addendum.

Chaque année, les banques multinationales de développement (BMD) approuvent environ 30 milliards de prêts pour des projets de développement. Ces dernières années, ces prêts ont trop souvent servi à financer des projets désastreux des points de vue écologique, social et économique. WorldWise, une OPB américaine, espère aider les groupes communautaires du monde entier à éviter cet écueil. Cet annuaire présente une liste de plus de 1.650 ONG qui, pour la plupart, s'intéressent à une réforme des BMD, ou qui oeuvrent même pour obtenir une telle réforme. Le classement est fait en fonction de six régions géographiques. Des renseignements sont fournis à propos des organisations, notamment leur adresse, le nom des personnes qui participent activement, la date de création, les objectifs, le type d'organisation, le nombre d'employés, les sources de financement, etc. Un système de codes figurant à la fin du livre permet de repérer les rubriques.

150. WRI. 1985. **Making common cause: A statement and action plan by U.S.-based development, environment, and population NGOs.** Institut pour les ressources mondiales (WRI), Washington, D.C., 23 p.

Une mauvaise communication est à l'origine du fossé qui existe depuis trop longtemps entre les groupes axés sur l'environnement, les populations et le développement, les empêchant de prendre conscience de leurs intérêts communs et de regrouper leurs forces pour obtenir des résultats. Reconnaissant que la pauvreté, la dégradation de l'environnement et la croissance démographique sont inexorablement liées et qu'aucun de ces problèmes fondamentaux ne peut être résolu indépendamment des autres, les représentants de ces trois catégories d'ONG américaines proposent un plan d'action qui servirait modestement de point de départ en vue d'un accord plus large de coopération pour s'attaquer aux problèmes des pays en développement. Les OPB américaines recommandent également une coopération du même genre avec les ONG d'autres régions du monde et entre ces ONG.

Yeager, J.A., voir 014
Zarafonetis, J., voir 21

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

Ahmad, Y. J. 1985. **The state of the environment in Africa.** Centre de liaison pour l'environnement, Nairobi, Kenya. 36 p.

Anheier, Helmut. 1987. "Private Voluntary Organizations and Development Organizations in West Africa: Comparative Perspectives." Photocopié. Université Rutgers, New Brunswick, New Jersey.

Antrobus, Peggy. 1987. "Funding for NGOs: Issues and Options." In: *World Development*, N° 15. Pergamon Press, New York.

Arbab, Farzam. 1988. "Non-Government Development Organizations." Private Agencies Collaborating Together, Inc., Washington, D.C. 72 p.

Arum, Gilbert. 1990. "KENGO's Experience in Environment and Development." Communication préparée pour l'Institut pour les ressources mondiales (WRI). Institut pour les ressources mondiales, Washington, D.C.

Assemblée générale des Nations Unies. 1986. **Declaration of NGOs on the African economic and social crisis.** Compte rendu d'une réunion d'ONG (Afrique, Nord et internationales) à l'occasion de la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les situations économiques et sociales critiques en Afrique, 26 au 31 mai, New York.

Aworry, A. 1984. "The Role of Voluntary Organizations in Resource Mobilization: The Case of Kenya." Photocopié. Association keyniane des organisations non gouvernementales en matière d'énergie et d'environnement, Nairobi, Kenya.

Banque mondiale. 1991. **Community involvement and the role of non-governmental organizations in environmental assessment.** Projet de document. Banque mondiale, Washington, D.C. 21 p.

——. 1991. **Cooperation between the World Bank and NGOs: 1991 progress report.** Division des relations économiques internationales, Département des affaires extérieures, Banque mondiale, Washington, D.C. 20 p. + Annexes.

Barclay, A. H. Jr. *et al.* 1979. *The Development Impact of Private Voluntary Organizations: Kenya and Niger.* Washington, D.C.: Development Alternatives, Inc.

Berg, R.; et Whitaker, dir. de pub. 1986. *Strategies for African Development.* Berkeley, Californie: University of California Press.

Bhatnager, Bhuvan. 1992. "Participatory Development and the World Bank: Opportunities and Concerns." Communication présentée lors d'un atelier sur le développement participatif, 25 au 27 février. Banque mondiale, Washington, D.C. 30 p. + Annexes.

Blair, H. W.; et Olpadwala, P. D. 1984. "Rural Institutions for Development of Appropriate Forestry Enterprises." Document de travail préparé pour la FAO. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, Italie. 109 p.

Borghese, E. 1987. "Third World Development: The Role of Non-Governmental Organizations." In: *The OECD Observer*, N° 145. Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, France.

Brodhead, Tim. 1986. "If Africa is the Question, is NGO the Answer?" Photocopié. Institut Nord-Sud, Ottawa, Canada.

Brown, D. L.; et Covey, J. G. 1989. "Organization Development in Social Change Organizations." Document de travail. Institut de recherche sur le développement, Boston, Massachusetts. 37 p.

——.; et ——. 1987. "Organizing and Managing Private Development Agencies: A Comparative Analysis." Document de travail. Institut de recherche sur le développement, Boston, Massachusetts. 63 p.

——.; et Korten, D. C. 1989. "Voluntary Development Organizations: What Makes This Sector Different?" Document de travail. Institut de recherche sur le développement, Boston, Massachusetts. 9 p.

Burwell, B.; Helin, W.; et Robinson, J. 1992. **A shared vision: Evaluation of the collaborative community forestry initiative project for Northern Ghana.** Programme d'appui à la foresterie, Service forestier de l'USDA, Washington, D.C. 34 p. + Appendices.

CARE. 1986. **Agroforestry and food aid in Africa: A statement of CARE's principles and guidelines.** Rapport de la Cellule agriculture et ressources naturelles de CARE. Cooperative for American Relief Everywhere, Inc., New York. 9 p.

——. 1986. **CARE Gituza forestry project evaluation.** Rapport de CARE-Rwanda. Cooperative for American Relief Everywhere, Inc., New York. 48 p.

Carr-Harris, J.; Gibson, D.; et Locke, H. 1984. **The Tree Project: A feasibility study.** Service des Nations Unies pour les liaisons non gouvernementales, New York. 60 p.

Carroll, Thomas. 1992. "Capacity-Building for Participatory Organizations." Communication présentée lors d'un atelier sur le développement participatif, 25 au 27 février. Banque mondiale, Washington, D.C. 18 p.

Caveness, F. A.; et Kurtz, W. B. 1990. "Agroforestry Adoption: The Role of Farmer Associations in Senegal." Communication préparée pour le dixième symposium annuel de l'Association pour la recherche-vulgarisation sur les systèmes de culture. Le rôle des agriculteurs dans la recherche sur les systèmes de culture/vulgarisation et l'agriculture durable, Michigan State University, 14 au 17 octobre. East Lansing, Michigan. 12 p.

CES. 1985. *Environmental NGOs in Developing Countries*. Leiden: Centre d'études environnementales/Université d'Etat de Leiden.

Chambers, Robert. 1987. "Thinking About NGOs' Priorities." Document de référence pour l'Atelier d'OXFAM sur la gestion des terres arides, Cotonou, Bénin, 23 au 27 mars. Institut d'études sur le développement, Brighton, Grande-Bretagne. 21 p.

——. 1985. *Managing Rural Development: Ideas and Experiences From East Africa*. West Hartford, Connecticut: Kumarian Press.

——.; et Jiggins, J. 1986. "Agricultural Research for Resource-Poor Farmers: A Parsimonious Paradigm." Discussion Paper 220. Institut d'études sur le développement, Brighton, Grande-Bretagne.

CIOB, Conseil international des organismes bénévoles, voir ICVA.

Clark, John. 1987. "NGOs and Structural Adjustment." UN/NGLS Occasional Paper. Service des Nations Unies pour les liaisons non gouvernementales, Genève, Suisse.

CNUED. 1992. "Strengthening the Role of Non-Governmental Organizations: Partners for Sustainable Development." Agenda 21, Chapitre 27. Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Conches, Suisse. 5 p.

CNUED. 1985. **New Approaches: NGOs in the forestry sector.** Etude de cas relative au Sénégal. Résumé analytique, compte rendu et évaluation d'une consultation PNUD/CONGAD sur le reboisement, Sénégal, 20 au 27 février. Programme des Nations Unies pour le développement, Dakar, Sénégal. 72 p.

Congrès des Etats-Unis. 1986. **Enhancing agriculture in Africa: A role for U.S. development assistance.** Bureau d'évaluation de la technologie, Congrès des Etats-Unis, Washington, D.C. 294 p. + Appendices.

Cook, C. C.; et Grut, M. 1989. "Agroforestry in Sub-Saharan Africa: A Farmer's Perspective." World Bank Technical Paper, N° 112. Banque mondiale, Washington, D.C. 94 p.

CUSO. 1986. "NGOs and Development." In: *CUSO Journal.* Service universitaire canadien outremer, Ontario, Canada.

Derenoncourt, Lionel. 1991. "Structural Adjustment in West Africa: NGO Observations from Senegal, Burkina Faso and Ghana." Development Group for Alternative Policies, Inc., Washington, D.C. 26 p.

Dichter, T. W. 1992. "Demistifying Popular Participation: Institutional Mechanisms for Popular Participation." Communication présentée lors d'un atelier de la Banque mondiale sur le développement participatif, 25 au 27 février. Banque mondiale, Washington, D.C. 9 p.

——. 1989. "NGOs and the Replication Trap." TechnoServe, Inc., Norwalk, Connecticut. 14 p.

——. 1988. "The Changing World of Northern NGOs - Problems, Paradoxes and Possibilities." In: *Development: Seeds of Change*, N° 4:36-40. Société pour le développement international, Rome, Italie.

EESI. 1985. "A Congressional Agenda for Improved Resource and Environment Management in the Third World: Helping Developing Countries Help Themselves." Communication présentée par un groupe de travail de l'Institut d'études sur l'environnement et le développement. Institut d'études sur l'environnement et le développement, Washington, D.C. 49 p. + Appendice.

ELC. 1985. **Working together for sustainable development: Building NGO networks and capacities.** Projet de programme. Centre de liaison pour l'environnement, Nairobi, Kenya. 106 p. + Appendices.

——. 1982. **A message of support for life: Summary report.** Compte rendu d'un symposium d'ONG sur l'environnement et l'avenir qui s'est tenu à Nairobi, au

Kenya, 2 au 12 mai. Centre de liaison pour l'environnement, Nairobi, Kenya. 56 p.

——. 1982. *Directory of NGOs Working on Renewable Energy and Fuelwood Projects in Africa*. Nairobi, Kenya: Centre de liaison pour l'environnement.

EPI. 1988. **Report on ITTO meeting in Yokohama.** Institut des politiques sur l'environnement (EPI), Washington, D.C.

Esman, Milton. 1991. *Management Dimensions of Development: Perspectives and Strategies*. West Hartford, Connecticut: Kumarian Press. 168 p.

——.; et Uphoff, N. 1988. *Local Organizations As Intermediaries in Rural Development*. Ithaca, New York: Cornell University Press.

Fowler, Alan. 1992. "Building Partnerships Between Northern and Southern Development NGOs: Issues for the Nineties." In: *Development: Seeds of Change*, N° 1:16-23. Société pour le développement international, Rome, Italie.

——. 1985. "NGOs in Africa: Naming Them By What They Are." Communication présentée à un séminaire sur la contribution des ONG au développement. Institut d'études sur le développement, Université de Nairobi, Nairobi, Kenya.

——. 1984. "Management at the Grassroots Level for Integrated Rural Development in Africa with Special Reference to Churches." Document de travail, N° 419. Institut d'études sur le développement, Université de Nairobi, Nairobi, Kenya.

——. 1982. "Temperatures in Development Funding: The Hot Money Model." In: *Development: Seeds of Change*, N° 2. Société pour le développement international, Rome, Italie.

Fox, T. H. 1986. "The Enabling Environment for International Private Development Agencies." Photocopié. Conseil sur les fondations, Washington, D.C.

Garilao, E. D. 1987. "Indigenous NGOs as Strategic Institutions: Managing the Relationship with Government and Resource Agencies." In: *World Development*, N° 15. Pergamon Press, New York.

Gorman, R. F., dir. de pub. 1983. *Private Voluntary Organizations As Agents of Development*. Boulder, Colorado: Westview Press.

Gubbels, P. A. 1986. **Ghana: An approach to tree growing in Africa; The World Neighbors experience in Northern Ghana.** World Neighbors, Oklahoma City, Oklahoma. 11 p.

Hagen, R.; Diakite, S.; Kante, S.; Sissako, M.; et Dennison, S. 1986. **Koro village agroforestry project: An evaluation report.** Cooperative for American Relief Everywhere, Inc. Bamako, Mali. 80 p.

Hammock, J.; et Ndiye, M. 1991. *Toward Partnership in Africa*. Washington, D.C.: Conseil américain pour une action bénévole internationale. 313 p.

Hellinger, Doug. 1985. "Third World Development and the Future of U.S. PVO's." Communication présentée au Forum de la conférence internationale sur le développement. The Development Group for Alternative Policies, Inc., Washington, D.C.

Hoagland, S. H. 1986. "Cross-Pollination: Inter-Organizational Learning in Kenyan

Tree-Planting Programs." Document de travail de l'Institut d'études sur le développement, N° 443. Université de Nairobi, Nairobi, Kenya. 28 p.

——. 1986. "Organizational Learning in Development Assistance: A Comparative Analysis of Six Tree-Planting Projects in Kenya." Document de travail de l'Institut d'études sur le développement. Université of Nairobi, Nairobi, Kenya. 32 p.

Holloway, Richard. 1989. *Doing Development.* Londres: Earthscan Publications. 236 p.

INTERACTION. 1985. **The African initiative: The challenge for PVO's.** Compte rendu de conférence. Conseil américain pour une action bénévole internationale, Washington, D.C. 101 p.

ICVA. 1986. **NGO management development and training: Recent experience and future priorities.** Compte rendu d'un séminaire international pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Conseil international des organismes bénévoles, Genèva, Suisse.

——. 1985. **Development in an age of economic and social crisis: The challenge to voluntary agencies.** Compte rendu de la Conférence générale de l'ICVA qui s'est tenue à Dakar, Sénégal, 20 au 24 mai. Conseil international des organismes bénévoles, Genèva, Suisse.

——. 1985. "Suggested Guidelines on the Acceptance of Government Funds for NGO Programmes." Conseil international des organismes bénévoles, Genève, Suisse.

——. 1984. "Guidelines for Improving the Quality of Projects in the Third World by Non-governmental Organizations." Conseil international des organismes bénévoles, Genève, Suisse.

Institut pour le développement outremer/Overseas Development Institute. 1988. "Development Efforts of NGOs." In: *Development: Seeds of Change*, N° 4: 41-46. Société pour le développement international, Rome, Italie.

Jiggins, Janice. 1981. "The Role of Intermediate Organizations in Rural Development: Some Examples from Eastern and Southern Africa." Photocopié. Centre d'études africaines, Leiden.

KENGO. N.D. *Regional Survey and Congress of Indigenous NGO Networks in Africa.* Nairobi, Kenya: Association kényane des organisations non gouvernementales en matière d'énergie et d'environnement.

Korten, David. 1990. "NGO Strategic Networks: From Community Participation to Global Transformation." Document de travail. Forum pour un développement axé sur les populations, Washington, D.C. 8 p.

——. 1988. "Voluntary Development Organizations: Issues for Donors." Document de travail. Institut de recherche sur le développement, Boston, Massachusetts. 6 p.

——. 1988. "Voluntary Organizations and the Challenge of Sustainable Development." Document de travail. Institut de recherche sur le développement, Boston, Massachusetts. 16 pp.

Lecomte, B. 1985. "Aid Agencies and Self Reliance Policies." In: Tore Rose, dir. de pub., *Crisis and Recovery in Sub-Saharan Africa.* Paris, France: Organisation de coopération et de développement économiques. p. 241-264.

Lewin, Elisabeth. 1988. "The Qualities of Smallness." In *Development: Seeds of Change*, N° 4: 31-35. Société pour le développement international, Rome, Italie.

Livernash, Robert. 1992. "Policies and Institution; Non-Governmental Organizations: A Growing Force in the Developing World." In: *World Resources 1992-93*. New York: Oxford University Press. p. 215-234.

Masoni, V. 1985. "Non-Governmental Organizations and Development." In: *Finance and Development*, N° 22(3) : 38-41. Banque mondiale, Washington, D.C.

Miller, H. 1987. "Relational Postures: Options for Christian Development Agencies." Photocopié. Comité central mennonite, Nairobi, Kenya.

——. 1985. "American NGO Bias: An Overview of Selected Value and Operational Patterns." Communication présentée à lors d'un séminaire sur la contribution des organisations non gouvernementales au développement. Institut d'études sur le développement, Université de Nairobi, Nairobi, Kenya.

Minear, Larry. 1987. "NGO's Today: Practitioners of Development Strategies and Advocates for the Poor." In: *Development: Seeds of Change*, N° 4: 96-99. Societé pour le développement international, Rome, Italie.

Montee, R. B. 1984. **An initial study of PVO-University collaboration.** Rapport préparé pour le Comité consultatif sur l'aide bénévole à l'étranger. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C. 49 p. + Appendices.

Muchiru, Simon. 1987. "The Role of African NGOs As A Tool for Change." In: *Development: Seeds of Change*, N° 4: 112-115. Société pour le développement international, Rome, Italie.

——. 1986. **NGOs and African development: Contributions, capabilities, and needs.** Réseau des ONG environnementales africaines, Nairobi, Kenya.

Mutiso, G. C. M. 1985. "Research Agenda: NGOs' Contribution to Development." Communication présentée lors d'un séminaire sur la contribution des organismes non gouvernementaux au développement. Institut d'études sur le développement, Université de Nairobi, Nairobi, Kenya.

Myers, N. 1990. "Sustainable Development: The Role of NGO's." Forestry for Sustainable Development Working Paper, N° 8. Département des ressources forestières, Faculté des ressources naturelles, Université du Minnesota, St. Paul, Minnesota. 9 p.

NORAD. 1985. *A Directory of Non-Governmental Agencies in Botswana: Approaches to Participation in Rural Development*. Oslo, Norvège: Agence norvégienne de développement international.

——. 1984. **Survey of non-governmental organizations in Zambia.** Compte rendu principal. Agence norvégienne de développement international, Oslo, Norvège.

Norman, D.; et Modiakgotla, E. 1990. "Ensuring Farmer Input Into the Research Process With and Institutional Setting: The Case of Semi-Arid Botswana." Agricultural Administration Network Paper 16. Londres: Institut pour le développement outremer. 30 p.

NU/SLNG (UN/NGLS). 1985. **NGOs and Africa: A strategy workshop.** Rapport final. Service des Nations Unies pour les liaisons non gouvernementales, Genève, Suisse.

——. 1985. *Non-Governmental Organizations and Official Development Assistance: A Directory of Non-Governmental Organizations Campaigning on Aid Issues*. Genève, Suisse: Service des Nations Unies pour les liaisons non gouvernementales. 60 p.

——. 1982. **Report: NGO workshop on official development assistance and public opinion in the North.** Service des Nations unies pour les liaisons non gouvernementales, Genève, Suisse.

OCDE. 1985. *Aid Agency Co-operation with Non-Governmental Organizations*. Paris, France: Organisation de coopération et de développement économiques.

——. 1981. *Collaboration Between Official Development Co-operation Agencies and Non-Governmental Organizations*. Paris, France: Organisation de coopération et de développement économiques.

——.; et ICVA. 1987. *Development Aid of Non-Governmental and Non-Profit Organizations*. Paris, France: Organisation de coopération et de développement économiques; et Genève, Suisse: Conseil international des organismes bénévoles.

Olson, C. *et al.* 1985. *Private Voluntary Organizations and Institutional Development*. Washington, D.C.: Development Alternatives, Inc.

Otto, Jonathan, 1991. "NGOs in the Sahel: Actors and Issues in Natural Resource Management." Occasional Paper Series on Non Governmental Organizations. Amherst, Massachusetts: Centre d'éducation internationale de l'Université du Massachusetts. 52 p.

——. 1990. "Stakeholders, Rule Makers and Free Riders: An NGO Primer on Institutional Analysis for Renewable Natural Resource Management Projects." Projet de document de travail sur les institutions et la gestion des ressources naturelles renouvelables. Associates in Rural Development, Burlington, Vermont. 14 p.

——; et Elbow, K. **Into the woods: Natural forest management experiences in Niger.** (A paraître). Fonds mondial pour la nature (WWF), Washington, D.C.

——; et Heermans, J. 1991. **Burkina Faso: Tropical Forestry Action Plan, Mission report; Forest-based industries and institution building: A practical approach to natural resource management in high priority zones.** Institut pour les ressources mondiales (WRI), Washington, D.C. 64 p. + Annexes.

Owubah, C. E. 1991. **Food aid and development: A selected bibliography emphasizing forestry projects.** Programme d'appui à la foresterie, Service forestier de l'USDA, Washington, D.C. 39 p. + Appendices.

PACT. 1991. **Strengthening African NGOs and expanding PVO/NGO action in natural resources management, employment generation, food processing enterprises, and special health and education concerns.** Proposition non sollicitée. Private Agencies Collaborating Together, Inc., Washington, D.C. 18 p.

Paul, Samuel. 1982. *Managing Development Programs: The Lessons of Success*. Boulder, Colorado: Westview Press.

Pastel, S.; et Heise, L. 1988. "Reforestation With a Human Touch." In: *Grassroots Development*, 12(3): 38-40. InterAmerican Foundation, Washington, D.C.

Rahnema, M. 1985. "The Growing Role of NGOs: Autonomous Actors or Part of the Delivery System?" Document présenté à la dix-huitième conférence de la Société pour le développement international. Société pour le développement International, Rome. Italie.

Ramanathan, T. R. 1992. "Institutional Strengthening of Local NGOs Involved in Forestry: A Challenge for Innovation." In: *Unasylva*, N° 43(171): 56-60. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, Italie.

Rice, A. E., dir. de pub. 1983. *The Role of Non-Governmental Organizations in Development Cooperation*. Paris, France: Organisation de coopération et de développement économiques.

Rose, T. 1985. "Aid Modalities: Sector Aid As an Instrument in Sub-Saharan Africa," In: Tore Rose, dir. de pub., *Crisis and Recovery in Sub-Saharan Africa*. Paris, France: Organisation de coopération et de développement économiques. p. 252-264.

Sharland, R. W. 1989. "Indigenous Knowledge and Technical Change in a Subsistence Society: Lessons From the Moru of Sudan." Agricultural Administration Network Paper 9. Londres: Institut pour le développement outremer. 30 p.

Sharp, R. 1987. "From Aid to Solidarity: The Past and Future Role of Overseas NGOs in Promoting the Development of Human Resources in Africa." Photocopié. Institut international pour l'environnement et le développement, Londres.

Skjelsback, K. 1972. "The Growth of International Nongovernmental Organizations in the Twentieth Century." In: R. O. Koehane et J. S. Nye, dir. de pub., *Transnational Relations and World Politics*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press.

Smith, A. P. *et al.* 1990. **Feasibility study for establishment of a biodiversity planning service in Madagascar.** University of New England, Armidale, NSW, Australie. 72 p.

Smith, M. A., Sr.; et Wright, N. G., dir. de pub. 1990. **Organic farming in Kenya: A report on a national workshop for Kenyan nongovernmental organizations.** Institut kényan d'agriculture organique, Kenya; et Coordination in Development, Inc., New York. 75 p. + Appendices.

Sommer, J. G. 1977. "Beyond Charity: U.S. Voluntary Aid for a Changing Third World." Conseil pour le développement outremer (Overseas Development Council), Washington, D.C.

——. 1975. "U.S. Voluntary Aid to the Third World: What is the Future?" Discussion Paper, N° 20. Conseil pour le développement outremer (Overseas Development Council), Washington, D.C.

Streeten, P. P. 1987. "The Contribution of Non-Governmental Organizations in Development." In: *Development: Seeds of Change*, N° 4: 92-95. Société pour le développement internationai, Rome, Italie.

Sumberg, J. E. 1991. "NGOs and Agriculture at the Margin: Research, Participation and Sustainability in West Africa." Agricultural Administration Network Paper 27. Londres: Institut pour le développement outremer. 38 p.

Tanjong, Enoh. *et al.* 1991. **Evaluation de la gestion des ressources naturelles USAID/PVO-NGO/NRMS.** Rapport soumis à la Mission de l'USAID au Cameroun. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C. 24 p. [Français].

Tendler, Judith. 1982. "Turning Private Voluntary Organizations Into Development Agencies - Questions for Evaluation." Document de travail. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C.

Theunis, Sjef. 1988. "The Aid Relationship: A New Sound from Donors." In: *Development: Seeds of Change*, N° 4: 26-30. Société pour le développement international, Rome, Italie.

Thomson, J. T. *et al.* 1989. **Options for promoting user-based governance of Sahelian renewable natural resources.** Associates in Rural Development, Inc., Burlington, Vermont. 134 p.

USAID. 1992. **Community variables in natural resources management: Workshop proceedings.** Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C. 68 p. + Appendices.

——. 1992. **Tropical forests and biological diversity.** Rapport 1990-1991 de l'USAID au Congrès. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C. 56 p.

——. 1991. **Executive contact list: U.S. and international private and voluntary organizations registered with A.I.D.** Rapport semestriel. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C. 182 p.

——. 1991. **Local PVO executive contact list: Local and international private and voluntary organizations registered with A.I.D.** Rapport semestriel. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C. 105 p. + Appendices.

——. 1989. **Conserving tropical forests and biological diversity.** Rapport 1988-1989 de l'USAID au Congrès. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C. 42 p. + Appendice.

——. 1987. **Africa Bureau agriculture, natural resources and rural development officers workshop.** Compte rendu sur le déroulement d'un atelier. Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C. 51 p. + Appendices.

——. 1987. **Africa Bureau sector strategy: Plan for supporting natural resources management in Sub-Saharan Africa.** Agence des Etats-Unis pour le développement international, Washington, D.C. 47 p.

van der Heijden, H. 1985. "Development Impact on Effectiveness of Non-Governmental Organizations: The Record of Progress in Rural Development Cooperation." Centre de développement de l'OCDE, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, France.

van Dijk, M. P. 1987. "Collaboration Between Government and Non-Governmental

Organizations." In: *Development: Seeds of Change*, N° 4: 117-121. Société pour le développement international, Rome, Italie.

VanSant, Jerry. 1987. "The Role of International and Host Country NGOs As Intermediates in Rural Development." Photocopié. Development Alternatives, Inc., Washington, D.C.

Vonk, R. B. 1987. **The process of agroforestry extension.** Etude de cas relative au Projet CARE-Kenya de vulgarisation agroforestière. Projet de document. Cooperative for American Relief Everywhere Inc., New York. 18 p.

Warshall, Peter. 1988. **Opportunities for sustained development: Successful natural resources management in the Sahel.** Volume 4, Biodiversity. Energy/Development International, Washington, D.C. 117 p.

Weber, F.; et Hoskins, M. 1983. **Agroforestry in the Sahel.** Départment de sociologie, Virginia Polytechnic Institute and State University, Blacksburg, Virginia. 102 p.

Wellard, K.; Farrington, J.; et Davies, P. 1990. "The State, Voluntary Agencies and Agricultural Technology in Marginal Areas." Agricultural Administration Network Paper 15. Londres: Institut pour le développement outremer. 25 p.

Worou, L.; et Van Nao, T. 1982. "Orienting Forestry Toward the Needs of People." In: *Unasylva*, N° 34(136): 8-10 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, Italie.

WRI. 1991. **The NRM framework: What it is, what it does, and how it works with an example from the field.** Institut pour les ressources mondiales (WRI), Washington, D.C. 39 p.

——. 1989. **Tropical forestry action plan.** Compte rendu sommaire de la neuvième réunion des conseillers du PAFT sur l'harmonisation de la coopération internationale pour le développement de la foresterie. Institut pour les ressources mondiales (WRI), Washington, D.C. 20 p. + Annexes.

Wright, P.; et Bonkoungou, E. G. 1984. **Soil and conservation as a starting point for rural agroforestry: The OXFAM project in Ouahigouya, Upper Volta.** OXFAM, Burkina Faso. 18 p.

INDEX

Régions/pays:

Afrique australe 029
Afrique centrale 065
Afrique de l'Est 065, 144
Afrique de l'Ouest 105, 113
Afrique du Nord 145
Afrique, général 003, 013, 014, 018, 032, 034, 035, 052, 059, 060, 061, 072, 073, 083, 091, 092, 097, 099, 106, 111, 115, 118, 143, 145, 146, 147, 148, 149
Afrique, subsaharienne 012, 033, 078, 098, 110, 116, 120
Burkina Faso 063, 109, 117
Cameroun 001, 012, 073
Cap-Vert 048
Comores 022
Ethiopie 055
Gambie 047, 055
Ghana 002, 008, 037, 038, 039, 063, 139
Kenya 024, 071, 075, 077, 078, 082, 107, 129
Lesotho 148
Madagascar 009, 012, 073, 096, 128, 130, 148
Mali 012, 036, 063, 073, 100, 108, 109, 117
Maurice 148
Niger 063, 090, 117
Nigéria 040
Ouganda 012, 051, 069, 126
Rwanda 087
Sahel 024, 029, 093, 097, 100, 110, 117, 133
Sénégal 008, 024, 068, 088, 109, 115, 117
Somalie 134
Soudan 132
Zaïre 115
Zambie 030
Zimbabwe 076, 079, 080

Organisations:

Activités pour l'environnement et le développement (ENDA)-Zimbabwe 079
Afrique 112, 113, 143
Association des projets d'églises pour le développement (ACDEP) 002
Association kényane des organisations non gouvernementales en matière d'énergie et d'environnement (KENGO) 075
Association nationale pour la gestion des aires protégées (ANGAP) 128
Association pour le développement du Manicaland (MDA) 079
Banque mondiale 026, 041, 069, 083, 087, 095, 141, 142, 145
Centre international d'échange d'informations sur les projets forestiers (ITPC) 029
Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF) 075
Club du Sahel 093, 100, 108
Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) 093, 100, 108
Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) 114
Conseil américain pour une action bénévole internationale (InterAction) 133
Conseil de la science et de technologie pour le développement international (BOSTIC) 109
Cooperative for American Relief Everywhere (CARE) 023, 051, 126, 132, 134
DATEX, Projet des initiatives des organisations bénévoles privées (PIP) 008, 021

Fondation pour la faune africaine (AWF) 129
Fonds mondial pour la nature (WWF/U.S.) 004, 051, 126, 130
Forum des organisations bénévoles africaines de développement (FAVDO) 063
Gwembe Valley Agriculture Mission 030
Institut international Winrock pour le développement agricole 110
Institut kényan de recherche forestière (KEFRI) 075
International Development Institute, Inc. (IIDI) 031
International Voluntary Services, Inc. (IVS) 031
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) 084, 085, 086
Organisation des associations rurales pour le progrès (ORAP) 079, 080
Private Agencies Collaborating Together (PACT) 093
Projet d'agriculture durable d'Anjouan (ASAP) 022
Projet d'appui OPB-ONG/gestion des ressources naturelles (NRMS) 012, 046, 073, 092, 098, 105
Projet de développement agricole de Mutoko 076
Projet semencier paysan 088
Réseau des ONG environnementales africaines (ANEN) 003
Silveira House 079
Solidarité Canada Sahel (SCS) 093, 133
Uvumbuzi Wildlife Club 129
WorldWise 149

Sujets:

A

Action(s) bénévole(s) 066, 140
Action(s) stratégique(s) 015
Agriculture 097
Agriculture, développement 005, 119
Agriculture durable 126
Agriculture, production 022, 041
Agriculture, recherche 076
Agriculture régénératrice 023
Agriculture, technologie(s) 002, 030, 144
Agriculture, vulgarisation 051, 083
Agroforesterie 019, 023, 024, 040, 042, 050, 051, 077, 082, 098, 110, 134
Agroindustrie 139
Aide américaine à l'étranger 035
Aide aux réfugiés 132
Aide bilatérale 124
Aide en cas de catastrophe 124
Aide étrangère 127
Aide officielle au développement 142
Allocation de ressources 101
Approche(s) participative(s) 019, 030, 047, 081
Approvisionnement en semences 055
Assistance technique 004, 020, 034, 043, 058, 086, 112, 137
Autofinancement 016

B

Banques multilatérales de développement 074, 149
Bases de données OPB/ONG 011, 035, 072, 117, 141, 145, 146, 147
Bénévolat 127
Bilans nationaux du secteur forestier 127
Bois de feu 071
Boisement 075, 082, 113

C

Capacité(s) technique(s) 067
Collecte de fonds 006, 007
Collectivités locales 094
Commercialisation 006
Communautaire, développement 025, 073, 115
Communautaire(s), organisation(s) 094

Communautaire(s), perspective(s) 053
Conservation des sols et de l'eau 113
Contexte de politique générale 140
Contributions privées 123
Conversion de dettes en investissements écologiques 096, 130
Coopératives 037, 094, 119, 139
Crédit 100
Cultures associées 050

D

Déboisement 041, 071
Décentralisation de l'autorité 101
Démocratie 027, 124
Démocratisation 005, 067
Dette(s) 124
Développement, administration 065
Développement, aide 054, 062, 097, 124, 131, 137
Développement axé sur les populations 066, 067
Développement communautaire 037
Développement, coopération 073
Développement des ressources humaines 058, 065
Développement durable 003, 008, 010, 028, 033, 112, 149
Développement, éducation 085, 086
Développement, effet multiplicateur 015
Développement, groupes d'aide 150
Développement, initiatives 033
Développement institutionnel 004, 007, 010, 021, 026, 028, 031, 034, 052, 057, 058, 064, 086, 104, 119, 128, 129, 130, 132, 134, 136, 143
Développement, interventions 103
Développement, leadership 017
Développement microéconomique 004
Développement mondial 131
Développement, organismes 074
Développement participatif 114
Développement personnel 119
Développement, planification 128, 138
Dialogue politique 080
Développement, politiques 013, 027, 102
Développement, pratiques 027
Développement, priorités 020
Développement rural 005, 081, 119, 139
Développement rural intégré 057
Développement, stratégies 005, 042, 111, 137
Développement, tendances 122
Diversité biologique 018, 032, 041, 051, 128, 130, 137, 138
Division du travail 064

E

Economie(s) de marché 124
Economique, aide 124, 136
Economique, croissance 066, 102, 124, 135, 148
Economique, développement 032, 062, 136
Economique(s), gain(s) 138
Economique(s), politique(s) 135
Economique, progrès 131
Ecosystème(s) forestier(s) 038
Entreprise(s) privée(s) 119
Environnement 074, 084, 097, 147, 150
Environnement, dégradation 003, 009, 023, 070, 120, 135
Environnement, destruction 017, 102
Environnement, éducation 126, 129, 130, 132
Environnement, impact(s) 028
Environnement, investissement(s) 096
Environnement, gestion 070, 132
Environnement, groupe de travail 125
Environnement, planification 130
Environnement, politiques 045
Environnement, programmes de développement 042
Environnement, protection 033, 038, 095
Environnement, recherche 137
Environnement, recherche et vulgarisation 075
Environnement, secteur 056

Environnement, stratégies 125
Etats-Unis d'Amérique 044, 124
Evaluation rurale participative 078
Evaluation terres/ressources 134
Exemple(s) de succès 070

F

Femmes et développement 070, 100
Financement 119
Financement extérieur 053
Foresterie 029, 051, 059, 076, 089, 118, 130, 134, 141
Foresterie paysanne 099
Foresterie sociale 049, 077
Forêt(s) ombrophile(s) 032
Formation 043, 046, 113
Formation technique 002

G

Gestion, capacité(s) 067
Gestion d'organisations 029
Gestion du bien commun 089
Gestion foncière 100
Gestion institutionnelle 101
Gestion, pratique(s) 057
Gestion stratégique 065
Gestion, style(s) 077
Groupes bénéficiaires 010
Groupes bénévoles traditionnels 107
Groupes communautaires 094
Groupes d'entraide 086
Groupes d'utilisateurs 075
Groupes de femmes 082
Groupes locaux 080, 087, 100, 119, 128, 129

I

Incitations financières 016
Industrie touristique 126
Institutions villageoises 039
Intervention(s) du secteur public 094
Investissement(s) 100
Investissement(s) étranger(s) 124

J

Jeunesse 129

L

Lutte contre la pauvreté 095

M

Maraîchage 090
Militantisme 013

N

Nations Unies 115, 116

O

Organisations communautaires 068
Organisations d'agriculteurs 083
Organisations par adhésion 104
Organisations populaires P 027
Organismes internationaux d'assistance 104
Organismes officiels d'aide 027

P

Participation 025, 037, 039, 050, 053, 054, 078, 081, 083, 093, 100, 133, 144
Passation de marchés 020
Pauvreté 102
Pépinières 132, 134
Plan d'action forestier tropical 052, 143
Planification stratégique 006
Plans nationaux d'action environnementaux 009, 041, 069, 087, 106, 148
Plans nationaux de développement 048
Plantations d'arbres 118
Plasma germinatif 109
Politiques gouvernementales 076

Politiques sectorielles 128
Population 150
Pratiques agricoles 088
Prestation de services 025
Procédures de compte rendu 101
Production de semences 055
Produits ligneux 071
Programmation, approches 091
Programmation, stratégies 026
Programmes d'aide 060
Programmes de dons 121
Programmes nationaux forestiers 052
Progrès social 132
Projets, administration 049
Projets, conception 021, 091
Projets, description(s) 061
Projets, durabilité 057
Projets, financement 064
Projets, gestion 049
Projets, mise en oeuvre 137
Projets, planification 137
Protection de la faune 032

R

Recherche et vulgarisation 110, 144
Recherche paysanne 047
Recherche sur le bétail 077
Reforestation 126, 132, 134
Réfugiés 134
Régime foncier 100
Renforcement des capacités 025
Répartition des rôles 101
Ressources naturelles 023, 076, 097, 138
Ressources naturelles, conservation 004, 129, 134
Ressources naturelles, épuisement 100
Ressources naturelles, gestion 001, 012, 014, 018, 026, 037, 039, 040, 041, 043, 046, 051, 068, 072, 073, 078, 090, 092, 093, 098, 100, 105, 107, 109, 119, 120, 124, 126, 128, 130, 133, 137, 144
Ressources naturelles, réhabilitation 100
Ressources naturelles renouvelables 108
Ressources naturelles renouvelables, gestion 036
Ressources naturelles, utilisation 126
Réunion(s) historique(s) 063
Réunion stratégique de Bellagio 052

S

Secteur indépendant 122
Secteur privé 006, 111, 127
Sécurité alimentaire 079
Sécurité nationale 127
Semences hybrides 079
Services publics 108
Sommet de la terre sur l'environnement et le développement 032, 114
Soutien financier 101
Stratégies de vulgarisation 075
Surveillance et évaluation 106
Système(s) comptable(s) A 028
Systèmes de culture 051

T

Techniques post-récolte 113
Technologie, conception 019
Technologie, élaboration 030
Technologie, essais 047
Technologie(s) rurale(s) 079
Technologie, transfert 065, 098, 099
Tourisme de la nature 126
Travail en réseau 064, 100, 101
Travaux publics 119

V

Variétés traditionnelles 088
Vulgarisation forestière 050

Z

Zone aride 134
Zone(s) environnementale(s) protégée(s) 051, 126, 128, 130